

LE “ PROBATION SYSTEM ”

(Système d'Epreuve)

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
le Mercredi 13 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

JACQUES L. BELEY

MM. HUGUENEY, Professeur, *Président.*

JULIOT DE LA MORANDIÈRE }
DONNEDIEU DE VABRES } *Suffragants.*

PARIS

IMPRIMERIE DU MONT-PARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT
47, Rue de la Gaîté, 47

1929

*Should auld acquaintance
be forgot ?*

LE « PROBATION SYSTEM »
(SYSTÈME D'ÉPREUVE)

LE “ PROBATION SYSTEM ”

(Système d'Epreuve)

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
le Mercredi 13 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

JACQUES L. BELEY

MM. HUGUENEY, Professeur, *Président*.

DONNEDIEU DE VABRES
JULIOT DE LA MORANDIÈRE } *Suffragants.*

PARIS

IMPRIMERIE DU MONT-PARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT
47, Rue de la Gaîté, 47

1929

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



LE « PROBATION SYSTEM »

(*SYSTÈME D'ÉPREUVE*)

AVANT-PROPOS

Depuis que Caïn a tué Abel l'étude de la suppression de la criminalité et des moyens à utiliser pour atteindre à ce but est devenue une question universelle. L'emprisonnement, en particulier, a, de tous temps, été l'un de ces procédés. Mais, depuis un certain nombre d'années, il s'est trouvé des hommes qui ont employé leur activité à découvrir, pour certains cas particuliers, des substituts à la peine d'emprisonnement.

C'est surtout dans les pays anglo-saxons, les Etats-Unis d'Amérique et la Grande Bretagne, que les pénalistes, pour ne pas dire le grand public lui-même, ont été frappés par l'inutilité et la stérilité des résultats obtenus par l'incarcération de courte durée, qui, parce qu'elle est en somme la méthode la plus simple et la plus commode, a été souvent, et est encore, parfois, appliquée au hasard et d'une manière irréfléchie.

Aussi, avons-nous assisté à la naissance d'un ensemble de mesures destinées à se substituer de plus en plus à la prison, mesures qui peu à peu s'étendent dans tous les pays du monde.

Ces méthodes nouvelles qui se recommandent à l'attention des criminalistes, à la fois par leurs avantages pratiques et par leurs tendances humanitaires peuvent se ramener aux trois groupes suivants :

L'admonition,

Le système de mise en liberté à l'épreuve,

La sentence conditionnelle.

Ces trois systèmes sont d'ailleurs basés sur le même principe, la même idée : donner au délinquant, primaire ou non, suivant les pays où ces méthodes sont en vigueur, une nouvelle occasion de bien faire, de se remettre dans le droit chemin, une « nouvelle chance », — pour employer une expression empruntée à la terminologie britannique, — de s'amender.

L'idée n'est d'ailleurs pas neuve. Nous la retrouvons en effet dans la « severa admonitio » du droit romain (digeste 48 ; de Poenis, 19-VII) et dans la « monitio canonica » du droit canonique ; mais elle semble être restée dans l'oubli pendant de longs siècles, principalement au moment de la réaction qui eut lieu vers la fin du XVIII^e siècle contre l'abus qui avait été fait des punitions arbitraires. Le Code Pénal de 1810 est muet sur la question de l'admonitio, il insiste, au contraire, sur l'application d'une peine suivant une échelle fixe, dont la durée ne peut varier qu'entre un minimum et un maximum prévus par la loi.

A l'heure actuelle, suivant les paroles de l'un des membres du Congrès Pénitentiaire International de Paris en 1895 nous sommes, en quelque sorte, autorisés à dire que « la mise en liberté conditionnelle a fait le tour du monde et que, dès maintenant, la sentence conditionnelle va la suivre dans sa marche triomphale ». (1) Ce jugement n'était

(1) SIR EV. RUGGLES-BRICE : *Résumé du Congrès Pénitentiaire international de 1895.*

pas exagéré, il ne faisait que prévoir le succès réservé aujourd'hui à la méthode anglaise du probation system, la mise en liberté à l'épreuve, basée sur le principe même de la sentence conditionnelle, du sursis au jugement.

C'est ce système, tel qu'il a été créé d'abord aux Etats-Unis d'Amérique, et tel qu'il a été ensuite adopté en Grande Bretagne que nous nous proposons d'étudier.

Nous verrons tout d'abord comment il a pris naissance dans ces deux pays, comment il s'est développé et les modifications qu'il a subies avant d'arriver à son état actuel. Nous insisterons ensuite tout spécialement sur le personnel judiciaire et juxta-judiciaire qui est chargé de son application, les probation officers, les différents systèmes en usage pour le recrutement de ce personnel, tant aux Etats-Unis qu'en Grande Bretagne, et les devoirs qui lui incombent.

Dans un troisième chapitre nous verrons l'emploi qui a été fait en Grande Bretagne du probation system.

Il nous paraît également indispensable de faire ressortir dans notre monographie, aussi bien les ressemblances que les différences qui existent entre le système anglo-saxon et les institutions françaises correspondantes : celle du sursis à l'exécution de la peine, telle qu'elle résulte de la loi du 26 mai 1891, et celle de la liberté surveillée des mineurs de dix-huit ans, telle qu'elle est organisée par la loi du 22 juillet 1912.

Enfin nous terminerons notre étude du probation system par une brève comparaison avec la peine d'emprisonnement à laquelle elle tend de plus en plus à se substituer et en indiquant en quelques mots l'extension prise par le probation system dans les principaux pays européens.

CHAPITRE PREMIER

Historique du “ Probation System ”

I

Aux Etats-Unis d'Amérique

Le Probation System a son origine aux Etats-Unis d'Amérique où il est reconnu à l'heure actuelle comme étant la seule méthode applicable aux délinquants susceptibles de s'amender et aux enfants moralement et matériellement abandonnés.

L'état américain qui, le premier, a donné l'exemple dans cette voie est celui du Massachusetts. En 1869 déjà on avait eu recours dans certains tribunaux à une coutume semblable au système actuel. Au lieu d'incarcérer le condamné on le laissait provisoirement en liberté en le confiant à la surveillance d'une personne charitable et en lui imposant certaines conditions qu'il devait rigoureusement observer, sous peine d'être immédiatement mis en prison. Ce système fonctionnait à l'état de simple pratique judiciaire pendant près de dix ans, quand, en 1878, une loi vint consacrer légalement cet usage, désormais connu dans les pays anglo-saxons, sous le nom de Probation System.

Le Massachusetts Probation Act 1878 autorisait la nomination, auprès de chaque tribunal, de fonctionnaires rétribués, chargés de la surveillance des individus ainsi provisoirement mis en liberté. Antérieurement à la comparution de l'individu devant le Tribunal, ces fonctionnaires, désignés sous le nom de Probation Officers, étaient chargés de certaines enquêtes préliminaires sur la moralité du délinquant, et, si de cette enquête il pouvait résulter que le délinquant était capable de s'amender sans qu'aucune peine lui soit infligée, le probation officer enquêteur pouvait proposer aux magistrats que le délinquant soit mis en liberté à l'épreuve. Muni, également en vertu de la loi, de larges pouvoirs, le probation officer chargé de la surveillance avait le droit d'arrêter et de traduire devant le tribunal, afin d'y être définitivement jugé, tout délinquant placé en probation qui avait manqué d'observer l'une quelconque des conditions qui lui avait été imposées.

Il est d'ailleurs intéressant de remarquer en passant que c'est à l'Amérique que nous devons bien des exemples et que c'est elle qui a ouvert la voie à bien des réformes pénales. Un peu dans le même ordre d'idées c'est dans l'Etat de Chicago que fut créé en 1899 le premier tribunal pour enfants, et déjà même avant cette date les Etats de Massachusetts et de New-York avaient pris certaines dispositions pour avoir des audiences spéciales pour les mineurs.

Immédiatement après le vote de la Loi de 1878 le système de probation s'est tout d'abord et principalement développé au profit des mineurs, mais aux Etats-Unis on s'est vite rendu compte des avantages énormes que présentait ce système pour la prévention de la criminalité et il a été rapidement étendu aux délinquants majeurs. Aussi, à l'heure actuelle dans tous les Etats Américains, à l'exception d'un seul, celui de Wyoming, les tribunaux de toutes les villes d'une

certaine importance sont pourvus de probation officers, et depuis la guerre, ceux qui auparavant avaient surtout recours à des agents bénévoles ont une tendance de plus en plus marquée à faire appel à un système de probation employant des fonctionnaires rétribués (1). Si l'on en croit le Dr. George Kirchwey, l'une des principales autorités sur la question aux Etats-Unis, de plus en plus les pénalistes, en Amérique, se tournent du côté de la sentence conditionnelle et du probation system comme les procédés les plus efficaces. Et à l'heure actuelle les trois cinquièmes des femmes et enfants coupables de crimes ou délits à New-York City sont placés en probation. (2)

II

En Grande Bretagne

Des Etats-Unis d'Amérique le Probation System a passé ensuite en Grande Bretagne où le premier pas législatif accompli dans ce sens fut le Probation of First Offenders Act de 1887, qui, comme son nom l'indique, ne s'appliquait qu'aux délinquants primaires.

§ 1. — *Pratique extra-judiciaire*

Comme en Amérique, s'était instituée dans les principales villes de Grande Bretagne, Birmingham, notamment, une pratique extra-judiciaire consistant à surseoir au jugement et à placer le délinquant, non encore définitivement condamné, sous la surveillance d'une personne charitable, pendant une

(1) CHARLES CHUTE : *Probation in Children's courts*, p. 11.

(2) *Robinson Penology in the United States*.

période variable, suivant les cas et les circonstances. Au cours de cette période cette personne charitable s'engageait à surveiller le délinquant, à veiller sur sa moralité, à lui donner de bons conseils, tachait de lui trouver du travail, s'il était sans emploi, venait lui faire de fréquentes visites au cours desquelles elle s'informait de sa conduite, de ses occupations, et s'engageait en même temps à tenir le tribunal au courant des faits et gestes, louables ou non de son protégé, et à provoquer, au besoin, un jugement définitif si l'individu placé sous sa surveillance persistait dans sa mauvaise conduite. Cette personne charitable ne faisait en somme pas autre chose que ce qu'accomplit aujourd'hui le Probation Officer.

On peut même dire que l'origine du Probation System est due à certains magistrats du Warwickshire qui dès 1820, dans certains cas avaient pris l'habitude de condamner les jeunes gens à un jour d'emprisonnement, au lieu de leur infliger une peine plus sévère, à la condition qu'ils retournent ensuite se placer sous la surveillance de leur père ou de leur maître d'école, pour être, par eux, mieux gardés et mieux surveillés par la suite. (1)

Cette coutume fut reprise et suivie par le Recorder de Birmingham, Matthew Davenport, Hill qui, en 1841, établit un registre de ces précurseurs des probation officers et prit l'habitude de faire faire, de temps en temps, par la police des enquêtes sur la conduite des jeunes délinquants relâchés après avoir passé un jour en prison.

Plus tard enfin, aux environs de 1880, les Magistrats de la Ville de Londres, au lieu de condamner les jeunes délinquants à un jour de prison, introduisirent la coutume de les relâcher conditionnellement, sous la surveillance d'un Police

(1) *Report of the Departmental Committee.*

Court Missionnary, ce Missionnaire étant chargé de veiller sur leur conduite.

Par une sorte de transition il était alors aisé d'aboutir à un système définitif sanctionné par la loi : il fallut pour cela attendre le Probation of First Offenders Act 1887. Et encore cette loi était-elle bien incomplète, puisqu'elle ne contenait aucune disposition concernant la surveillance des délinquants, se bornant, comme nous le verrons, à introduire le système du sursis au jugement dans certains cas déterminés par elle.

Le Système de Probation a donc débuté en Grande Bretagne par le Probation of First Offenders Act 1887 et il a atteint son développement actuel dans le Criminal Justice Act 1925. De 1887 à 1925 des lois successives sont venues modifier, compléter et perfectionner cette méthode nouvelle, en particulier le Probation of Offenders Act 1907 qui est l'acte fondamental et qui est toujours considéré comme la base du système actuel, malgré les nombreux remaniements qu'il a subis. (Children Act 1908 ; Criminal Justice Administration Act 1914).

§ 2. — *Le « Probation Of First Offenders Act 1887 »*

Malgré ses lacunes cette loi faisait faire déjà un grand pas en avant au probation system en Grande Bretagne. Bien qu'autorisant la libération conditionnelle des délinquants cette loi ne contenait aucune disposition en ce qui concerne la surveillance des délinquants ainsi mis en liberté, ni en ce qui concerne la désignation des Probation Officers. C'est pourquoi, en dehors des cas où les délinquants étaient confiés à la surveillance des police court missionaries ou à des personnes charitables, le tribunal n'avait à sa disposition aucun moyen pour savoir si les délinquants qu'il relâchait en vertu

de la nouvelle loi observaient les conditions auxquelles était attaché le prix de leur libération définitive.

En vertu de la Loi de 1887, si un individu était inculpé de vol ou d'escroquerie, ou de toute autre infraction n'entraînant pas une peine supérieure à deux ans de prison et au cas où il n'aurait subi encore aucune condamnation antérieure, le tribunal, devant lequel il comparaisait, pouvait, eu égard à son âge, à sa moralité ou à ses antécédents ou au peu de gravité de l'infraction, ou des circonstances atténuantes dans lesquelles elle avait été commise, au lieu de lui infliger une peine immédiate, décider que le coupable serait mis en liberté après lui avoir fait contracter une obligation (recognizance), avec ou sans caution, par laquelle il s'engageait à observer une bonne conduite, à ne pas troubler la paix (*to keep the peace*) et à comparaître sur réquisition pour être jugé. Cette obligation était contractée pour une certaine durée dont la longueur était laissée à l'appréciation des magistrats.

Le tribunal avait en outre la faculté de condamner le délinquant à payer les frais du procès en totalité ou en partie.

Si, à la suite d'une information sous serment, un tribunal ayant qualité pour statuer à l'égard du délinquant au sujet du délit primitif, ou une cour de juridiction sommaire est convaincue que le délinquant a manqué à l'une des conditions qui lui avaient été imposées dans sa recognizance, l'un et l'autre pouvaient décerner contre lui un mandat d'arrêt.

Le délinquant ainsi arrêté en vertu de ce mandat, s'il n'est pas traduit immédiatement devant le tribunal qui a originairement statué, devait comparaître devant une cour de juridiction sommaire, qui pouvait alors choisir entre les trois partis suivants :

ou bien le renvoyer à l'audience du jour originairement fixé dans sa recognizance, pour être jugé ;

ou bien le renvoyer par devant le tribunal compétent pour le juger en vertu de son infraction primitive.

ou bien le mettre en liberté sous caution et avec des sûretés suffisantes.

Enfin, avant de faire contracter à l'individu cette reconnaissance le tribunal devait au préalable s'assurer que le délinquant et ses cautions avaient un domicile ou une résidence fixes, ou bien qu'il avait un emploi régulier dans le comté ou dans la ville dépendant du ressort du tribunal, ou dans lesquels il était probable que le délinquant habiterait au cours de la période fixée.

Telles étaient les dispositions essentielles contenues dans la Loi de 1887.

S'il est bon parfois que le magistrat ne soit pas lié en un cadre de dispositions étroites, dont il ne peut s'écarter, il est cependant à déplorer que la loi de 1887 n'ait pas donné davantage de précisions. Cet acte est très large il l'est même trop, et pourtant il a été en vigueur pendant trente ans exactement sans aucune retouche. Il ne prévoit en effet que les cas et les conditions, limités d'ailleurs, dans lesquels il pouvait être fait usage de ce sursis au jugement. Mais à part cela la loi de 1887 ne prévoit :

ni la durée de la période d'épreuve,

ni, ce qui est en somme le rouage essentiel du système, la nomination ou la désignation des personnes chargées de faire respecter l'observance des conditions imposées par le tribunal, c'est-à-dire les probation officers. Les lois suivantes, nous allons le voir, vont s'efforcer de combler ces lacunes.

§ 3. — *Le « Probation of Offenders Act 1907 »*

Le second texte légiférant sur la matière est le Probation of Offenders Act 1907, abrogeant purement et simplement la

loi de 1887. (1) La date de l'approbation royale est du 21 Août 1907 mais il n'est entré en vigueur que le 1^{er} janvier 1908.

Dans son ensemble la nouvelle loi ne fait en somme que répéter les principes déjà contenus dans la loi de 1887 : libération conditionnelle de certains délinquants, mais dans le détail nous releverons un grand nombre de différences importantes entre les deux lois.

Tout en comparant simultanément les deux textes nous relèverons les dispositions fondamentales de la loi de 1907.

Le titre lui-même de la nouvelle loi marque une première grande différence ; en effet, alors que les dispositions de l'acte de 1887 étaient uniquement applicables aux délinquants primaires : Probation of FIRST Offenders Act, la suppression de l'adjectif numérique FIRST dans l'acte de 1907 indique que les dispositions nouvelles vont pouvoir être étendues à

(1) Le but de la loi de 1907 a été défini à la Tribune de la Chambre des Communes, par Mr. Herbert Samuel, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur, de la façon suivante : « Loi ayant pour but d'autoriser les Cours de Justice de Grande-Bretagne à désigner des probation officers, leur payer un traitement de façon à ce que les délinquants qui sont susceptibles de ne pas être emprisonnés, en raison de leur âge, de leur santé, de leur moralité ou de leurs antécédents, soient mis en liberté à l'épreuve sous la surveillance de ces fonctionnaires, dont le devoir et les fonctions seront de guider, et de conseiller et de secourir ces délinquants. En vertu de ce projet de loi, les Cours et Tribunaux jouiront d'une entière liberté quant aux choix de leurs probation officers et nous espérons que dans peu d'années l'expérience aura montré quels seront les hommes et les femmes véritablement aptes à exercer cette surveillance d'un caractère tout à fait spécial. » Ce projet de loi ne fait en quelque sorte que reproduire une partie des dispositions du Probation of First Offenders Act 1887 et cette réforme était depuis bien longtemps non seulement attendue mais aussi désirée par le pays tout entier.

(*Parliamentary Debates, Authorized Edition 8 Mai 1907, Vol. 174, Col. 294.*)

La première décision rendue en vertu du Probation of Offenders Act 1907 date du 1^{er} Janvier 1908. Elle a été prise à la Police Court d'Old Street, Londres. Un individu du nom de Charles Ellis comparaissait pour avoir volé treize paires de bas. Antérieurement à ce vol il avait eu une bonne conduite et n'avait jamais encore subi de condamnation. En jugeant le délinquant, le magistrat expliqua que le Home Office était extrêmement désireux de voir assurer un bon fonctionnement à la loi nouvelle. Le premier probation officer désigné pour surveiller l'inculpé fut Mr. John Massey, Court Missionary. — (*Times, 2 janvier 1908*).

tous les délinquants primaires ou récidivistes, sous certaines réserves, que nous indiquerons.

De même que la loi de 1887 ne s'appliquait qu'à une certaine catégorie de délinquants primaires : ceux coupables de vol ou d'escroquerie, ou ceux dont l'infraction n'entraînait pas une peine supérieure à deux années de prison, de même elle ne mettait qu'une seule solution à la disposition des magistrats : mise en liberté provisoire du délinquant, avec ou sans caution en l'astreignant à observer certaines conditions.

Le Probation of Offenders Act 1907 contient au contraire des dispositions à la fois plus larges et plus précises. D'abord la restriction concernant la catégorie de l'infraction commise ou la nature de la peine encourue a disparu. Désormais peut bénéficier de la nouvelle loi (Section 1, §§ 1 et 2) toute personne comparaissant devant n'importe quel tribunal, cour de juridiction sommaire, Cour d'Assises ou Cour de Session trimestrielle, quand, en raison de l'âge, de la moralité ou des antécédents de l'inculpé ou en raison du peu d'importance de l'infraction, ou des circonstances atténuantes dans lesquelles cette infraction a été commise, le tribunal estime qu'il est inopportun d'infliger un châtement autre qu'une peine de principe.

Dans le cas où il en a été ainsi décidé par le tribunal la loi de 1907 met trois moyens à sa disposition, incorporant de cette manière certaines des dispositions déjà anciennes du Summary Jurisdiction Act 1879 sur l'organisation de la procédure sommaire et la création des cours du même nom. En vertu de la Section 16, du Summary Jurisdiction Act 1879, au cours du jugement d'une infraction de la compétence de ces tribunaux si le tribunal estime, bien que la culpabilité soit prouvée, qu'il n'est pas nécessaire d'infliger une peine autre qu'une peine de principe étant donné la légèreté de

l'infraction commise, celui-ci peut, sans poursuivre l'infraction, rayer l'affaire du rôle et ne condamner le délinquant qu'à des dommages-intérêts, sans que ceux-ci, toutefois, puissent s'élever à une somme supérieure à quarante shillings ;

ou, retenant l'accusation, relâcher la personne jugée, à la condition qu'elle s'engage, avec ou sans caution, à comparaître pour être jugée quand elle en sera requise et à observer une bonne conduite.

Reprenant alors les dispositions des deux lois précédentes, la loi de 1907, donne aux magistrats le choix entre les méthodes combinées, de la loi de 1879 et de celle de 1887 :

Renvoi pur et simple des fins de l'accusation et de la poursuite ;

Mise en liberté provisoire avec obligation d'observer une bonne conduite, pendant une certaine période fixée par le tribunal, sans que toutefois elle puisse dépasser le maximum de trois ans (1), (limitation qui n'était pas encore prévue dans le Probation of First Offenders Act 1887).

Mais alors et c'est là où la loi innove et où apparaît son véritable esprit, l'acte de 1907 contient une disposition complémentaire permettant aux magistrats, au cas où ils auraient adopté la seconde alternative, d'ajouter la condition que pendant sa période d'épreuve le délinquant sera placé sous la surveillance d'une personne désignée par le tribunal (Section II, sub. sec. I). Allant même encore plus loin, la loi de 1907 prévoit d'autres conditions accessoires à imposer au délinquant ainsi placé sous la surveillance de la personne qu'aura désignée le tribunal. Ces conditions se rapportent aux trois chefs principaux suivants :

(1) Quand un individu a été l'objet d'une ordonnance de mise en liberté à l'épreuve, la coutume veut que cette ordonnance fixe le temps que devra durer l'épreuve. (K. B. D., R. v. Edgar, 1913, *Recueil des décisions des « Justices of the Peace »* 77.596).

- a) interdiction de fréquenter des voleurs ou autres personnes indésirables ou autres lieux indésirables ;
- b) interdiction de boire aucune boisson alcoolisée, quand l'infraction elle-même était l'ivresse ou commise sous l'influence de la boisson ;
- c) en général, prendre l'engagement de mener une vie honnête et laborieuse (Section I, sub. sec. 2).

Après avoir prévu la surveillance des délinquants par des personnes désignées par le tribunal, l'acte de 1907 ne prend cependant aucune mesure en ce qui concerne celles-ci, il se borne à dire que tout tribunal pourra choisir parmi les personnes de l'un et l'autre sexe, celles qui auront qualité pour agir comme probation officers et qu'une fois désignées pour agir es-qualité elles seront placées sous le contrôle direct du tribunal qui les a nommées.

La loi de 1907 décide également que ces probation officers seront rétribués, mais elle ne fixe ni le montant ni le mode de cette rétribution et précise ensuite quels doivent être les devoirs et les fonctions de ces probation officers. Cette partie de la loi étant en somme la plus importante, nous la traiterons dans un chapitre spécial afin de pouvoir lui donner toute l'ampleur qu'elle mérite, car tout le succès du système dépend de la façon même dont ces devoirs et ces fonctions sont compris et remplis par les probation officers.

Les conditions imposées au délinquant par la décision du tribunal ne sont pas immuables, elles peuvent être adoucies ou renforcées selon la conduite du délinquant comme elles peuvent être totalement supprimées et l'individu complètement remis en liberté, avant même l'expiration de la période fixée par le tribunal, sur le rapport du probation officer, si sa conduite a été telle que toute surveillance devienne désormais inutile.

Enfin, si pendant cette période d'épreuve, le délinquant se

conduit mal, c'est-à-dire s'il n'observe pas les conditions qui lui sont imposées ou s'il commet une nouvelle infraction, à la demande du probation officer il pourra être traduit devant le tribunal pour être jugé à nouveau et cette fois-ci définitivement condamné.

La loi de 1907 s'applique à tout le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Ecosse et d'Irlande, avec quelques modifications dans la terminologie employée pour désigner les tribunaux.

Telles sont dans leur ensemble les dispositions de la Loi de 1907, sur le détail desquelles nous reviendrons en temps utile.

C'est à elle, beaucoup plus qu'à celle de 1887, que nous sommes redevables de la création du Probation System.

Le Probation of Offenders Act 1907 met à la disposition de tous les magistrats britanniques un nouveau mécanisme judiciaire, consistant à placer le délinquant susceptible de s'amender, sous l'influence personnelle et directe d'un homme ou d'une femme choisis pour leur moralité ou leur personnalité, au lieu de l'envoyer en prison ou de lui infliger une amende, ou, si c'est un mineur de seize ans, de l'enfermer pour une période plus ou moins longue dans un *reformatory* ou une *industrial school*. Cette mesure est d'ailleurs purement provisoire ; le tribunal faisant confiance à l'individu, ne prononce pas de jugement, mais décide que pendant un certain temps le délinquant sera soumis à une sorte d'épreuve qui sera contrôlée par le délégué du tribunal, le probation officer.

Cette mesure s'applique en général à tous ceux qui ne sont pas des délinquants invétérés, à ceux dont la jeunesse, la moralité et les antécédents font espérer qu'ils s'amenderont un jour, s'ils subissent une influence salutaire, tout comme un malade peut être guéri par les soins attentifs du médecin

qui le soigne avec dévouement. Souvent sans véritable ami et le plus souvent entouré de camarades plus ou moins corrompus, sans influence moralisatrice, ces délinquants reçoivent du probation officer qui vient d'un niveau plus élevé de la Société, une aide secourable pour les sortir de chemin qui mène au crime et sur lequel ils s'étaient engagés. Le probation officer aide le chômeur à se procurer du travail, il met le jeune garçon ou la jeune fille en contact avec des associations de jeunesse où ils peuvent subir de bonnes influences, il cherche à améliorer les conditions du foyer et à y répandre une meilleure atmosphère.

Et pour donner plus de force et d'autorité à ses conseils, il y a toujours à l'arrière plan, comme une menace, la sanction légale toujours possible, la connaissance que le probation officer est en quelque sorte l'œil du juge, que les écarts de conduite seront rapportés au tribunal et, ainsi, entraîner une sanction sévère. Si grande est en effet l'influence du probation officer que, souvent, bien après l'expiration de la période d'épreuve, ses conseils sont encore longtemps recherchés et continuent à porter leurs fruits bien que l'autorité qui la sanctionne ait disparu.

Si la présence du probation officer est utile au délinquant elle ne l'est pas moins non plus au magistrat. Les rapports fournis par le probation officer le renseignent sur les résultats de sa décision et lui montrent si son acte de clémence a été justifié ou non, le guidant ainsi pour les cas futurs.

Mais le Probation of Offenders Act a subi par la suite plusieurs modifications dont les plus importantes lui ont été apportées par :

1^o le Criminal Justice Administration Act 1914.

2^o le Criminal Justice Act 1925.

§ 4. — *Le « Criminal Justice Administration Act 1914 »*

Les modifications apportées par la première de ces deux lois sont au nombre de trois.

La première a trait à la collaboration des oeuvres et institutions charitables. Il existe en Grande Bretagne de nombreuses oeuvres ou institutions dont le but est de venir en aide aux prisonniers à l'expiration de leur peine, ou aux enfants qui ont accompli un séjour dans les pénitenciers.

La loi de 1914, permet au Secrétaire d'Etat d'accorder une sorte de reconnaissance d'utilité publique à celles de ces institutions qui en feront la demande, mais surtout elle autorise les tribunaux à employer comme probation officers les membres de ces institutions officiellement reconnues (Section 7).

La section 8 du même acte est ensuite venue modifier les dispositions de celui de 1907 ayant trait aux conditions qui peuvent être imposées au délinquant pendant sa période d'épreuve. A celles déjà en vigueur, l'acte de 1914 est venu en apporter une quatrième concernant le domicile de l'individu mis en liberté à l'épreuve, du probationner. Désormais le tribunal pourra imposer un domicile déterminé à l'individu placé en probation. Cette modification avait d'ailleurs été déjà réclamée par tous les spécialistes de la question car elle présente une grande importance au point de vue des influences mauvaises auxquelles le probationner doit être soustrait, en même temps qu'elle facilite la surveillance par le probation officer.

Enfin, l'acte de 1914 modifie l'acte de 1907 en ce qui concerne les notifications à faire à l'individu placé en probation sur les changements qui sont apportés aux conditions de son épreuve. En vertu de l'acte de 1907 les conditions de la reconnaissance pouvaient être modifiées sans formes officielles,

et notamment sans que le délinquant eût à comparaître devant le tribunal ; il suffisait qu'il fût averti par le probation officer de ces modifications. Désormais, celles-ci devront être notifiées au délinquant par le magistrat lui-même. Le tribunal convoquera le délinquant et lui fera connaître de vive-voix les changements apportés et les raisons pour lesquelles il a cru bon d'agir ainsi.

§ 5. — *Le « Criminal Justice Act 1925 »*

Mais c'est encore le Criminal Justice Act 1925 qui a apporté les modifications les plus intéressantes à la législation du Probation System. Cet acte qui, par ailleurs, contient des dispositions aussi variées qu'hétérocytes, a une première partie entièrement consacrée au Probation System qui fixe enfin bien des points restés indécis et que l'on désirait, depuis de longues années, voir définitivement arrêtés.

Ces modifications, les plus importantes qu'ait subies jusqu'ici la législation en vigueur, sont assez significatives car elles sont une preuve du développement pris par le système, faisant sentir que l'organisation avait été jusque-là insuffisante et réclamait davantage de précision.

Notons tout d'abord le changement de ton pris par le législateur. Il n'avait auparavant édicté que des dispositions facultatives. Désormais c'est sur un ton impératif qu'il s'exprime, symptôme évident que le Probation System a fait ses preuves et que son application a cessé d'être expérimentale mais qu'au contraire elle s'impose.

Etant donné l'extension croissante prise par cette nouvelle méthode il était devenu urgent de prendre des dispositions précises en ce qui concerne l'organisation du personnel, des probation officers. Aussi l'acte de 1925, complété en cela par

les *Statutory Rules* de 1926, sorte de Décret d'administration publique, sont venus fixer certains points incomplètement traités par les lois précédentes.

L'acte de 1925 décide tout d'abord la création d'au moins un probation officer pour le ressort de chaque *petty sessional division*, et pour ce faire elle divise le territoire au point de vue du Probation System de l'Angleterre en districts de probation et pose le principe qu'il doit y avoir au moins un probation officer par district.

Mais après avoir posé ce principe l'acte de 1925 introduit aussitôt une exception : il prévoit en effet, sans toutefois en indiquer les raisons, mais que l'on devine cependant, que deux ou plusieurs divisions de petites sessions pourront être groupées de façon à ne former qu'un seul de ces districts de probation, cela, notamment, dans les cantons ruraux où la nécessité d'un probation officer ne se fait pas sentir, c'est ce que la loi de 1925 appelle une *combined area* ou un groupe de districts de probation.

Cette division territoriale une fois établie, la Loi de 1925 se préoccupe de l'administration proprement dite du Probation System à l'intérieur de chacun de ces districts ou de groupe de districts. Désormais à la tête de chacun de ces districts ou groupe de districts la loi institue un comité de probation avec des attributions bien définies composé de trois ou plusieurs magistrats désignés par les juges de la *petty sessional division*. Le comité est spécialement chargé de :

Nommer le ou les probation officers du district quand ces pouvoirs lui auront été conférés par une disposition expresse de ces magistrats, qui, en principe, doivent seuls nommer leurs propres probation officers ;

Fixer et payer le traitement des probation officers ;

Contrôler le travail de ces derniers et centraliser les rapports dressés par ceux-ci et, d'une façon générale, prendre toutes les

mesures jugées nécessaires pour le bon fonctionnement du système.

Tous ces comités créés en Grande Bretagne sont placés sous la haute direction du Ministère de l'Intérieur, dont l'approbation doit être obtenue pour la nomination des probation officer et dans certains cas pour la fixation de leurs traitements, comme nous aurons d'ailleurs l'occasion de le voir plus loin.

Telles sont dans leurs grandes lignes les dispositions nouvelles édictées par le Criminal Justice Act 1925.

A côté, cependant, il en existe de plus spéciales et qui ne sont pas autre chose, en somme, que des amendements partiels apportés aux anciens textes.

Telles sont en particulier les dispositions qui ont pour but de répartir aussi équitablement que possible entre l'Etat et les municipalités les dépenses encourues par l'application du Probation System. Jusqu'en 1925 le législateur s'était borné purement et simplement à faire supporter ces dépenses par les municipalités. Désormais l'Etat prend à sa charge une partie de ces dépenses et chaque année une somme votée par le Parlement est répartie entre les différentes municipalités, proportionnellement à leur importance, pour les aider à faire face aux dépenses entraînées par le fonctionnement de la nouvelle méthode.

Les lois antérieures étaient restées muettes sur la question de l'appel à interjeter contre une ordonnance de mise à l'épreuve rendue par une cour de juridiction sommaire, et cet appel était alors porté, en vertu d'une pratique judiciaire, devant les cours de session trimestrielles. La loi de 1925 est venue consacrer cette pratique d'une manière définitive.

Parmi les dispositions accessoires contenues dans la loi de 1925 relevons encore les suivantes :

La Section 1 § 3 de la loi de 1907 prévoyait déjà la condam-

nation du délinquant à des dommages et intérêts ou à la réparation pécuniaire du dommage causé, mais il avait fixé cette condamnation à un maximum de 10 livres sterling, la loi de 1925 est venue la porter à 25.

La loi de 1907 (Section VI § 5) ne laissait que deux moyens à la disposition des magistrats lorsque le délinquant n'avait pas observé les conditions qui lui avaient été imposées dans sa recognizance ou lorsqu'il avait commis une nouvelle infraction : soit prolonger la période de probation, soit condamner le délinquant pour son infraction primitive, condamnation venant s'ajouter à celle que devait obligatoirement prononcer le magistrat si le délinquant avait commis un nouveau délit. La loi de 1925 (Section VII § 4) est venue ajouter une disposition nouvelle permettant aux magistrats de ne prononcer, dans certains cas, laissés d'ailleurs à leur appréciation, qu'une amende ne pouvant dépasser 10 livres sterling.

La loi de 1925 est venue également adoucir les dispositions concernant les personnes qui se portent caution de la conduite du délinquant pendant sa période d'épreuve : celles-ci, en effet étaient engagées en vertu de l'acte principal, à verser au tribunal une certaine somme fixée par lui, si le délinquant ne respectait pas les conditions qui lui avaient été imposées. La loi nouvelle permet au tribunal de libérer toutes les cautions ou seulement certaines d'entre-elles, en totalité ou en partie seulement des sommes pour lesquelles elles s'étaient engagées, laissant en outre aux magistrats toute liberté d'appréciation quant aux raisons qui peuvent les pousser à libérer ainsi les cautions.

Enfin le Criminal Justice Act autorise le Secretary of State près le Home Office à prendre tous décrets ou ordonnances pour fixer les détails d'application du Probation System. C'est en exécution de ces dispositions notamment qu'ont été prises, en 1926, les *Probation Rules*, sorte de Règlement

d'Administration publique, fixant les conditions de nomination, de rétribution des probation officers, la création des probation committees et tout ce qui se rapporte à l'organisation du Probation System en Angleterre.

Le Criminal Justice Act 1925 a donc fait subir une réorganisation à peu près complète à la mise en liberté à l'épreuve et un grand nombre des dispositions nouvelles ne sont guère que la réalisation d'un certain nombre de vœux précédemment émis par les différentes commissions désignées pour étudier le fonctionnement du Probation System en Grande Bretagne et les améliorations à y apporter.

CHAPITRE DEUXIÈME

Le “ Probation Order ”

I

Définition du mot « Probation »

La décision par laquelle un tribunal britannique applique à un délinquant les dispositions du Probation System est appelée en droit anglais un probation order, expression que nous traduirons en français par « ordonnance de mise en liberté à l'épreuve ». Cette décision, en effet, ne présente pas les caractères d'un jugement, car elle n'est pas définitive, la procédure n'étant pas entièrement terminée et restant en suspens jusqu'à l'expiration du délai d'épreuve, époque à laquelle il doit être, en principe tout au moins, définitivement statué sur la situation du délinquant.

Mais avant d'étudier plus en détail les dispositions contenues dans le probation order (1) il nous faut préciser d'abord quel

(1) La forme du probation order consiste simplement en une feuille de papier écrite en double exemplaire et contenant les conditions imposées au délinquant, l'un et l'autre signés par le probationner ; l'un des deux lui est remis et l'autre est conservé au greffe du tribunal. Cf. Annexes.

est le véritable sens que le législateur a voulu attacher au mot « probation », des difficultés s'étant élevées à ce sujet.

Nous verrons ensuite les tribunaux autorisés à rendre des probation order ;

Les personnes auxquelles les dispositions de la loi de 1907 sont applicables ;

Les cas dans lesquels il est fait le plus fréquemment application des ordonnances de mise à l'épreuve.

Quant aux conditions enfin qui y sont insérées et qui sont imposées aux délinquants nous avons déjà eu l'occasion d'en parler dans le chapitre précédent quand nous avons étudié les deux lois précédentes de 1907 et de 1914.

Les différents sens du mot « Probation »

Des malentendus se sont parfois élevés quant au sens exact attaché au mot « Probation » étant donné que le Probation of Offenders Act 1907 prévoit trois mesures applicables aux délinquants. Il convient donc, tout d'abord, de passer soigneusement les ciseaux entre les différentes dispositions énoncées dans cet acte afin de faire apparaître ces différences.

D'une part, la section I § I stipule que :

Lorsqu'une personne est accusée devant une cour de juridiction sommaire, d'une infraction punissable par cette cour, et que cette cour estime que l'infraction est prouvée, mais que eu égard à la réputation, aux antécédents, à l'âge, à l'état de santé ou à l'état mental de l'accusé, ou au peu d'importance de l'infraction, ou aux circonstances atténuantes qui l'ont accompagnée, il est inopportun d'infliger une peine ou d'infliger une peine autre qu'une peine nominale, ou bien qu'il y a lieu de mettre le délinquant en liberté à l'épreuve,

la cour peut, sans procéder à une condamnation, formuler une ordonnance :

a) ayant l'information ou l'accusation du rôle,

b) disposant que le délinquant sera mis conditionnellement en liberté après qu'il aura contracté une recognizance avec ou sans caution le liant pour une période dont la durée est fixée par l'ordonnance, mais qui ne saurait excéder trois ans et par laquelle il s'engage à observer une bonne conduite, et, s'il en est requis, pendant cette période, à comparaître pour être déclaré coupable et condamné.

D'autre part, la section II § I du Probation of Offenders Act 1907 contient des dispositions qui permettent aux magistrats d'appliquer la troisième méthode à laquelle nous faisons allusion et qui constitue à proprement parler le Probation System.

Nous voyons en effet qu'il est dit : « toute recognizance contractée par un délinquant en exécution de cette loi, contiendra, si la cour le prescrit, une condition, disposant que le délinquant sera, pendant la durée spécifiée par cette ordonnance, placé sous la surveillance de telle personne que l'ordonnance pourra désigner, et soumis à telles autres conditions tendant à assurer cette surveillance, que l'ordonnance pourra édicter ; toute ordonnance qui exige l'insertion de conditions de cette nature dans la recognizance sera qualifiée de probation order ».

Le malentendu provient du fait que dans le langage courant, le terme de probation est indifféremment appliqué à chacune de ces trois méthodes alors qu'il devrait être uniquement et étroitement associé à la dernière d'entre elles, c'est à dire à la mise en liberté des délinquants sous la surveillance d'un probation officer. Aussi utiles et importantes que puissent être les deux premières mesures, c'est l'idée seule de surveillance qui est la base du Probation System et qui soit réel-

lement une innovation dans le droit anglais alors que la méthode des reconnaissances proprement dite est d'origine assez ancienne puisqu'on la trouve déjà au XIII^e Siècle où la Reconnissance est une obligation contractée devant un magistrat et par laquelle la partie liée s'engage à faire un acte déterminé, tel qu'observer la paix, comparaître devant le tribunal à une certaine date ou même payer une certaine dette.

Dans l'ancien droit anglais ce contrat était surtout employé par les usuriers pour s'assurer le remboursement de leurs créances : au XIII^e siècle, avant de remettre à un débiteur le montant de son emprunt, le créancier lui faisait le plus souvent contracter par devant justice une reconnaissances où ce débiteur « reconnaissait » lui devoir cette même somme. Directement exécutoire la reconnaissances équivalait à un jugement.

Cette application civile de l'institution est graduellement devenue de plus en plus rare et a complètement disparu dans le droit moderne. Par contre en raison de sa nature mal définie, la reconnaissances est devenue en matière criminelle une institution très vivante, dont le champ d'application a toujours été en s'élargissant, il arrive fréquemment en Angleterre qu'un tribunal acquitte un accusé mais l'oblige cependant à contracter une reconnaissances laquelle, s'ajoutant à l'acquittement, le complète, le corrige et en accroît la portée. Lorsque l'infraction est peu importante, lorsque l'accusé est jeune et semble avoir cédé à un entraînement excusable le magistrat lui fait contracter une reconnaissances d'avoir à ne pas troubler la paix et ordonne sa mise en liberté, notamment dans les cas d'ivrognerie, de mendicité, de voies de fait sans gravité, d'injures, de petits larcins ; d'une façon générale le tribunal fait usage de la reconnaissances quand il estime que le délinquant est capable de s'amender. Ce pouvoir très large accordé aux magistrats de faire contracter une reconnaissances aux délinquants susceptibles de porter atteinte à la

sécurité publique et de les engager à observer une bonne conduite et à ne pas troubler la paix remonte à un statut d'Edouard III (34 Edw. III, c. I) et bien qu'il date de 1631 il est toujours en vigueur et c'est lui qui a servi de base au système actuel (1).

Le malentendu que nous avons signalé plus haut provient du fait que le Probation of Offenders Act a incorporé parmi ses dispositions, celles anciennement en vigueur concernant l'application de ces reconnaissances qui permettent aux magistrats, dans les cas où ils sont désireux de n'infliger qu'un châtement purement nominal, de condamner le délinquant à contracter l'obligation d'observer une bonne conduite, à ne point troubler la paix et à comparaître pour être condamné si cette mesure était jugée nécessaire par la suite en raison de sa conduite. Le Probation System actuel n'est en quelque sorte que l'application des reconnaissances complétée par la surveillance du délinquant, surveillance qui est exercée par un fonctionnaire officiellement désigné par le tribunal.

L'incorporation de ces dispositions anciennes dans la nouvelle loi a été critiquée par les différentes Commissions chargées d'enquêter sur le fonctionnement du probation system (2). D'après certains rapports il résulterait une certaine confusion dans l'esprit des personnes non averties ; pour elles la mise en probation ne serait pas autre chose qu'un simple acquittement. Cette idée est en effet assez répandue dans le grand public. Cette notion erronée provient de ce que, quand les tribunaux obligent simplement le délinquant à contracter une reconnaissance sans surveillance, il est dit qu'ils ont fait application du Probation of Offenders Act de 1907. D'ailleurs il

(1) A. PAULIAN : *La Recognizance dans le Droit anglais*, ch. II, pp. 12 à 15.

(2) *Report of the Departmental Committee on the treatment of Young offenders*, H. M. S. O. 1927, Cmd 2831, p. 51 et ss.

faut être juste et reconnaître que souvent, même quand le délinquant est placé sous la surveillance d'un probation officer, celui-ci est considéré par le public en général comme ayant également été l'objet d'un acquittement. Cette idée fausse répandue dans le public provient du fait que le tribunal au moment où il rend son « probation order » n'indique pas la peine qui pourrait être infligée au délinquant au cas où il n'observerait pas les conditions imposées dans sa recognizance. Peut-être cette erreur pourrait-elle être dissipée, au grand profit de la méthode, d'ailleurs, si le magistrat, au moment où il décide que le délinquant sera placé en probation, indiquait en même temps la condamnation qui serait infligée au délinquant si sa conduite n'est pas satisfaisante pendant la période d'épreuve et si la loi obligeait le délinquant à comparaître devant le tribunal pour être officiellement remis en liberté à l'expiration de sa période d'épreuve afin de rendre celle-ci plus effective.

Quoi qu'il en soit, cette généralisation du terme « probation » nous semble être une grosse erreur, aussi d'après l'avis des différentes commissions chargées d'étudier les corrections à apporter à la législation britannique actuelle, la loi devrait réserver le terme « probation » uniquement aux cas où le délinquant est placé par le tribunal sous la surveillance d'un probation officer. C'est donc à la « probation » proprement dite que nous entendons limiter notre étude, c'est-à-dire à la libération conditionnelle du délinquant sous la surveillance d'une personne rétribuée ou bénévole, chargée de le guider et de le conseiller et dont les fonctions sont plus morales que policières puisqu'elles doivent avoir pour but de ramener le délinquant sur la voie du bien par une influence constante.

II

Cas d'application du « Probation Order »

Maintenant que le sens du mot probation tel que l'entend la section III du Probation of Offenders Act 1907 a été strictement défini, voyons dans quels cas en général il est fait application de cette mesure et par quels tribunaux.

En Grande Bretagne la loi de 1907 autorise tous les tribunaux ordinaires à rendre un probation order, que l'inculpé comparaisse devant une Police Court, une Court of Summary Jurisdiction, une Court of Assizes ou une Court of Quarter Sessions. Cela résulte à la fois de la loi elle-même et des Probations Rules de 1926.

La loi de 1907, Section I, sub. sect. (1) : « Quand une personne est accusée devant une cour de juridiction sommaire, d'une infraction punissable par cette cour..... »

Section II, sub. sect. (3) : « Si la Cour qui a rendu la décision de probation est une cour de juridiction sommaire, la personne désignée pour exercer la surveillance devra être choisie parmi les probation officers de la circonscription de petites sessions dans ou pour laquelle la cour est compétente ou :

Si la cour qui rend l'ordonnance est une cour de Sessions trimestrielles ou une Cour d'Assises, la personne désignée devra être choisie.... »

Enfin les Probations Rules de 1926 prévoient expressément que « là où il est fait usage du mot « Court » dans le texte des probation Rules, ce mot Court désigne : les Cours de Juridiction sommaire, les Cours d'Assises et les Cours de Sessions Trimestrielles. » (1)

(1) *Statutory Rules and order Probation of offenders* 1926, n° 577-L 17, p. 4.

*Personnes auxquelles il est fait application
du « Prob. of Off. Act »*

La mise en liberté à l'épreuve poursuit un double but : la protection de la société, l'amendement du délinquant.

Elle peut être appliquée en principe à tous les délinquants la loi ne contenant aucune restriction à cet égard mais son but n'est véritablement atteint que quand il en est fait un emploi judicieux et quand, en particulier, elle est appliquée à des délinquants qui ne sont pas des criminels endurcis, mais au contraire susceptibles de s'amender, en raison notamment de leur jeune âge, de leurs antécédents, de leur réputation ou des circonstances atténuantes qui ont accompagné la commission de l'infraction.

Tels sont les principes directeurs mis à la disposition des magistrats pour les guider dans l'application de la méthode. Il est évident qu'en pareille matière aucune règle fixe ne peut être déterminée à l'avance et qu'aucun principe rigide ne pouvait être imposé aux magistrats.

En ce qui concerne les infractions auxquelles le Probation System peut être appliqué, tous les probation officers ayant quelque expérience de leur profession sont unanimes à reconnaître qu'il est sans effet aucun sur certaines infractions telles que l'ivrognerie habituelle, la prostitution, tandis qu'au contraire il est fait, fréquemment et avec succès, application du Probation System aux infractions portant atteinte au droit de propriété : vol et abus de confiance notamment. Mais en ce qui concerne ces délits on se heurte souvent à une objection courante reprochant à cette méthode de n'exercer aucun effet intimidant sur les autres individus tentés d'en faire autant. Il nous semble que ces critiques paraissent tout d'abord ignorer qu'il n'a pas été dans l'esprit du législateur de faire du Probation System une méthode intimidante, une

mesure de coercition, au contraire il a voulu en faire une mesure de rééducation morale du délinquant, et comme dans le système français du sursis à l'exécution de la peine le délinquant vit avec la menace de se voir infliger une peine plus sévère s'il manque aux conditions qui lui ont été imposées par le magistrat.

On peut signaler également une application assez originale de la mise en liberté à l'épreuve. Les bons offices du probation officer sont le plus souvent recherchés quand un mari par exemple a quitté femme et enfants, ou que, continuant à vivre avec eux il refuse de leur apporter la moindre aide matérielle. C'est d'ailleurs toujours une question extrêmement délicate que d'aboutir à une réconciliation dans ces situations et les différents procédés mis à la disposition des magistrats sont souvent diamétralement opposés au but poursuivi. En effet, si pour contraindre le mari à verser régulièrement une somme pour l'entretien de sa famille on commence par l'envoyer en prison, la situation des siens, bien loin de s'améliorer, ne peut au contraire qu'empirer : on ne doit, dans ce cas-là, avoir recours à la prison qu'à la dernière extrémité. C'est la raison pour laquelle aux Etats-Unis, depuis un certain nombre d'années déjà, et en Angleterre plus récemment, on se sert du probation officer pour tenter d'opérer ces réconciliations. Sur la plainte de la femme, le juge de paix désigne un probation officer qui est chargé d'enquêter sur les conditions d'existence du ménage et l'enquête une fois terminée, si le magistrat et le probation officer sont d'accord pour appliquer le Probation System à ces difficultés familiales, le mari sera placé en probation pour une certaine période et soumis à certaines conditions dont la principale sera qu'il s'engage à verser régulièrement à sa femme une partie de son traitement ou salaire pour l'entretien de la famille, et, du témoignage d'un grand nombre de probation officers, il est

bien rare que grâce au tact et à l'esprit conciliant de cette sorte de médiateur une réconciliation n'aboutisse entre les deux époux, sans avoir à faire appel à l'intervention du tribunal.

C'est aux Etats-Unis que cette application un peu spéciale du Probation System a eu le plus de succès. Certains Etats, l'Illinois et le Massachusetts notamment, ont organisé dans ce but un tribunal spécial : la « Domestic Relations Court » qui est uniquement chargée de s'occuper des mauvais maris et des enfants ingrats qui refusent de venir en aide à leurs parents âgés ou infirmes incapables de subvenir à leurs propres besoins.

Avant la création de ces cours spéciales les magistrats se contentaient d'envoyer purement et simplement le mari récalcitrant ou les enfants égoïstes en prison, mais ils ont rapidement compris que ce n'était pas le meilleur moyen pour atteindre le but visé, aussi ont-ils adopté la pratique de les placer en probation avec comme condition principale, sinon unique, de verser régulièrement entre les mains du probation officer une somme devant être affectée à l'entretien et à la nourriture de leurs créanciers alimentaires. Non seulement, dans ces conditions, le but visé est atteint, mais encore ce procédé permet au probation officer de prodiguer ses conseils à ce foyer qui s'effrite, de stimuler le mari au travail, d'amener les deux époux à se faire des concessions mutuelles et réciproques nécessaires pour le bonheur de la famille.

Il est fait aussi une très large application du Probation System à tous les nombreux et légers délits commis par les enfants, délits consistant principalement en infractions aux règlements de police et de voirie. Il est fréquent en Grande Bretagne de voir de jeunes garçons de treize à seize ans comparaître devant le juge de paix pour avoir pénétré sur les quais des gares en quête de paquets ou de colis à porter afin de ga-

gner quelques « pennies », ou pour s'être livrés à des bagarres ou à des parties de foot-ball dans la rue, mettant ainsi obstacle à la circulation (1) ou enfin pour avoir rempli les fonctions de crieurs de journaux sans être munis d'une autorisation spéciale, et cela tout simplement par ce qu'ils ne sont pas suffisamment surveillés par leurs parents et contraints à trouver un métier plus rémunérateur par suite de manque de fermeté dans la discipline paternelle. Il y a alors une tendance très marquée chez les juges britanniques à placer ces jeunes, mais non dangereux délinquants, non sous la surveillance d'un probation officer, et cette application du Probation System donne d'ailleurs le maximum de succès quand elle est faite à temps et qu'un travail régulier est procuré par la suite à ces jeunes gens.

Tout le monde sait également que la Grande Bretagne est par excellence le pays des paris et des jeux de hasard (le jeu de « pile ou face » notamment) qui se tiennent en plein air à tous les coins de rues. Cette déplorable habitude est la ruine des petits ménages ouvriers, surtout à cette époque de crise de chômage que traverse l'Angleterre. Aussi, des dispositions assez sévères ont-elles été prises pour réprimer ces abus. Dans ces cas également l'expérience a prouvé que cette tournure d'esprit un peu spéciale était le symptôme de mauvaises conditions générales, qu'elle était occasionnée par un manque d'éducation, et dès avant la guerre, l'habitude a été prise d'appliquer le Probation System à cette catégorie de délits et

(1) L'interdiction des jeux de foot-ball dans les rues remonte à une époque assez reculée. L'Histoire rapporte, en effet, qu'au début du xiv^e siècle, les marchands de Londres adressaient une pétition au roi pour lui demander de faire cesser cette pratique du foot-ball dans les rues de la capitale. Ils prétendaient que la jeunesse, par ces manifestations sportives, entravait leur commerce. Edouard IV, qui régnait en 1349, publia un édit défendant ces jeux, sous peine d'emprisonnement.

l'influence moralisatrice du probation officer s'est, une fois de plus, montrée particulièrement satisfaisante.

L'on peut donc dire d'une façon générale que la loi anglaise laisse toute liberté aux tribunaux pour l'application du Probation System à tous délinquants qu'ils estiment susceptibles de s'amender.

En Amérique, au contraire, nous assistons depuis la guerre à la naissance d'un mouvement législatif tendant à limiter les pouvoirs des magistrats dans ce sens, surtout en ce qui concerne les délinquants majeurs. Le premier pas accompli dans cette voie a été fait en 1907 dans l'Etat d'Indiana où l'application du Probation System aux majeurs a été restreinte, soit « *ratione materiæ* », soit « *ratione personæ* », refusant d'une part la mise en probation pour certaines catégories d'infractions (en cas de « *felony* » ou de « *misdeamenour* » par exemple), d'autre part à certaines catégories de délinquants : les récidivistes.

Ces restrictions se sont étendues à d'autres lois américaines qui excluent du bénéfice de la probation : certaines infractions relatives au droit de propriété, telles que le vol, le cambriolage, l'incendie volontaire (Rhodes Island) ou les infractions dont le dommage excède une certaine somme évaluable en argent : dans l'Etat d'Illinois, par exemple, un majeur ne pourra pas bénéficier du Probation System si son délit cause un dommage estimable à plus de 200 dollars.

Pour déterminer si le délinquant doit être ou non placé en probation, il ne suffit pas pour le tribunal de considérer uniquement la nature de l'infraction commise, il faut encore qu'il connaisse les antécédents du délinquant, qu'il étudie ce que les anglais appellent l' « *histoire du délinquant* », c'est-à-dire sa vie, son passé, le milieu dans lequel il vit, les influences qu'il subit et auxquelles il doit être soustrait. Ce n'est que lorsque sa religion sera pleinement éclairée à cet égard que le

magistrat devra alors définitivement statuer sur le cas de l'individu qui comparaît devant lui.

Pour ce faire, la cour a à sa disposition deux sources d'information : le casier judiciaire de l'individu et le rapport de police qui suit l'arrestation. Mais l'une et l'autre de ces deux sources peuvent être incomplètes ou contenir des renseignements erronés, aussi ceux-ci devront-ils être étudiés avec soin par le magistrat. Le casier judiciaire peut porter notamment que le délinquant a déjà comparu plusieurs fois devant les tribunaux, mais ces comparutions ont pu n'être motivées que pour des infractions légères — infractions aux règlements de la voirie — ce qui n'indique pas chez lui une prédisposition naturelle à la criminalité. Les rapports de police, d'autre part, peuvent avoir été conçus dans un esprit partial, avec une tendance à l'excès de sévérité, un manque de perspicacité ou de psychologie de la part de l'agent verbalisateur.

Il est donc nécessaire d'avoir souvent recours à une enquête complémentaire et indépendante auprès du délinquant lui-même, à son foyer, à l'école, à l'atelier ou au bureau où il peut être employé. Dans beaucoup de tribunaux ces enquêtes n'ont point lieu malheureusement, ce défaut d'enquête pouvant présenter certains dangers et conduire soit à relâcher en probation un délinquant auquel le système peut ne pas convenir, soit à appliquer au délinquant une peine plus sévère que sa moralité ne semble mériter. La nature de l'infraction elle-même peut suggérer aux magistrats l'idée de placer le délinquant en probation, mais l'expérience a prouvé plus d'une fois que la moralité ou plus exactement l'immoralité de l'individu, les circonstances très défavorables du milieu dans lequel il vit ne pourront, sans aucun succès, être combattues par les efforts du probation officer chargé de la surveillance.

Prenons le cas suivant cité par M. Cecil Leeson, dans son

ouvrage le Probation System (1) : un jeune garçon d'une douzaine d'années est arrêté pour vol. C'est un délinquant primaire. Il semble à première vue, pouvoir facilement être amendé. Si l'on ne considère, en effet, que l'âge du délinquant, sa moralité apparente et la nature de l'infraction, légère en elle-même, c'est un cas qui paraît être tout naturellement destiné à recevoir l'application du Probation System. Mais une enquête impartiale et plus approfondie a lieu par la suite. On découvre que le père, un ivrogne invétéré, a abandonné sa famille, que sa mère qui a trois autres enfants travaille toute la journée dans un restaurant. Elle habite un hôtel meublé où elle occupe deux misérables petites pièces ; elle mène une vie d'une moralité plus que douteuse, ayant été, à deux reprises déjà, arrêtée pour s'être livrée à la prostitution. De plus, elle partage son habitation avec une autre femme et toutes les deux reçoivent régulièrement la visite d'hommes avec lesquels les enfants sont constamment en contact.

Ce serait une profonde erreur que de placer en probation ce jeune enfant en présence de telles circonstances. Le probation officer, malgré toute sa meilleur volonté, ne pourrait jamais lutter contre l'immoralité du milieu où vit l'enfant. Le mieux serait évidemment de sortir l'enfant de son foyer et de le confier à quelque institution charitable. Et cependant, si aucune enquête n'avait eu lieu, étant données les apparences trompeuses, l'enfant aurait été, à coup sûr, placé sous la surveillance d'un probation officer.

Mais en général les magistrats ne disposent pas de suffisamment de temps pour se livrer à des enquêtes de ce genre dans l'intervalle qui sépare l'arrestation du jour de l'audience, aussi certains magistrats consciencieux ont-ils adopté l'habitude

(1) CECIL LESSON : " The Probation System ", p. 65.

de renvoyer à une autre audience et de charger un des probation officers de leur district de recueillir tous les renseignements nécessaires. Il est d'ailleurs à remarquer que là où cette pratique existe l'enquête préliminaire n'a rien à voir avec la question de culpabilité. Son but est uniquement de fournir aux magistrats — après que la culpabilité aura été prouvée — tous les renseignements, concernant le délinquant, de nature à éclairer le juge chargé d'apprécier l'opportunité de l'application de la loi et sur le détail desquels nous reviendrons quand nous étudierons les fonctions du Probation Officer. Il nous suffit pour le moment d'indiquer que ces renseignements devront être suffisants pour pouvoir répondre aux trois questions suivantes :

1^o Les antécédents et la moralité du délinquant le montrent-ils comme étant moralement incurable, ou bien indiquent-ils au contraire une tendance seulement vers la dépravation.

2^o Etant donné les circonstances, le milieu dans lequel il vit, ses dispositions, le délinquant laisse-t-il entrevoir la possibilité d'un amendement ?

3^o Etant donné ses dispositions actuelles, son entourage ou toutes autres circonstances, n'y a-t-il raisonnablement rien à espérer de lui, ou bien les changements que l'on pourrait désirer voir effectuer, pourront-ils être réalisés grâce à une application judicieuse du Probation System ?

CHAPITRE TROISIÈME

Le « Probation Officer »

Nous pouvons dire avec les Membres de la Commission chargée en 1926 d'enquêter sur l'opportunité de la création d'une caisse de retraites pour les probation officers que le Probation System lui-même n'est pas l'enfant légitime du Probation of Offenders Act de 1907, mais qu'il n'en est que l'enfant adoptif (1). Il est sorti, en vérité, des œuvres sociales entreprises par des hommes qui, en tant qu'agents d'organisations bénévoles et charitables, ont travaillé en collaboration avec les tribunaux depuis 1876 environ, sous le nom de « Police Court Missionnaires ».

Ces œuvres sociales comportant plusieurs côtés ne se prêtent à aucune définition précise ; mais en ce qui nous concerne plus spécialement il est suffisant de dire que leur travail consistait à faire certaines enquêtes pour les cours et tribunaux, à conseiller, secourir et chaque fois que cela était possible, à aider ceux qui, par la mauvaise fortune ou le crime, avaient été poussés dans les filets de la police, à s'amender.

Peu après la création de ces « police court missionaries », l'habitude a été prise de leur demander d'entreprendre d'une

(1) Probation Officers Interannation, Report 1926.

manière illégale, la surveillance des délinquants relâchés par le tribunal sans que les magistrats aient prononcé de condamnation. Cette pratique s'est d'ailleurs rapidement développée, son utilité et sa valeur ayant été très vite reconnues, et la surveillance des délinquants relâchés dans ces conditions est alors rapidement devenue l'occupation principale de ces missionnaires.

Le Probation System, tel qu'il existe aujourd'hui, n'est donc pas autre chose que la consécration légale de cette pratique, et, par une transition toute naturelle, après la promulgation de la loi de 1907, les missionnaires qui, auparavant, étaient chargés de la surveillance des délinquants, devinrent tous, à quelques exceptions près, des probation officers et ont continué à exercer ce qui est aujourd'hui la probation légale, tout en continuant cependant à être chargés des différentes fonctions qu'ils exerçaient auparavant auprès des tribunaux.

A l'heure actuelle, la plus grande partie de l'œuvre de probation est exercée par les anciens missionnaires et environ soixante pour cent d'entre eux sont les agents de sociétés de patronage, dont la plus importante est, nous l'avons vu, la Church of England Temperance Society — Ligue anti-alcoolique de l'Eglise anglicane — dont le siège social est à Londres et qui possède des ramifications dans le pays tout entier ; c'est elle, en effet, qui fournit les deux tiers au moins des missionnaires auprès des tribunaux.

Mais, à côté de ces organisations de charité, on peut remarquer, depuis un certain nombre d'années déjà, une tendance très marquée de la part des magistrats britanniques à désigner comme probation officers, des personnes des deux sexes, ne se rattachant à aucune de ces sociétés. Cette seconde catégorie de probation officers est ce qu'il est convenu d'appeler les « indépendants » par opposition aux missionnaires. Ces

indépendants, sont alors uniquement rétribués sur les fonds publics, ils ne sont pas autre chose que des fonctionnaires de l'Etat à Londres et des fonctionnaires municipaux dans les autres villes, car les fonds sur lesquels sont prélevés leurs traitements varient suivant qu'ils appartiennent au corps des probation officers de la ville de Londres ou qu'ils sont rattachés aux tribunaux de province.

PREMIÈRE PARTIE

I

Choix du « Probation Officer »

Comme le dit le rapport du « Departmental Committee on the Probation of Offenders act 1907 », « la valeur du Probation System dépend de la capacité du probation officer. C'est un système dont les règles sont relativement simples mais dans lequel la personnalité du probation officer est essentielle. Le probation officer doit être un homme, ou une femme, choisi non seulement pour son intelligence et son zèle, mais aussi pour son caractère sympathique, pour son tact et sa fermeté. C'est de sa personnalité que dépend, soit le succès soit l'échec du système. La probation est ce que le probation officer la fait ». (1)

Il s'agit donc, dans l'intérêt du bon fonctionnement du système de s'assurer le concours d'un personnel d'élite. Quels sont alors les principes qui doivent guider les magistrats dans le choix de leurs auxiliaires ?

(1) Report of the Departmental Committee on Probation of Offenders Act 1907, H. M. S. O., Cd 5.001, p. 5.

§ 1. — *Les qualités que doit avoir le « Probation officer »*

Pour que le probation officer ait la force et la vigueur nécessaires aux exigences de sa profession, pour qu'il puisse faire face aux dépenses de forces physiques qu'elle entraîne, il est indispensable qu'il ne soit pas recruté parmi des personnes trop âgées. C'est un point sur lequel on n'insiste pas suffisamment en Grande Bretagne, où le personnel du Probation System est trop souvent recruté parmi des personnes qui sont trop âgées pour pouvoir remplir d'autres fonctions, exception faite pour les cas, de plus en plus rares d'ailleurs, où les « *polices constables* » sont désignés pour agir comme probation officers (il y a là, d'ailleurs, un autre inconvénient sur lequel nous aurons l'occasion de revenir plus tard).

Mais, si d'un côté le probation officer ne doit pas être trop âgé, il ne faut pas non plus, d'autre part, qu'il soit trop jeune afin de pouvoir en imposer aux personnes qui sont confiées à sa surveillance. Aucune loi, aucun statut, en Grande Bretagne, ne fixe de limite d'âge, ni dans un sens ni dans l'autre. En Amérique, par contre, dans certains Etats, des statuts limitent le minimum d'âge à 25 ans, et, d'une façon générale, on peut dire qu'aux Etats-Unis, l'âge moyen des probation officers est un peu au-dessous de quarante cinq ans. (1)

Le probation officer doit posséder un physique solide, le travail de surveillance comprenant de longues heures de travail, souvent irrégulières, de nombreux déplacements, par tous les temps. Les défectuosités physiques, chez le probation officer, tout en rendant sa tâche plus pénible, nuisent au succès du système. Les personnes qui ont des infirmités physiques, dont l'allure générale « n'en impose pas », qui se

(1) CECIL LESSON « *The Probation System* », p. 88.

tiennent mal, ou qui, en général ont un aspect qui n'attire pas du premier coup, ne devraient jamais être envisagées pour ce genre de profession, telles sont les qualités physiques requises par Mr. Roger Baldwin, Chief Probation officer à Saint-Louis, Etat de New-York.

Education générale. Education Professionnelle. — Tout en admettant que la personnalité du probation officer ait plus d'importance que son instruction générale ou son éducation technique, il est évident que le système perd beaucoup de sa valeur s'il est exercé par un personnel auquel ces deux dernières qualités font défaut. Il ne faut pas oublier en effet l'importance que présentent les enquêtes à faire, la rédaction des rapports; les unes et les autres exigent, quoi qu'on en dise, une solide base d'instruction, et pour lesquelles de bonnes études, à cause de la tournure d'esprit qu'elles donnent, ne peuvent manquer d'être utiles. D'après les statistiques établies en Amérique, sur cent probation officers, trente sont des gradués des différentes universités, trente du niveau du baccalauréat (high school graduated) et quarante du niveau de l'école primaire (grammar school standard). (1)

M. Cécil Leeson, dans son étude, estime qu'il serait très facile en Grande Bretagne, étant donné le développement pris par cette nouvelle méthode, de modifier pour les futurs probation officers les Cours d'Etudes Sociales donnés dans la plupart des Universités Britanniques. Dans l'intérêt de la société, du Probation System, et du délinquant lui-même, les probation officers devraient recevoir, avant d'exercer leur profession une certaine connaissance théorique et pratique des conditions économiques des classes sociales au milieu desquelles ils sont appelés à travailler, cela afin d'être plus

(1) CECIL LESSON, *of cit.*, p. 90.

aptes à comprendre les individus qu'ils auront à surveiller. Il n'est pas juste de permettre au délégué du Tribunal d'acquiescer son expérience au détriment et de la personne qui lui est confiée et de la Société.

Personnalité. — Mais ce qui importe plus encore que l'âge, l'instruction, l'entraînement et l'éducation professionnelle du probation officer, c'est sa personnalité ; il doit être ce que l'on est convenu d'appeler un entraîneur d'hommes ; « il doit posséder de la sûreté dans le jugement, du tact, de la patience ; il doit comprendre la nature humaine, les influences qui peuvent déterminer la conduite d'un individu... il doit connaître les méthodes qui forment les caractères et savoir comment les appliquer, mais avant toute chose il doit aimer sa profession... » C'est ainsi que s'exprime le rapport sur le Probation System de l'Institut Américain de droit criminel et de criminologie.

Le rapide développement du système a eu vite fait d'épuiser les ressources en hommes aptes à remplir cette profession, et cette circonstance, combinée avec la grosse erreur qui pendant un certain temps a prévalu et qui voyait dans le système de l'épreuve davantage un mode répressif qu'un préventif de la criminalité, a conduit à désigner de nombreux police constables au poste de probation officer. Le principal argument qu'on puisse opposer à cette collaboration des police constables est que l'instruction et la mentalité que l'on exige d'eux pour un bon fonctionnement du service de la police sont diamétralement opposées au but poursuivi par le Probation System. De plus, même si un policeman est personnellement doué pour agir comme probation officer, il est vraisemblable, surtout chez les mineurs, que le fait même que c'est un policeman le fera détester de prime abord de tous ceux qui lui sont confiés. C'est avec suspicion qu'ils le verront venir chez eux, il aura beau être animé des meilleurs

intentions du monde, du moment que c'est « quelqu'un de la police » ses visites, très certainement, passeront pour suspectes. Il sera alors pour lui beaucoup plus difficile de créer ces liens d'amitié qui doivent exister entre lui et ses « probationers ».

Etant donné ces considérations on ne s'étonnera pas que de grandes précautions soient prises pour la nomination des probation officers. Comme le succès ou l'échec du système dépendent uniquement de la qualité du fonctionnaire chargé de l'exécuter, l'un des points principaux est l'étude des modes de désignation des probation officers.

Sur les deux procédés en présence :

Le choix,

ou l'examen ou concours,

seul, le premier fonctionne en Grande Bretagne, où la désignation est faite par les magistrats eux-mêmes qui ont une entière liberté quant au choix de leurs collaborateurs.

Aux Etats-Unis d'Amérique les deux méthodes coexistent, avec certaines variantes suivant les Etats.

Un premier système, semblable à celui de la Grande Bretagne, se retrouve dans certains Etats, en particulier celui du Massachusetts ; il consiste à laisser aux magistrats une liberté absolue dans le choix de leurs auxiliaires.

Une sorte de variante de ce système fonctionne dans le Colorado, où le choix du tribunal est soumis à l'approbation de l'autorité municipale locale.

Enfin dans d'autres Etats, il y a une combinaison entre le système du choix et celui de l'examen, la désignation étant faite par les magistrats ou une commission spéciale de magistrats qui choisit ses probation officers sur une liste de candidats comprenant tous ceux qui ont subi avec succès un examen pour ce poste. C'est cette dernière méthode qui obtient à l'heure actuelle le plus de faveurs et qui a tendance à se répandre un peu partout aux Etats-Unis.

§ 2. — *Choix du « Probation Officer » en Grande Bretagne*

La Section 3 de l'Acte de 1907, modifié par le Criminal Justice Act 1925, prévoit qu'il sera nommé un ou plusieurs probation officers pour chaque petty sessional division. Dans l'ordre hiérarchique ces cours de petty sessions constituent les plus humbles des tribunaux répressifs, elles sont composées de juges de paix, c'est-à-dire de « gentlemen » qui ne possèdent pas nécessairement des connaissances juridiques, nommés par le Chancelier. Les audiences des cours de petites sessions constituent la base du gouvernement anglais ; tenues à intervalles très rapprochés dans toutes les localités elles contribuent efficacement à assurer l'ordre et la tranquillité publics, et le travail accompli par ces magistrats est si considérable qu'elles occupent dans le droit pénal anglais une place plus importante que d'autres tribunaux d'un rang supérieur. La grande majorité des procès criminels, près de six cent mille par an, sont entièrement expédiés par les juges de paix en dehors des sessions trimestrielles et presque toutes les autres affaires débutent devant eux. (1)

Nous avons vu qu'au point de vue topographique le territoire de l'Angleterre est divisé en autant de districts de probation « probation areas » qu'il y a de petty sessional divisions, et qu'il doit donc y avoir au moins un ou plusieurs probation officers par « area » ou district (2)

A ce principe général, il y a une exception : en effet le Secretary of State se réserve le droit, s'il estime qu'il doit en résulter de meilleurs résultats pour le fonctionnement du système, d'ordonner que deux ou plusieurs petty sessional divisions seront groupées pour former une seule probation

(1) Courtney Stanhope Kenny « Esquisse du Droit Criminel Anglais », p. 534.

(2) Section 1 du Criminal Justice Act 1925.

area, ce que l'acte de 1925 appelle une « combined area ». (1) Et à ce point de vue les Cours de Sessions trimestrielles sont autorisées à soumettre au Secretary of State toutes les propositions leur paraissant utiles en vue de la création de ces « combined areas ». Le Secretary of State devra étudier ces propositions concernant les « combined areas » et avant d'en ordonner la création il devra en référer aux magistrats des « petty sessional divisions » visées afin que ceux-ci puissent lui présenter les observations qu'ils jugeraient nécessaires.

A la tête de chacune de ces probation areas l'Acte de 1925 crée une Commission de probation, « Probation Committee ». Cette commission comprendra, dans le cas d'un district de probation simple « single area » trois ou plusieurs magistrats, et dans le cas d'une « combined area » d'un nombre de magistrats proportionnel au nombre de magistrats en fonction dans les différentes petty sessional divisions comprises dans l'area.

Les fonctions de cette commission de probation sont nettement définies par l'acte de 1925, c'est elle qui :

nommera les probation officers du district — sauf une exception — ;

fixera les traitements et autres sommes payables aux probation officers ;

surveillera le travail et recevra les rapports des probation officers ;

en un mot accomplira toutes les fonctions concernant l'application du Probation System dans le district.

En énumérant les fonctions diverses de la commission de probation nous avons signalé une exception, en effet, l'acte de 1925 prévoit (Section 2 § 5, i) que là où l'on se trouve en

(1) Sect. 2 § 4 « Criminal Justice Act 1925 ».

présence d'une « single probation area » la nomination des probation officers sera faite par les magistrats de la petty sessional division eux-mêmes et non par le probation committee, à moins que les magistrats par une décision spéciale ne délèguent ce pouvoir au probation committee.

En ce qui concerne tout spécialement la ville de Londres des dispositions spéciales ont été prises et la Section 2 qui vise la création de ces « probation areas » ne s'applique pas à la capitale de l'Angleterre. Les pouvoirs qui, ailleurs, sont exercés par les probation committees seront exercés, en ce qui concerne Londres, par le Secretary of State lui-même. La Section 9 de l'Acte de 1925 le prévoit expressément : « Le droit de nommer les probation officers et les autres pouvoirs des probation committees seront exercés par le Secretary of State » (Sect. 9 § 1, a) à c). C'est le Secretary of State qui a sous sa direction tous les probation officers de la ville de Londres qui sera considérée comme formant à elle seule une petty sessional division.

Les dispositions générales contenues dans la première partie de cet acte uniquement consacrée aux probation officers ne s'appliquent qu'à l'Angleterre et au Pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande du Nord continuant à vivre sous le régime de la législation antérieure.

Ces principes généraux étant posés, quels sont les procédés employés pour la désignation des probation officers ?

En Angleterre, exception faite de la ville de Londres, ils sont désignés par « l'autorité compétente », c'est-à-dire les magistrats eux-mêmes dans le cas de « single area » et par le probation committee là où il y a une « combined area » à la majorité des voix des membres présents, celle du Président en cas de partage égal devant l'emporter. La désignation une fois faite doit être immédiatement notifiée au Secretary of State, au Greffier du Tribunal et au Chief Constable du

Comté ou de la ville qui se trouve dans le probation area pour lequel le probation officer a été désigné. Cette notification devra être accompagnée des renseignements quant à la date de naissance, les aptitudes, les connaissances pratiques, le *curriculum vitæ* du probation officer désigné, ainsi que le traitement qui lui est alloué.

Chaque fois qu'une personne est pour, la première fois, désignée comme probation officer, sa nomination n'est faite que pour une année, et si à la fin de cette année, les services qu'elle a rendus sont jugés satisfaisants, la nomination peut alors devenir définitive. Au cours de cette année de stage la nomination peut toutefois être confirmée une fois pour toute par le Secretary of State. (1). Au cas où le Secretary of State refuserait de confirmer une nomination la commission de probation et le probation officer intéressés sont autorisés à lui présenter les observations qu'ils jugeraient à propos de lui faire.

En cas d'absence, de congé ou de maladie prolongés d'un probation officer, les magistrats ou le probation committee sont autorisés à lui nommer un remplaçant si les besoins du service l'exigent. Mais cette nomination ne peut être que temporaire et ce remplaçant ne pourra pas exercer les fonctions de probation officer pendant plus de trois mois sans l'autorisation du Secretary of State.

Le probation officer est, au point de vue juridique, un mandataire du tribunal, dont les fonctions peuvent être révoquées de part et d'autre. Le probation officer qui veut démissionner doit avertir, par écrit, un mois auparavant, l'autorité qui l'a désigné, de sa décision, et de même en

(1) Avant 1926 les nominations devaient être renouvelées d'année en année. Rapport du Departmental committee on the Appointment, Training and Payment of the Probation Officers, 1922 and 1901, H. M. S. O., pp. 7 et 8.

sens contraire les révocations peuvent avoir lieu pour cause d'inconduite ou pour toute autre bonne et valable raison ; le probation officer visé doit en être averti un mois à l'avance et par écrit.

Enfin les Probation Rules 1926 sont venues régler également la question de la limite d'âge. Désormais ne pourront pas être désignés comme probation officers les personnes de l'un et l'autre sexe âgées de moins de vingt cinq ans et de plus de trente cinq, et, une fois qu'elles auront atteint l'âge de soixante cinq ans elles devront d'office être mises à la retraite. Le règlement autorise cependant celles qui ont atteint l'âge de soixante ans au moment de sa promulgation à rester dans leurs fonctions jusqu'à l'âge de soixante dix, afin que ces personnes puissent bénéficier des dispositions récemment prises pour la caisse de retraite des probation officers. (1)

A part ces restrictions, peu gênantes d'ailleurs, et l'approbation définitive du Secretary of State, les magistrats ont donc toute liberté pour le choix de leurs collaborateurs. Les Probation Rules se bornent uniquement à recommander aux magistrats que leur choix soit guidé par la moralité et la personnalité du candidat étant donné l'influence qu'ils sont appelés à exercer sur les personnes soumises à leur surveillance. Ils devront également s'assurer que le candidat possède

(1) Il y a certaines fonctions qui sont incompatibles avec la fonction de probation officer. Ainsi, ne peuvent exercer le métier de probation officer :

1° les Juges de paix en activité dans le ressort de la probation area ;

2° les Commissaires de police (Police Officers) ;

3° les School Attendance Officers, c'est-à-dire ceux qui sont chargés de faire respecter les règlements sur l'assiduité scolaire ;

4° le Commissaire des pauvres ;

5° les Greffiers et tous autres fonctionnaires attachés aux cours et tribunaux.

Ces incompatibilités se comprennent par le fait que ces différents fonctionnaires pourraient être mis dans la situation d'être à la fois juges et parties : juges, en tant que fonctionnaires, et parties, en tant qu'ils sont chargés de la surveillance des individus confiés à leur garde.

une bonne instruction générale, une certaine expérience des œuvres sociales ainsi qu'une certaine aptitude physique pour le travail qu'il est appelé à entreprendre.

D'après les dernières statistiques concernant le nombre des probation officers rétribués en Angleterre et dans le Pays de Galles, sur 1.031 petty sessional divisions, il y en avait encore 137, qui, en 1926, n'étaient pas pourvues de probation officers. (En 1924 et 1925 les nombres de petty sessional divisions sans probation officers étaient de 166 et 147, ce qui marque donc un progrès constant étant donné l'extension que prend le Probation System. (1)

L'Annuaire des Probation Officers paru en 1926 contient 891 noms (551 hommes et 340 femmes), un grand nombre d'entre eux exercent leurs fonctions auprès de plusieurs tribunaux à la fois. Sur ce total de 891, 650 sont rétribués par l'Etat, les autres par les Sociétés ou patronages auxquels ils appartiennent. La grande majorité d'ailleurs se rattache à des organisations religieuses ou sociales, dont la plus importante est la « Church of England Temperance Society » qui compte à elle seule 159 probation officers. Viennent ensuite, la « Church Army », la « Salvation Army », la « Discharged Prisoners' Aid Society », « Catholic prisoners' Aid Society », la « Jewish Association for protection of Girls and women ».

En ce qui concerne l'Ecosse où le Criminal Justice Act 1925 n'est pas applicable, un Comité chargé d'enquêter sur la criminalité juvénile en Ecosse et les remèdes à y apporter, propose également la création de « probation areas » mais il la propose sur des bases différentes. Au lieu de prendre comme en Angleterre l'unité judiciaire, c'est-à-dire, les petty

(1) Probation Officers, Register, Années 1924-25-26.

sessional divisions, l'unité équivalente, les « sheriff courts » il propose que chaque localité d'au moins trente mille habitants constitue une « probation area » et que d'autre part, chaque comté d'Ecosse, en en excluant les localités de plus de trente mille âmes qui à elles seules constituent déjà une « probation area », forment à leur tour une autre « probation area ». Il faudrait que dans chaque district il y ait au moins un probation officer rétribué auquel on confierait les individus placés en probation, quitte à ce probation officer de se faire ensuite aider par des personnes charitables agissant bénévolement (1).

§ 3. — *Choix du « Probation officer » aux Etats-Unis*

Aux Etats-Unis nous trouvons à la fois la nomination des probation officers par les magistrats eux-mêmes et le recrutement à la suite d'un examen ou d'un concours.

Ces examens ou concours ont pour but d'assurer le recrutement de personnes des deux sexes présentant le plus de garanties pour remplir ces fonctions délicates, tant au point de vue moral que physique, pour éviter aussi l'encombrement de cette carrière par des personnes uniquement attirées par l'attrait du gain et enfin pour tenir ces nominations autant que possible en dehors de toute influence personnelle ou politique.

La plupart de ces examens comportent une partie orale et une partie écrite, les qualités principales qui doivent se rencontrer chez un probation officer : personnalité, moralité, force de caractère, ne pouvant guère en effet être appréciées au cours d'une épreuve écrite. D'autre part, bien d'autres

(1) Protection and Training, benig the, Report of the Departmental committee appointer on the Secretary of State for Scotland. Edinburgh, H.M.S.O., 1928-49-192.

qualités, indispensables également au bon fonctionnement du système, telles que l'éducation générale, les aptitudes intellectuelles, le bon sens, le jugement, sont plus facilement jugés au cours d'une composition écrite portant sur des cas hypothétiques.

Le premier examen de ce genre fut institué à Chicago, dans l'Illinois. Les questions posées avaient surtout pour but de faire ressortir les facultés de jugement et l'esprit d'initiative des candidats, elles portaient toutes sur des cas imaginaires. L'exemple de Chicago fut suivi, un an plus tard, en 1906 par les tribunaux de New-York City.

Ces deux premiers essais, qui furent d'ailleurs jugés satisfaisants, ne comportaient que des questions écrites. Les examens oraux furent introduits en 1907 à la demande de Mr. Holmer Folks, Président de la « New-York State Probation Commission » et l'on posa alors aux candidats des questions sur les devoirs généraux des probation officers afin de juger leurs aptitudes personnelles. En général, au cours de ces examens les questions de droit pur et de technique juridique sont soigneusement évitées.

Voici, par exemple une série de questions posées dans le comté d'Eric :

- 1^o Décrivez la nature et les buts du Probation System.
- 2^o Quelles sont les aptitudes personnelles que vous estimez être les plus essentielles chez un probation officer ?
- 3^o Quelles sont les circonstances qui, concernant un probation officer, seraient de nature à constituer un empêchement sérieux au succès du système ?
- 4^o Dans quels cas la probation n'est-elle pas accordée par la loi ?
- 5^o Quelle est la durée légale de la probation ?
- 6^o Décrivez en détails les devoirs d'un probation officer tels que vous les concevez.

7° Que feriez-vous dans chacun des cas suivants, s'ils étaient confiés à votre surveillance ?

a) Homme de vingt-cinq ans, célibataire, légèrement irresponsable, coupable d'un vol de dix dollars au préjudice de son patron, délinquant primaire.

b) Femme de trente-huit ans, éducation moyenne, mariée, accusée de kleptomanie, suspectée d'avoir déjà commis auparavant de nombreuses infractions de nature semblable.

c) A. B. ivrogne, arrêté pour ivresse le 4 janvier 1908, pour violence, accompagnée de coups et blessures le 23 décembre 1908. Il est marié et a deux fils, âgés respectivement de dix et dix-huit ans. Les gains de l'aîné suffisent à l'entretien de la famille. Quelles raisons donneriez vous pour que dans ce cas là la probation ne soit pas accordée.

Telles sont encore conçues à peu près dans le même esprit les questions posées dans le Comté d'Oneida et la ville de Syracuse.

Oneida County :

Retracez brièvement l'historique et le développement du Probation System dans l'Etat.

Supposez qu'un jeune homme de vingt ans, en compagnie de deux individus plus âgés que lui, ait volé une automobile ; que bien qu'habitant la même ville que ses parents, il ait vécu pendant un an chez sa sœur mariée ; que pendant cette année il ait été tour à tour employé comme garçon d'ascenseur, livreur dans un magasin, chez un boulanger, qu'il est pauvrement habillé, et qu'au cours de l'instruction il ait déclaré ne s'être jamais livré à la boisson. Si vous étiez chargé de procéder à une enquête dans ce cas, quels renseignements chercheriez vous à vous procurer, à quelle source vous efforceriez vous de les obtenir, et quelles précautions prendriez vous en vous livrant à cette enquête.

Autre cas hypothétique posé à Syracuse :

Supposez, qu'étant chargé de procéder à une enquête dans le cas d'un jeune homme accusé d'avoir volé le manteau d'un voyageur de commerce, vous receviez une lettre anonyme vous apprenant que l'accusé a déjà subi une condamnation, et que vous receviez également, d'une personne très connue dans la ville, une communication téléphonique vous disant que ce jeune homme est avantageusement connu d'elle depuis plusieurs années. Supposez en outre que l'accusé possède un foyer confortable, des parents honnêtes, qu'il a été obligé de chômer pendant un mois, qu'il a été fiancé pendant deux ans et qu'il montre des signes de tuberculose. Dites alors les recherches que vous entreprendriez, et, si, d'après vous le jeune homme doit être placé en probation ; sinon quelles seraient d'après vous les mesures à prendre par le tribunal à l'égard de ce jeune homme et indiquez les raisons de vos conclusions.

L'on pourrait ainsi multiplier les exemples à l'infini, mais quelles qu'en soient les variantes, on peut en général classer ces questions de la façon suivante :

questions sur l'organisation et le fonctionnement du système ;

quelques questions de droit ;

questions ayant pour but de sonder le bon sens du candidat, son esprit d'initiative et de connaître ses idées sur la façon de procéder à une enquête ;

des cas d'espèces théoriques ;

rédaction d'un rapport au tribunal en ce qui concerne le cas soumis.

Seuls les candidats ayant fourni des réponses satisfaisantes à l'écrit sont admis à se présenter aux épreuves orales. Ces

épreuves, dont la durée varie entre dix et quarante minutes constituent en quelque sorte la partie la plus importante du concours. Les candidats sont examinés individuellement et interrogés à peu près de la façon suivante :

Pourquoi désirez-vous changer d'occupation et voulez-vous devenir un probation officer ? Quelles conceptions vous faites vous des devoirs du probation officer ? Pourquoi pensez-vous avoir des chances de réussir dans cette profession ? Qu'avez-vous déjà fait qui puisse indiquer que vous êtes, par nature, désireux de venir en aide à vos semblables ? Consentiriez-vous à travailler, si cela est nécessaire, pendant les vacances, le soir.

Ces questions sont suivies par d'autres se rapportant au passé du candidat, à ses habitudes, ses goûts, le principal objet que l'examineur ait en vue étant de juger le candidat sur son aspect extérieur, ses qualités, ses capacités, ses aptitudes morales et intellectuelles, sa bonne foi, sa constitution physique, sa force de caractère. Des notes sténographiques sont prises au cours de l'examen oral, et les examinateurs, indépendamment les uns des autres, notent le candidat, soit d'après leurs impressions générales, soit d'après un barème fixé d'avance.

Quant à la nomination au choix elle a lieu par des procédés différents suivant les Etats. Ou bien elle est faite par le juge du tribunal auquel le probation officer est affecté : à Minneapolis, par exemple le probation officer pour enfants est désigné par le juge du tribunal pour enfants. Ou bien la nomination est faite par le magistrat sur la proposition du Chief Probation Officer qui a la surveillance générale de tous les probation officers de son ressort. Ou bien encore, là où existent, comme en Angleterre, un « probation Committee », la nomination est faite par le juge sur la proposition de ce « committee », à San Francisco, par exemple. Ou enfin la Commis-

sion de Probation de l'Etat peut être consultée pour cette nomination, c'est ce qui a lieu, très régulièrement, à Boston.

La nomination est en général faite pour un temps indéterminé, rares sont les cas où elle n'est que temporaire et où elle a par conséquent besoin d'être renouvelée, comme à San Francisco, par exemple où elle n'est valable que pour deux ans et à Mineapolis pour quatre, sujette, d'ailleurs à révocation pour des causes valables, mais dans aucun cas la révocation ne peut avoir lieu sans l'approbation du « probation committee ».

En 1925, à la suite d'une enquête faite sur le fonctionnement de dix tribunaux américains, les rédacteurs du rapport préconisèrent l'extension du système des concours et examens comme étant le seul moyen véritablement pratique pour recruter le meilleur personnel auquel confier la tâche délicate d'assurer le bon fonctionnement du Probation System. (1)

II

Traitement des « Probation Officers »

La question de la rétribution des probation officers ne s'est pas posée immédiatement après l'introduction du système en Grande Bretagne, comme encore aujourd'hui celle de nos délégués à la liberté surveillée, leurs fonctions étant considérées comme devant être gratuites. Un revirement d'opinion s'est produit peu à peu à cet égard.

(1) Juvenile courts at work. A study of the organisation and methods of ten courts, by Katharine F. Lenroot and Emura O. Lundberg. U. S. Department of Labour-Children's Bureau. Publication n° 141, pp. 24, 27, 755.

§ 1. — *Modes de Rétribution*

Le Probation of First Offenders Act 1887 n'avait fait qu'introduire le principe du probation system en Angleterre, il ne contenait, nous l'avons vu, aucune disposition en ce qui concerne la nomination des probation officers et encore moins en ce qui concerne leur rétribution.

Cet état de chose continua jusqu'en 1907, époque à laquelle le second texte législatif sur la question vint donner un plus grand essort au Probation System en l'étendant des délinquants primaires aux récidivistes. Le Probation of Offenders Act 1907 prévoit la nomination de probation officers et il prévoit aussi leur rétribution, mais sans en fixer le montant, et en laissant ce soin aux autorités dont ils dépendent : « le probation officer désigné pour une petty sessional division recevra tel traitement que l'autorité dont il dépend jugera bon de lui allouer, et s'il ne lui est alloué aucun traitement il pourra recevoir telle compensation pécuniaire pour ses services que le tribunal qui l'a désigné jugera opportune. Dans les deux cas ses débours lui seront remboursés. Traitement, compensation pécuniaire et remboursement des frais seront prélevés sur les fonds qui servent à rétribuer les Clerks of Justice » (c'est-à-dire les fonds de la municipalité). (1)

Le premier rapport rédigé sur le fonctionnement du Probation System, d'après les enquêtes opérées par le Departmental Committee, désigné le 8 mars 1909 et dont le rapport a été publié en 1910, nous fournit des détails et des renseignements intéressants sur la manière dont la rétribution des

(1) Probation of Offenders Act 1907, Sect. III, § 4.

premiers probation officers a été comprise et effectuée (Page 10 du Rapport § 54).

A Londres cette rétribution dans les cas où elle avait lieu, s'effectuait presque toujours au moyen d'honoraires. La moyenne attribuée était de huit shillings par personne à surveiller, pour les trois premiers mois de la période, puis pour chaque période de trois mois additionnels, quatre shillings ; exceptionnellement une somme de cinq shillings était allouée par le tribunal pour couvrir les frais et les menues dépenses encourues par la surveillance.

A signaler, en passant, que les police courts missionaries remplissant les fonctions de probation officer, n'étaient pas autorisés à recevoir la moindre rétribution par la Church of England Temperance Society à laquelle ils sont rattachés. Un grand nombre de sociétés de bienfaisance et de particuliers ont mis dès le début et mettent encore leurs services gratuitement à la disposition des tribunaux.

Le comité se borne à faire remarquer que le traitement des probation officers doit être proportionné au temps qu'ils consacrent à la surveillance des délinquants et que, de toutes façons, le système des honoraires adopté jusqu'ici n'est pas très équitable pour le probation officer, car, étant donné les chiffres indiqués plus haut, un probation officer ayant en moyenne soixante individus à surveiller ne recevait jamais plus de 75 Livres sterling par an, chiffre indiscutablement trop bas pour attirer le genre de collaborateurs nécessaires. On se trouve alors en présence du dilemme suivant : doit-on fixer l'échelle des traitements de façon à ne pas rendre ceux-ci trop élevés pour ne pas attirer les probation officers uniquement à cause du salaire ou au contraire, dans quelle proportion doit-on les relever, pour permettre le recrutement de personnes ayant les qualifications désirables ?

Le comité de 1910 en conséquence proposa alors que :

les probation officers soient rétribués au moyen d'un traitement fixe et non plus par honoraires ;

au cas où l'on conserverait le système des honoraires, ceux-ci devraient comprendre également le travail du probation officer au cours des enquêtes préliminaires (il peut arriver que l'enquête aboutisse à démontrer que l'individu n'est pas apte à être placé en probation et dans ce cas le probation officer était privé de toute rémunération) ;

la pratique consistant à attribuer aux probation officers une somme forfaitaire pour leurs menus frais soit abolie et que les sommes dépensées par lui dans cet ordre d'idées lui soient intégralement remboursées.

Le système des honoraires n'est en effet pas à recommander car il peut prêter à certains abus en faisant placer en probation des individus qui ne sont pas susceptibles de retirer le moindre bienfait de cette méthode ; de même les moins honnêtes parmi les probation officers pourraient être tentés de ne pas faire traduire devant les tribunaux ceux des délinquants qui pourtant mériteraient plus de sévérité pour manquements aux conditions qui leur ont été imposées, uniquement dans la crainte de subir une diminution d'honoraires.

Il nous faudra attendre jusqu'à la publication des « Probation Rules », en 1926, pour voir définitivement fixée la question de cette rétribution.

Mais déjà avant 1926 on a commencé à voir un embryon d'organisation à ce sujet. La preuve nous en est fournie par le rapport du Departmental Committee on the Training, Appointment and Payment of the Probation Officers.

Il résulte tout d'abord de ce rapport qu'aucun principe général ne peut être déduit des renseignements recueillis par les membres de cette commission étant donné qu'une grande partie des probation officers étant employés à d'autres fonctions, il n'est pas aisé de déterminer d'une

façon précise, dans l'ensemble de leur traitement, la part exacte leur revenant pour les services rendus en application du Probation System.

Tâchons cependant de dégager ce qui a été accompli. Dans ce but prenons la situation telle qu'elle se présentait à Londres à l'époque où ce rapport fut rédigé, c'est dans cette ville d'ailleurs qu'elle se présente avec le plus de clarté et de précision.

A Londres, la plupart des probation officers pour les délinquants majeurs, sont des missionnaires rattachés à la « Police Court Mission of the Church of England Temperance Society » et qui consacrent toute leur activité au travail de probation qui leur est confié par les tribunaux. En 1919 le traitement des probation officers homme variait entre 200 et 250 Livres sterling par an, et pour les femmes entre 120 et 150 Livres. A ces traitements le Gouvernement anglais contribuait pour deux tiers, l'autre tiers était payé par la « Society ». Les dépenses et les menus frais, occasionnés par les déplacements, étaient intégralement remboursés aux probation officers, par la Church of England Temperance Society lorsqu'il s'agissait de ses agents et par l'Etat pour les autres.

En dehors de ces probation officers, professionnels pour ainsi dire, quelquefois le tribunal désignait une autre personne pour exercer la surveillance du délinquant, un parent ou un ami, par exemple, s'intéressant à l'individu, parfois même un étranger, quand les visites étaient rendues difficiles par suite de l'éloignement ou du manque de communications. (En 1919 une quarantaine de personnes furent ainsi désignées pour environ trois cents cas). Quand cela se produisait la rémunération avait alors lieu par honoraires, ceux-ci devant plutôt être une compensation pécuniaire pour le travail occasionné, exception faite des cas où les services sont offerts bénévo-

lement par la personne désignée pour agir en qualité de probation officer.

En dehors de Londres, dans un ou deux comtés et dans quelques grandes villes, les probation officers étaient rétribués par un traitement fixe. Mais dans la plus grande majorité des cas, ils recevaient en Angleterre des honoraires pour leurs services, honoraires variant entre 5 et 20 shillings pour chaque individu confié à leur surveillance.

Mais ce système de rétribution a été jugé très peu satisfaisant par le Comité chargé de l'enquête en 1922. Les sommes payées par les autorités locales étaient jugées trop insuffisantes, et, dans l'intérêt même du système, le Comité a émis le vœu de voir se produire un relèvement des traitements des probation officers afin de permettre à ces derniers de mener une vie honorable, à l'abri des soucis et des inquiétudes d'ordre financier. Le comité a également combattu le procédé des honoraires, ayant, parmi de nombreux autres inconvénients, celui de pousser les probation officers à accepter plus de travail qu'ils n'en pourraient faire. D'un autre côté il n'était pas rare non plus de voir certains tribunaux relâcher de nombreux délinquants sans les confier à aucune surveillance dans le seul but de réaliser une économie. Le système des honoraires, est-il dit, ne devrait être conservé que pour des cas spéciaux, pour les simples particuliers exceptionnellement employés au travail de probation.

Cette question des traitements qui a donc été flottante pendant une longue période vient enfin d'être définitivement réglée par les Probation Rules de 1926.

Les Probation Rules, tout d'abord, posent le principe de la rétribution par traitement.

« Les probation officers seront rétribués au moyen d'un traitement fixe et non au moyen d'honoraires.

Seules les personnes qui ne sont pas des probation officers, mais qui seront exceptionnellement désignées par le tribunal pour en remplir les fonctions recevront des honoraires qui ne pourront être inférieurs à 15 shillings, ni supérieurs à vingt shillings pour chaque cas qui leur sera confié ». (1)

Quant aux probation officers officiels ils seront rétribués en vertu d'une échelle de traitements établie par le décret lui-même.

Pour les hommes ce traitement doit varier entre un minimum de 180 livres sterling par an et un maximum de 370 Livres.

Pour les femmes probation officers l'échelle correspondante est de 150 à 270 Livres sterling.

Le traitement une fois fixé est augmenté progressivement de 10 Livres par an jusqu'à ce qu'il ait atteint le maximum fixé par le Secretary of State dans ces Probation Rules.

Dans le cas où un tribunal aurait désigné un probation officer spécial pour surveiller le travail des autres, le traitement de ce dernier peut être supérieur aux autres, mais doit être approuvé par le Secretary of State.

Les personnes désignées pour remplacer temporairement un probation officer absent ne doivent pas recevoir plus de quatre livres par semaine.

Enfin les personnes qui tout en étant officiellement désignées par le tribunal ne consacrent pas tout leur temps au travail de probation, ceux qui ne sont que des « part time probation officers », par opposition aux « full time probation officers » devront recevoir un traitement proportionné au temps qu'ils consacrent au Probation System, sans que toutefois ce traitement puisse excéder la somme de cent livres sterling par an.

(1) Probation Rules 1926, § 59.

§ 2.— *Par qui sont supportées les dépenses encourues par le « Probation System »*

En général les dépenses encourues par le Probation System sont supportées à la fois par l'Etat et par les sociétés de bienfaisance parmi lesquelles se recrutent une grande partie des probation officers.

Ceux qui ne se rattachent à aucune de ces sociétés sont entièrement rétribués, à Londres sur les fonds du Ministère de l'Intérieur, Home Office, et dans les localités de province sur les fonds municipaux.

Quand les probation officers sont fournis par les sociétés de patronage ou associations de bienfaisance un arrangement local est passé entre la municipalité et la société en question, et la municipalité contribue alors aux dépenses pour les deux tiers et la société pour l'autre tiers.

En dehors de cela l'Etat a pris l'habitude depuis ces deux ou trois dernières années de réserver sur le budget général une somme qui est répartie entre les différents centres de probation au prorata de leur importance. D'ailleurs le Criminal Justice Act 1925 prévoit (Section 5 § 3) que le Trésor Public doit contribuer pour une partie aux dépenses encourues par le fonctionnement du système. C'est ainsi qu'en 1924-25 une somme de 44.000 livres sterling, soit environ la moitié des dépenses occasionnées par le Probation System, a été répartie par le Gouvernement entre les différentes autorités locales. En 1926-27 une somme de 40.000 livres sterling a été votée dans le même but. (Times 1925 et 1926).

On peut donc dire que d'une manière générale le Probation System est à l'heure actuelle administré par un personnel rétribué de trois manières différentes.

Les probation officers rétribués entièrement sur les fonds publics.

Les probation officers rétribués pour partie sur les fonds publics et pour partie sur les fonds des sociétés ou associations de patronage auxquelles ils sont rattachés.

Les probation officers qui ne reçoivent aucun traitement et qui agissent bénévolement.

Mais cette dernière catégorie, semblable à nos délégués à la liberté surveillée, tend à disparaître, tant en Grande Bretagne qu'aux Etats-Unis où elle ne présentera bientôt plus qu'un intérêt historique. L'expérience a démontré que cette méthode, malgré toute la bonne volonté des agents qui l'exerçaient, manque de la continuité dans l'effort nécessaire au succès du système.

Le Probation System demande en effet un effort soutenu, un travail bien organisé, sans heurts ni à coups, aussi ses exigences sont-elles maintenant trop grandes pour pouvoir reposer uniquement sur la collaboration d'agents bénévoles. Et là où il est encore fait appel aux volontaires, les organisateurs du système se sont efforcés de trouver une combinaison aussi heureuse que possible du travail des probation officers salariés et de celui des probation officers bénévoles étant donné l'application de plus en plus fréquente qui est faite du probation system.

En ce qui concerne l'emploi de « police constables » comme probation officers, les Etats de Massachusetts et de New-York, l'interdisent totalement. Les « police officers » ne font pas, en effet, de bons probation officers. Les premiers sont choisis pour leur force physique et leur aptitude à faire respecter le bon ordre et la loi. Les derniers doivent avant tout être choisis pour leur capacité à pénétrer la confiance et les cœurs des personnes qui sont confiées à leur surveillance.

De même certains essais ont été faits en Amérique pour employer des magistrats comme probation officers. Mais ceci n'est pas non plus à recommander. En effet si le magis-

travail doit en même temps se consacrer à sa profession il n'a pas suffisamment de temps pour s'occuper de ses « probationers » il doit alors se contenter de recevoir ceux-ci chez lui ou dans son bureau, alors que l'une des parties essentielles du Probation System consiste à voir les individus chez eux, afin de se rendre compte par soi-même des conditions et du milieu dans lesquels vit l'individu en probation.

III

Le « Probation officer » bénévole

À côté des fonctionnaires rétribués, il existe aussi en Grande Bretagne un grand nombre de probation officers bénévoles et, nous l'avons dit les efforts des organisateurs du système tendent principalement vers une combinaison du travail des probation officers salariés avec l'aide que peuvent apporter les personnes qui agissent d'une manière tout à fait désintéressée.

Ces efforts ont abouti presque partout à faire du délégué bénévole un auxiliaire du fonctionnaire sous la direction duquel il travaille. Cette tendance se retrouve également en Amérique où, dans certains Etats les probation officers fonctionnaires de l'Etat recherchent eux-mêmes leurs collaborateurs bénévoles dont ils dirigent ensuite le travail.

D'ailleurs, la question de savoir s'il doit être fait appel au concours de personnes charitables et bénévoles résulte en grande partie de l'angle sous lequel on envisage le but que l'on se propose d'atteindre au moyen du Probation System :

ou bien la mise à l'épreuve est seulement une institution en vertu de laquelle les délinquants sont mis en liberté sous condition et soumis à une certaine surveillance, le surveillant,

n'étant là que pour constater la bonne ou la mauvaise conduite de la personne confiée à ses soins et rapporter au tribunal, dont il est en quelque sorte l'œil, les écarts de conduite du délinquant ; dans ce cas alors, le but du Probation System sera atteint si l'on se contente de constater un simple fait matériel : le fait que le délinquant n'a pas commis de nouvelle infraction au cours de sa période d'épreuve, sans chercher à approfondir s'il s'est moralement amélioré ;

ou bien au contraire le Probation System est quelque chose de plus élevé et n'est pas seulement une institution qui se borne à libérer conditionnellement les délinquants, mais une méthode en vertu de laquelle ces derniers, conditionnellement mis en liberté, doivent être soumis à une certaine influence moralisatrice, destinée à modifier, à transformer et à développer ensuite leur caractère vers le bien ; dans ce cas alors, le but visé ne sera atteint que si le délinquant ne s'est pas seulement abstenu de commettre toute nouvelle infraction, mais si sa moralité, grâce à l'intervention et à l'influence constantes du probation officer, aura atteint, à la fin de la période d'épreuve, un niveau sensiblement plus élevé que lorsqu'il lui a été confié.

Il est évident que chaque probation officer, « indépendant » ou « missionnaire » ayant déjà de soixante à cent individus et même davantage à surveiller ne peut accorder une attention permanente et étroite à chacun d'entre eux, ce qui serait pourtant indispensable. Pour parer à cet inconvénient deux moyens sont ouverts : ou bien augmenter le nombre des probation officers fonctionnaires rétribués, chacun d'eux ne s'occupant que d'un nombre limité de cas à surveiller — mais ce premier procédé est alors en butte à de sérieuses objections d'ordre financier,

ou bien alors appeler des probation officers bénévoles à collaborer avec les probation officers salariés.

Et c'est en effet, ce dernier moyen qui est le plus généralement adopté, tant en Grande Bretagne qu'aux Etats-Unis, les probation officers bénévoles ne s'occupant guère que de la surveillance d'un ou de deux délinquants afin qu'ils soient à même de prendre un véritable intérêt personnel aux individus qui leurs sont confiés.

A Indianapolis, notamment, le corps des « probation officers » bénévoles est l'un des plus importants et des plus efficaces qui existent. Il comprend à l'heure actuelle, plus de cinq cents personnes. Membres du clergé, hommes d'affaires, hommes et femmes de toutes professions, sont venus apporter leur concours et leur aide aux tribunaux. Prêtres rabbins, ministres de tous les cultes, banquiers, industriels, commerçants, avocats, médecins, professeurs, aidés en cela par des dames appartenant à l'aristocratie de la ville, constituent cette armée de probation officers bénévoles. (1)

Mais il est naturellement indispensable de soumettre ces derniers à certaines règles spéciales.

Tout d'abord il convient de les choisir avec autant, sinon plus de soins, que les officiers rétribués. Afin de leur faire sentir également le sentiment de leur responsabilité, et pour donner plus d'autorité à leur action, il est nécessaire qu'ils soient désignés d'une façon officielle.

Ensuite, ils doivent être instruits par les autres probation officers des fonctions qu'ils vont avoir à remplir et des services que le tribunal attend d'eux, ainsi que de la façon dont ils doivent agir.

Enfin, leur travail, leurs actions doivent être suivis de très près par les autres officiers fonctionnaires, sous le contrôle desquels ils sont en quelque sorte placés. Ce contrôle s'exercera le plus souvent au moyen de rapports mensuels adressés aux premiers sur la conduite des individus confiés à leur surveillance.

Le tribunal d'Indianapolis a d'ailleurs composé et fait éditer une sorte de bréviaire à l'usage des probation officers bénévoles qui comprend, en quelques phrases concises, mais nettes, le rôle et les devoirs de ceux-ci.

IV

Le « Chief Probation Officer »

A la question du probation officer bénévole vient se greffer naturellement un autre problème qui a, depuis quelques années déjà, reçu un commencement de solution aux Etats-Unis. En Grande Bretagne la question a été rarement posée devant le Parlement et les magistrats ne semblent pas s'en être préoccupés outre mesure.

Ce problème est celui qui a trait à la création, dans le ressort de chaque district de probation, d'un « Chief Probation Officer », afin de parer aux objections d'ordre financier par la suppression d'un grand nombre de probation officers fonctionnaires rétribués et par une augmentation corrélative du personnel bénévole, travaillant sous la direction d'un seul fonctionnaire rétribué.

Là où il existe, cet officier unique doit exercer une sorte de contrôle permanent sur l'organisation et le fonctionnement du Probation System dans le ressort du tribunal ou de la cour auxquels il est rattaché. Il agit comme un agent centralisateur, ses fonctions devant être principalement d'ordre administratif : correspondance, surveillance de la rédaction et de la conservation des rapports qui lui sont adressés par les autres probation officers, bénévoles ou non, direction du travail de ces derniers, surtout quand ils ne sont pas des fonc-

tionnaires réguliers. Il doit également être chargé de recruter son personnel bénévole, le mettre au courant du métier. Enfin c'est lui qui doit étudier les réformes nécessitées dans son ressort, rédiger un rapport annuel sur la marche de la mise à l'épreuve dans son district, et, enfin, dresser les statistiques qui permettront de suivre les progrès de l'institution.

Cette institution du Chief Probation Officer fonctionne régulièrement dans la majorité des Etats de l'Amérique du Nord, où il est considéré comme un fonctionnaire assez important, recevant un traitement qui, selon les Etats, varie de 1.800 à 3.000 dollars par an, alors que ses assistants n'ont guère que de 1.000 à 2.000 dollars au maximum.

C'est encore ici le Massachussets qui nous servira d'exemple car c'est dans cet Etat que nous trouvons l'organisation la plus caractéristique et la mieux développée.

Nous nous trouvons en présence de deux catégories de probation officers :

d'une part le « Chief Probation Officer. »

de l'autre, ses assistants, rétribués ou non, dont les fonctions consistent à exécuter le travail organisé et réparti par le « Chief. »

L'avantage de cette organisation est double, tout d'abord elle permet de réaliser une véritable économie, en faisant appel à un nombre plus considérable de personnes bénévoles, et, ensuite une économie de temps par une sorte de taylorisation, grâce à une méthodique division du travail.

Le Chief Probation Officer est notamment chargé d'établir des relations étroites et directes entre le Tribunal et les institutions charitables ou les sociétés de patronage de son ressort afin de se procurer auprès de celles-ci l'aide bénévole qui allègera la tâche de ses assistants rétribués, ce qui permet en même temps de n'en employer qu'un nombre assez restreint.

Grâce à ce contact permanent avec les associations privées il est à même de connaître celles qui sont le plus aptes à lui procurer le concours et l'aide de personnes dont l'assistance lui sera utile dans certains cas particuliers (Boy's Scouts ; Boy's ou Girl's Clubs ; Y. M. C. A. ; Armée du Salut). A coté de ces associations on trouve des personnes charitables s'intéressant au sort des délinquants mineurs ou majeurs capables de s'amender. Certes, ces personnes ne disposent pas d'autant de temps qu'un probation officer ordinaire, mais elles ne demandent pas mieux, parfois, que de prendre sous leur protection un ou deux délinquants. Dans le système américain et plus particulièrement dans celui de l'Etat de Massachusetts, le devoir du Chief Probation Officer est précisément d'entrer en relation, soit avec ces organisations soit avec ces simples particuliers.

Une fois qu'il s'est assuré le concours de ce personnel bénévole, le Chief Probation Officer assigne à chacun sa part de travail et de responsabilités, se réservant cependant les cas les plus délicats, qu'il prend alors sous sa surveillance personnelle, mais, dans tous les cas, il reste le seul responsable devant le tribunal.

De l'avis des Américains eux-mêmes, ainsi que de celui de M. Cecil Leeson, dans son ouvrage sur le Probation System, le système américain paraît être à la fois le plus économique et le plus satisfaisant, également, quant aux résultats moraux obtenus : d'abord parcequ'il permet de n'employer qu'un nombre très limité de fonctionnaires rétribués et ensuite par le fait que le concours de probation officers bénévoles produit toujours d'heureux résultats lorsque ceux-ci sont soigneusement dirigés par le Chief Probation Officer.

De timides essais seulement ont été faits jusqu'ici en Grande Bretagne, à Birmingham notamment ; ils ont été pourtant particulièrement satisfaisants, puisqu'avec un personnel

restreint de fonctionnaires, 92 % des résultats heureux obtenus dans cette ville sont attribués, d'après Cecil Leeson à l'intervention de Probation Officers bénévoles.

Il est à remarquer d'ailleurs, que les fonctions attribuées au Chief Probation Officer aux Etats-Unis sont en quelque sorte exercées, en Grande Bretagne, par le « Probation Committee » créé, nous l'avons vu, par le Criminal Justice Acte 1925. Ce comité composé de magistrats, existant dans le ressort de chaque cour de juridiction sommaire, exerce un droit de regard sur l'ensemble du travail de probation accompli par les probation officers. C'est ce comité en effet qui désigne et nomme ses collaborateurs, c'est lui qui se tient en contact avec eux, se fait adresser leurs rapports. Il n'est pas douteux qu'en créant cet organisme, le législateur a eu pour but de stimuler l'intérêt des magistrats à l'application du Probation System.

Pour conclure nous dirons qu'en Grande Bretagne le probation committee remplit exactement les fonctions qui aux Etats-Unis sont dévolues au Chief Probation Officer. En effet, le nombre des fonctionnaires est en règle générale assez limité, et ce sont souvent de simples particuliers qui sont appelés à en remplir le rôle, aussi sont-ils placés sous la dépendance assez étroite du probation committee, qui, non seulement les désigne, leur impartit leur tâche, mais encore contrôle et surveille leur action ; c'est également devant ce comité qu'ils sont appelés à rendre compte de leurs missions, soit au moyen de rapports écrits, soit, plus simplement, au moyen d'entrevues régulières et périodiques.

DEUXIÈME PARTIE

Les Fonctions et les devoirs du « Probation officer »

Le Probation of Offenders Act 1907 groupe les fonctions du probation officer : sous les quatre chefs principaux suivants :

1^o — Visiter les personnes placées sous sa surveillance à intervalles raisonnables ou tels qu'ils ont été fixés dans la décision du magistrat ou tels que le probation officer les a fixés lui-même.

2^o — Veiller à ce que les personnes placées sous sa surveillance observent les conditions qui leur ont été imposées dans le « probation order. »

3^o — Rendre compte au tribunal de la conduite des personnes qui lui ont été confiées.

4^o — Conseiller, aider et seconder ces personnes et les aider à trouver un emploi lorsque cela est nécessaire. (1)

Avant d'étudier ces fonctions plus en détail, il est nécessaire de faire au préalable certaines remarques en ce qui concerne les conditions générales dans lesquelles doit s'effectuer le travail du probation officer.

Tout d'abord un point sur lequel tout le monde se trouve d'accord c'est qu'il faut, pour qu'un probation officer puisse accomplir ses fonctions de la manière la plus satisfaisante possible, qu'il ne soit pas débordé de travail. On s'est plaint à plusieurs reprises, tant en Grande Bretagne qu'aux Etats-Unis que certains probation officers ont trop de délinquants à

(1) Probation of Offenders Act 1907, section 4.

surveiller et qu'il leur est par conséquent impossible d'accomplir leur tâche avec fruit. La plupart, pour ne pas dire toutes, des Commissions qui ont été désignées pour étudier le fonctionnement du Probation System et en juger la valeur proposent qu'il ne soit pas confié plus de cinquante à soixante personnes à un seul probation officer, sinon son rôle devient purement mécanique ce dernier ne pouvant consacrer suffisamment de temps à chacun des individus qui lui sont confiés et par conséquent étant dans l'impossibilité de leur faire subir cette influence moralisatrice qui est l'un des rouages essentiels du système.

Nous diviserons cette étude des fonctions du probation officer en deux parties, suivant qu'il s'agit de ses rapports avec le tribunal ou de ses rapports avec la personne qui est placée sous sa surveillance.

§ I. — *Rapports du « Probation Officer » avec le Tribunal*

Cette étude se subdivise encore en deux paragraphes, suivant qu'il s'agit des fonctions du probation officer avant que l'ordonnance de mise à l'épreuve ait été rendue par le tribunal ou de ses fonctions après que cette décision ait été prise.

1. *Rôle du « Probation Officer » avant le « probation order. »*

Bien que ce rôle ne soit prévu par aucune des lois en vigueur le probation officer est tout d'abord employé par le tribunal comme agent d'information. Si la loi de 1907 et celles de 1914 et de 1925 sont muettes à cet égard, les « Probation Rules » de 1926 constatent le fait accompli, et tout en l'approuvant, confirment cette pratique. En effet au paragraphe 37 desdites « Probation Rules » nous voyons que le probation officer devra faire telles enquêtes préliminaires, notamment quant aux conditions du « home » ou du milieu, que le tribunal lui pres-

crira de faire concernant tout délinquant auquel l'application du Probation System pourrait éventuellement être faite.

Cette pratique existe également aux Etats Unis d'Amérique dans un grand nombre de cours et tribunaux soit que le probation officer exerce à la fois la mission d'enquêteur et celle de surveillant, soit au contraire que la division du travail étant strictement observée, il existe une équipe de probation officers spéciale pour les enquêtes préliminaires et une autre uniquement employée au travail de surveillance, comme cela existe par exemple dans le district de Colombie, ou à Los Angeles, à Seattle, Saint Louis où cette division du travail a été essayée avec plus ou moins de succès.

Certes le travail de recherches, d'enquêtes, diffère de celui de surveillance, l'un et l'autre exigent par conséquent des dispositions et des qualités spéciales. Dans l'enquête l'important est de savoir découvrir les faits qui éclaireront la religion du tribunal, dans la surveillance l'important est de savoir apporter une aide morale efficace. Pour l'enquête il faut avoir un talent un peu spécial, avoir un peu l'âme d'un détective, pour la surveillance il faut beaucoup de fermeté mais il faut avoir aussi quelque chose de l'apôtre.

Les partisans de cette division du travail y voient, bien entendu, certains avantages : d'abord une réelle économie de temps en déchargeant les probation officers chargés de la surveillance d'une bonne partie d'un travail supplémentaire. Cela permettrait à l'une et l'autre branches, investigations et surveillance, d'être moins négligées. Ils prétendent également que cela permet une meilleure utilisation des aptitudes personnelles, les uns étant d'excellents surveillants mais de médiocres détectives et inversement.

Mais malgré ces prétendus avantages nous croyons pouvoir dire du témoignage de certains magistrats personnellement interrogés que cette division du travail présente un grand

inconvenient : une solution de continuité dans le travail au moment où l'affaire passe des mains du fonctionnaire enquêteur (malgré qu'on continue à l'appeler probation officer il ne nous paraît plus mériter cette dénomination) aux mains du probation officer proprement dit. Et alors la soit-disant économie de temps n'en est plus une. Si l'enquête a été faite par un fonctionnaire autre que celui auquel la surveillance est confiée, le véritable probation officer ne connaît encore rien de l'affaire, il n'est familiarisé ni avec l'individu, ni avec les circonstances de l'infraction. Pour lui tout est à recommencer, il doit apprendre à connaître son protégé, il doit aussi se faire connaître, ce qui est encore plus délicat, sinon plus difficile. Dans l'intérêt de cette mise au courant il paraît donc préférable que ce soit la même personne qui accomplisse à la fois les fonctions d'enquêteur et celles de surveillant, car même après la lecture d'un rapport rédigé par l'« investigator » ou un moment d'entretien avec lui, le probation officer ne sera jamais aussi bien au courant que s'il a suivi l'affaire depuis le commencement. Sans compter que le rapport peut être incomplet et qu'il ne contient certainement pas une foule de détails que le probation officer aurait pu observer lui-même et qui lui auraient permis de se faire opinion sur le cas qui lui sera confié.

En quoi consiste à proprement parler ce travail d'investigation ?

Beaucoup de magistrats, nous l'avons vu, emploient des probation officers attachés à leur tribunal pour effectuer des enquêtes préliminaires sur la moralité de l'accusé, sur les influences qu'il a pu subir, afin de le guider dans sa décision. S'il s'agit d'un enfant le probation officer tâchera aussi discrètement que possible d'obtenir des renseignements sur les parents, sur leur moralité, sur les habitudes de l'enfant. Il approchera également le maître d'école ou le patron suivant

les cas. Il tâchera d'approcher les voisins afin de voir dans quelle ambiance vit l'accusé, les conditions de son existence. Ainsi, bien des faits souvent insoupçonnés sont révélés au cours de ces enquêtes, et suivant la manière et le tact dont elles sont conduites on aboutit à des conclusions qui sont entièrement différentes de celles auxquelles on serait arrivé si l'on s'était contenté d'interroger les parents ou les amis le jour de l'audience.

Les faits les plus fréquemment découverts sont ceux-ci : mauvais logement, voisinage immoral, promiscuité néfaste, discussions au sein de la famille, manque total de discipline de la part des parents, d'où nécessité de soustraire immédiatement le délinquant à ces éléments qui ne peuvent avoir qu'une mauvaise influence sur lui.

Son enquête terminée, le probation officer est la plupart du temps chargé de rédiger un rapport. C'est en somme sur le vu de ce rapport que le juge décidera s'il placera l'inculpé en probation ou si au contraire il lui infligera un châtiment plus sévère. Et le jour de l'audience, à laquelle la présence du probation officer est plus ou moins exigée, à moins qu'il ne soit retenu ailleurs par les exigences de son travail, le probation officer qui a été chargé de l'enquête ne déposera pas comme témoin mais agira plutôt comme conseiller du tribunal, en fournissant des renseignements supplémentaires, voire même des conseils.

Cette habitude prise par les magistrats de se servir des probation officers comme enquêteurs fonctionne depuis le lendemain de la promulgation du Probation of Offenders Act. Les rédacteurs du Rapport de 1910 la mentionnent déjà, et ils s'y montrent même favorables. En particulier ils font ressortir les avantages que nous avons déjà eu l'occasion d'exposer en y ajoutant celui de permettre aux magistrats de recueillir des renseignements par une autre source que celle

de la police. Cette pratique, disent-ils cependant, présente certains inconvénients. En particulier si de l'enquête il résulte un rapport peu favorable, le probation officer qui a procédé à cette enquête ne manquera pas d'être considéré comme un ennemi par l'inculpé, plutôt que comme un ami, et dans la classe de la société où se recrutent la plupart des délinquants il sera considéré comme « quelqu'un de la police ». Or le Probation System a, avant tout, pour but de créer des rapports de sympathie entre l'inculpé et son probation officer. Ces rapports seront donc d'autant plus difficiles à établir si le surveillant a été « pris en grippe » dès le début, avant même qu'il ait eu la moindre surveillance et la moindre influence à exercer.

2. Rôle du probation officer après que la décision de probation ait été prise.

Après avoir vu quelles étaient les fonctions du probation officer auprès du tribunal antérieurement au « probation order » voyons maintenant ce qu'il doit faire, toujours, vis-à-vis du tribunal, une fois que le délinquant a été placé en probation. Ces fonctions sont, elles, prévues par les textes régissant la matière : elles consistent principalement à rendre compte auprès du tribunal, de la conduite des individus qui lui sont confiés.

La Section 4 (c) de l'Acte de 1907 dit en effet que le probation officer rendra compte au tribunal de la conduite de la personne placée sous sa surveillance », c'est en somme le corollaire du paragraphe précédent de la même Section 4 qui impose au probation officer le devoir de veiller à ce que l'individu confié à ses soins observe les conditions qui lui ont été imposées par le tribunal.

Les Probation Rules de 1926 reprennent d'ailleurs la même idée, quand elles prévoient (§ 42) que le probation officer

devra s'assurer que le « probationer » a bien compris les conditions de sa recognizance et qu'il devra s'efforcer de les lui faire observer. Si le délinquant manque d'obéir à l'une quelconque de ces conditions le probation officer devra immédiatement en rapporter au tribunal et au « probation committee » (1). Toute liberté naturellement est laissée au probation officer quant à la forme de ces rapports, les Probation Rules se bornent à indiquer qu'ils seront faits aux intervalles et de la manière prescrite par le tribunal, qu'ils ne devront pas être déposés en audience publique, ni publiés d'aucune façon.

Les Probation Rules insistent pour que ces rapports ne soient pas rédigés d'après une forme stéréotypée, mais pour qu'ils contiennent en une langue ordinaire tous les renseignements utiles au magistrat sur la conduite du probationer.

§ II. — *Rapports du « Probation Officer » et du « Probationer »*

Après avoir vu les rapports qui existent entre le tribunal et son délégué, il nous faut maintenant étudier ceux qui lient le probation officer et la personne qui lui a été confiée. C'est là que nous trouvons l'esprit fondamental du système.

De méthodes nombreuses différentes ont été imaginées par les probation officers eux-mêmes sur la façon de mener à bien leur surveillance, mais au fond, l'essentiel, pour le succès du Probation System ce n'est pas tant l'application de telle ou telle règle déterminée, ou de telle ou telle méthode plus ou moins technique, c'est surtout l'établissement de relations et de rapports personnels entre le probation officer et le « probationer ».

(1) Le probation officer ne devra pas seulement se borner à rendre compte des écarts de conduite de son « probationer », mais il devra également fournir, à des intervalles réguliers, des rapports sur sa conduite générale. Ces rapports seront fournis à la fois au magistrat qui a placé l'individu en probation et au probation committee de l'area.

« L'attitude du probation officer vis-à-vis du délinquant soumis à sa surveillance doit être celle d'un ami, car l'essence même du système c'est de savoir inspirer de l'amitié. Le probation officer ne doit être ni un sentimental, ni un tyran ou un dictateur. Il doit savoir quelle attitude prendre vis-à-vis de son « probationer », et il doit agir autant avec fermeté qu'avec douceur et sympathie ». Tels sont d'une manière générale, d'après M. Cecil Leeson, l'attitude que doit avoir le probation officer vis-à-vis de la personne qui lui est confiée et l'esprit avec lequel il doit entreprendre son œuvre de régénération.

Afin d'établir ces rapports le probation officer doit avant tout bien connaître son « probationer ». Pour y réussir son principal devoir est de le visiter à intervalles réguliers. Aucune règle précise ne peut être fixée quant à la fréquence de ces visites, ce sont les circonstances seules qui, dans chaque cas particulier, détermineront les intervalles auxquels devront avoir lieu ces visites et le probation officer peut seul les fixer, le juge ne pouvant pas connaître suffisamment le délinquant ni les circonstances qui ont accompagné la commission de l'infraction ni le milieu dans lequel vit la personne qu'il a placée en probation. Ces intervalles peuvent eux-mêmes varier au cours de la période de probation, devenir plus espacés si le probationer se conduit bien ou au contraire devenir plus fréquents si le probation officer estime que la personne qui lui a été confiée a davantage besoin de ses conseils ou de son influence.

En règle générale, cependant, les Probation Rules de 1926 prévoient que ces visites devront avoir lieu au moins une fois par semaine pendant le premier mois de la période d'épreuve, devant ensuite dépendre de la conduite de l'individu. (1)

1) Statutory Rules 1926, § 40, pp. 6 et 7.

Au sujet de ces visites il est nécessaire de dire quelques mots sur l'endroit où elles doivent avoir lieu. Certains, la plupart, même, des probation officers visitent le délinquant à son propre foyer, d'autres au contraire, aux Etats-Unis spécialement, exigent que les « probationers » viennent eux-mêmes rendre compte de leur conduite, à certaines heures fixées d'avance, soit chez le probation officer lui-même, soit au « Probation Office » installé à cet effet dans les locaux du tribunal. Cette pratique est d'ailleurs reconnue officiellement par la loi de 1907, Section 4 § A.

Cette pratique du « reporting » au probation office est inévitable quand le probation officer est débordé de travail et qu'il a un nombre considérable de cas à surveiller, mais elle prête à de nombreuses critiques :

tout d'abord les « probationers » considèrent cette reddition de comptes comme une pure formalité et par conséquent l'influence morale qui doit se dégager de ces entrevues entre surveillant et délinquant se trouve bien atténuée ;

ensuite il est à peu près certain que le jour où il devra se rendre auprès de son probation officer, le délinquant tâchera d'avoir toutes les apparences d'une bonne conduite. Rien ne vaut en effet, pour juger la véritable moralité du délinquant, une visite imprévue au foyer même du délinquant ;

enfin cette habitude peut être dangereuse pour une autre raison : chaque probation officer doit avoir une moyenne de cinquante à soixante individus à surveiller (en fait, il en a presque toujours une centaine), la grande majorité, pour ne pas dire la totalité d'entre eux travaillent pendant la journée, il s'ensuit donc qu'ils ne peuvent guère se présenter au probation officer que le soir, et même à supposer qu'il consacre toutes ses soirées à interviewer ses probationers, il est dans l'obligation d'exiger chaque soir la présence d'un assez grand nombre d'entre eux. — C'est

là que réside le danger : ces délinquants vont être fatalement appelés à se rencontrer en ce point de rendez-vous, ils vont inévitablement lier connaissance entre eux, comparer leur situation. C'est ce qu'il faudrait à tout prix éviter, si l'on se souvient qu'une grande partie des personnes placées en probation sont des enfants ou tout au moins des jeunes gens susceptibles de subir la mauvaise influence de délinquants plus âgés ; il arrive aussi fréquemment que deux délinquants se complètent si bien mutuellement qu'ils deviennent capables de faire, à eux deux, ce qu'ils n'auraient jamais osé accomplir séparément. Il y a donc de sérieux arguments à opposer à cette pratique.

Si l'on est obligé par les circonstances à y avoir recours il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour parer à ces inconvénients et à ces dangers. Il ne faut pas tout d'abord que le probationer ait l'impression qu'il accomplit là une pure formalité, pour cela le probation officer doit rendre cette entrevue vivante, elle ne doit pas se composer de questions banales ou superficielles sur la conduite du délinquant, ses habitudes ou l'emploi de son temps, il faut au contraire que cette entrevue ait quelque chose de familier, d'intime, au cours de laquelle le surveillant prendra bonne note des renseignements qu'il recueillera et donnera quelques mots d'encouragement ou, au contraire, d'admonition suivant les cas.

Mais c'est surtout par la visite au « home » du délinquant que les renseignements les plus précieux, les résultats les plus satisfaisants pourront être obtenus.

« Toutes les fois que cela lui sera possible, le probation officer devra visiter le « home » du délinquant confié à sa surveillance. Là, au cours d'une seule visite, il rassemblera plus de renseignements qu'il ne ferait au cours d'une douzaine d'entrevues par groupes. Il peut arriver et il arrive même souvent

que ce n'est pas tant la personne placée en probation qui peut avoir besoin de l'influence du probation officer mais un autre membre de la famille. Au cours de ces visites le probation officer peut en effet découvrir que l'individu mis en liberté à l'épreuve a été la victime de certaines influences ou de certaines circonstances, et en conséquence tous ses efforts pourront s'étendre avec profit aux autres membres du cercle familial. » C'est ce qu'exprimait avec raison M. E. Mulready, membre de la Massachusetts State Probation Commission, et il cite à l'appui de son opinion un exemple caractéristique, rapporté par un de ses collaborateurs de la nécessité, de l'utilité de la visite au foyer même du délinquant :

« Depuis quelques temps j'avais à m'occuper d'un homme
« dont la femme se plaignait qu'il fût un mauvais mari,
« rentrant toujours tard chez lui, constamment en colère,
« essayant de se débarrasser de ses enfants, et passant toutes
« ses soirées au cabaret à boire. Cet homme que j'ai interrogé
« personnellement m'a dit : quand je rentre chez moi, le
« soir, après mon travail, le repas n'est jamais prêt, la maison
« est en désordre, il n'y a rien qui puisse me retenir, ni même
« m'attirer dans mon propre foyer, je préfère alors aller au
« café boire un ou deux verres de bière tout en bavardant avec
« quelques amis. Le cafetier que j'ai personnellement inter-
« rogé m'a dit en effet que cet homme passait la plupart de
« son temps à lire les journaux et qu'il ne l'avait jamais vu
« en état d'ivresse. Nous avons alors envoyé une dame visi-
« teuse voir la femme de cet individu et après un certain
« temps tout marchait bien, le ménage était bien tenu, le
« mari ne quittait plus son foyer et tous étaient heureux. »

Malgré le caractère un peu naïf de ce rapport, on voit aisément l'importance de la visite du probation officer au foyer du délinquant. Si l'on avait tout simplement demandé à cet homme de venir de temps à autre rendre

compte de sa conduite au probation office, la cause de cet abandon du foyer conjugal n'aurait jamais été connue, et pourtant, dans ce cas, le coupable véritable n'était pas le mari accusé d'abandonner sa femme et ses enfants, mais bien plutôt l'épouse incapable de rendre son intérieur suffisamment confortable et propre pour y attirer et y retenir son mari.

Ce qui est vrai pour les adultes l'est encore plus pour les enfants, car c'est presque toujours dans le cercle familial que l'on trouve les causes de la criminalité juvénile, soit que l'immoralité y règne en souveraine maîtresse, soit même que tout en étant des parents honnêtes et moraux, ces derniers n'exercent pas un contrôle assez sévère sur la conduite de leurs enfants. Et quand ce n'est pas le cercle familial lui-même qui laisse à désirer, la visite personnelle fait découvrir que c'est le voisinage qui est pernicieux ou immoral, et dans ce cas le probation officer ne manque jamais d'imposer un changement radical.

Il faut donc que le délinquant soit étudié et surveillé dans le milieu où il vit. C'est d'ailleurs par cet unique moyen que pourront être établies les relations qui doivent unir le probation officer et le « probationer », car le Probation System ne doit pas être considéré comme une mesure de coercition, comme un châtiment, mais bien plutôt comme une mesure d'ordre plus élevé, plus idéaliste : il est basé sur une compréhension mutuelle, sur une confiance réciproque et sur de véritables sentiments d'amitié, amitié consistant de la part du délinquant en une affection reconnaissante envers son probation officer et en un désir véritable et sincère de ce dernier d'aider et d'apporter un réconfort moral au délinquant. Le probation officer doit avoir l'âme d'un artiste, car c'est une argile humaine qu'il pétrit et façonne entre ses doigts, devant agir et penser autant avec son cerveau qu'avec son cœur.

S'il s'agit plus spécialement d'un probation officer pour enfants il doit les connaître et les aimer, quels que soient leurs torts, leurs mauvais instincts ou leurs défauts ; au fond de sa nature il doit être et rester jeune lui-même et ne pas oublier ce que sont leurs sentiments et leurs pensées, afin de pouvoir se mettre à leur niveau et de gagner leur confiance en devenant pour eux une sorte de camarade.

« Pensez leurs propres pensées. Abaissez-vous — si toutefois « c'est s'abaisser, ce que je ne pense pas — à leur niveau « intellectuel. Pour gagner leur confiance ayez leurs idées, « leur langage, n'hésitez pas non plus quelquefois à parler « argot. Soyez d'abord un enfant, tâchez ensuite de les élever « aussi haut que possible et vous serez étonnés de voir jusqu'où « ils peuvent aller...

« La patience est la mère de toutes les vertus, Rome n'a « pas été construite en un seul jour, de même ne cherchez pas « à construire en un jour le caractère de ces enfants qui vous « sont confiés. Comme cela doit être intéressant de dresser « les plans et d'édifier ensuite une grande construction, ou « de créer une ligne de chemin de fer difficile, ou de diriger « une grande entreprise commerciale ou industrielle ! Mais de « faire d'un menteur ou d'un polisson un homme au véritable « sens du mot est tellement plus intéressant, passionnant, « reconfortant !... » (1)

C'est avec cet état d'esprit que le probation officer doit commencer sa tâche avec les enfants. Parents, maîtres, des personnes respectables, ont tout entrepris mais ont dû renoncer à en faire quoi que ce soit, alors qu'il aurait peut-être suffi à cet enfant d'un simple hasard, d'un léger encouragement au moment voulu pour qu'il eut été tout différent. Ou bien

(1) Frederick P. Fairfield « Shall we train a boy by fear or by Kindness », pp. 23-24.

il peut avoir en apparence toutes les chances qu'un enfant peut avoir, seulement dans son entourage quelque chose a pu lui faire défaut. C'est à tout cela que le probation officer va tâcher de remédier, c'est ce quelque chose que le probation officer va tâcher de découvrir. Mais pour y parvenir il doit faire preuve de beaucoup d'initiative, parfois même d'imagination, il doit stimuler et développer ensuite tout ce qu'il y a de bon dans cet enfant, il doit d'autre part combattre toutes les mauvaises habitudes et lui en faire prendre de bonnes à la place.

Il doit lui dire « fais-ceci ou celà » et non pas « ne fais pas ceci ou celà ». Il ne doit pas entreprendre une œuvre destructrice mais il doit au contraire construire et remplacer insensiblement les mauvais instincts par de bons.

Mais qu'il s'agisse d'un mineur ou d'un majeur et malgré toutes les grandes qualités de cœur qui sont requises chez un probation officer celui-ci doit avant tout éviter l'attitude sentimentale qui ne tarderait pas à engendrer le mépris de la part des personnes confiées à sa surveillance. Il doit faire appel à l'esprit de justice et d'équité, il faut qu'il sache être sévère, quand l'occasion s'en présente, mais sans être dur.

En dehors de ses visites et des « reportings » le probation officer a d'autres fonctions encore. La Section 4 du Probation of Offenders Act et le paragraphe 43 des Probation Rules de 1926, prévoient en effet que le probation officer doit « conseiller, assister le « probationer », agir comme un ami à son égard, et, lorsque celà est nécessaire, l'aider à lui procurer un emploi. »

Cette dernière disposition est prise très à la lettre en Grande Bretagne et l'on peut dire que le probation officer est souvent un bureau de placement. Il se fait connaître des différents chefs d'entreprises de la localité où s'exerce son rayon d'action et il est ainsi capable de trouver facilement du travail

aux personnes qui lui sont confiées. Il est indiscutable que le travail régulier a un effet salulaire tant au point de la discipline du corps que de celle de l'esprit sur la plupart des individus placés en probation, aussi tous les probation officers sont-ils requis de faire tous leurs efforts afin de procurer un emploi régulier et rémunérateur à leurs probationers.

Mais là aussi l'œuvre du probation officer est très délicate à accomplir. Non seulement il faut qu'il évite de procurer un emploi dangereux tant au point de vue moral qu'au point de vue physique, surtout s'il a affaire à des jeunes gens ou à des jeunes filles, mais encore doit-il essayer de découvrir les goûts et la vocation de la personne pour laquelle il cherche cet emploi. A New-York une initiative intéressante a été récemment prise à cet égard : elle consiste en la création d'un bureau de placement spécial pour les jeunes délinquants, d'après les vocations ou les aptitudes que ceux-ci semblent manifester. Les membres de ce bureau de placement donnent à ces jeunes gens les conseils qu'ils croient bons devoir leur adresser en vue de leur situation non seulement présente mais aussi future, veillent à ce qu'ils quittent un métier qui ne leur convient pas intégralement. Ils sont en rapport étroit avec les différents chefs d'entreprise, spécialement avec ceux dont les intérêts ne sont pas purement commerciaux. Nombreux sont d'ailleurs ces derniers qui n'hésitent pas à prendre chez eux les jeunes délinquants, en toute connaissance de cause et à les aider de leur mieux sous une bonne surveillance.

Au cas où le probation officer a réussi à placer son probationer chez un patron qui ignore tout du passé juridique de ce dernier, il est inutile de dire qu'il doit faire preuve de beaucoup de délicatesse et de prudence lorsqu'il va voir le patron de son protégé pour lui demander des renseignements sur sa conduite et son travail, car il pourrait arriver qu'une

attitude tout à fait différente soit prise à l'égard du probationer suivant l'état d'esprit de l'employeur.

Il n'est pas interdit non plus au probation officer de procurer une aide matérielle à la personne qui lui a été confiée, dans les cas urgents où elle peut en avoir besoin. Mais il est recommandé cependant que ce ne soit pas le probation officer qui le fasse lui-même cela risquerait en effet de ternir les rapports qui doivent exister entre l'un et l'autre. Ce danger était d'ailleurs déjà prévu au début du fonctionnement du Probation System, il est mentionné dans le Rapport du Départemental Committee on Probation of Offenders Act 1907 de 1910.

En Grande Bretagne on a alors recours, la plupart du temps, à la Caisse pour les Pauvres qui existe dans chaque tribunal, ou à des organisations charitables laïques ou religieuses, il n'y a, dans ces conditions, aucun inconvénient à ce que le probation officer serve d'intermédiaire.

Mais quels que soient les procédés auxquels on ait recours ces subsides matériels donnés aux probationers ne sont pas vus avec beaucoup d'enthousiasme en Grande Bretagne. Il est recommandé aux probation officers d'en user le moins souvent possible et cela surtout afin que le Probation System ne soit pas considéré comme une sorte de caisse de secours par le jeu de laquelle les paresseux pourraient trop facilement obtenir une aide matérielle. (1)

(1) Report of the Departmental Committee 1910, H. M. S. O., Cd 5001, p. 8 § 42.

CHAPITRE QUATRIÈME

Résultats obtenus par le “ Probation System ”

I

En Grande Bretagne

Les statistiques publiées par le Home Office montrent que le Probation System a tendance à se répandre de plus en plus en Angleterre. Les chiffres des cas d'application augmentent d'année en année, notamment en ce qui concerne les mineurs.

Le fonctionnement du Probation of Offenders Act tend aujourd'hui à s'uniformiser un peu partout, mais au cours des premières années les rapports et les statistiques montrent de grosses disproportions entre les différentes localités, les plus nombreuses applications ayant été faites par les London Sessions. Les seules disproportions que nous relevons encore aujourd'hui ont uniquement trait aux différences de compétence qui existent entre les différents tribunaux, le plus grand nombre de « probation orders » étant rendus par les Courts of Summary jurisdiction et les Courts of petty sessions. Cette disproportion n'a d'ailleurs rien qui doive nous surprendre cette catégorie de tribunaux ayant à juger de délits de moindre importance que les Courts of Assize ou les Courts of Quarter

Sessions, et ayant, par conséquent, plus fréquemment l'occasion d'appliquer les dispositions de la loi de 1907.

En 1908 après une année de fonctionnement du nouvel Act, sur 757.080 personnes ayant comparu devant tous les tribunaux d'Angleterre et du Pays de Galles, 8.023 bénéficièrent des dispositions du Probation of Offenders Act, la grande majorité des probation orders, 7.510, ayant été rendus par les Courts of Summary jurisdiction, et depuis, ce nombre n'a été qu'en augmentant, bien que l'on assiste au contraire à une décroissance générale de la criminalité en Angleterre, où même pendant la Grande Guerre la totalité des délinquants n'a jamais dépassé le chiffre de 668.835 en 1916.

Il a toujours été fait une application beaucoup plus restreinte aux femmes qu'aux hommes, d'une part, et aux majeurs qu'aux mineurs d'autre part. C'est ainsi que sur les 8.023 individus ayant bénéficié du Probation of Offenders Act, 1913 seulement étaient des femmes et 2.659 des individus âgés de plus de vingt et un ans.

En 1909 et 1910, malgré l'extension prise par le Probation System, les proportions restent à peu près les mêmes.

Au cours de l'année 1909, 8.962 personnes, et en 1910, 10.223 ont été placées en probation sur les 726.256 et 698.305 délinquants.

Mais nous sommes obligés de remarquer que ces statistiques sont incomplètes. En effet nous avons eu l'occasion de signaler que le Probation of Offenders Act prévoyait trois mesures différentes : renvoi pur et simple de l'inculpé, ou bien obligation de mener une vie honnête avec ou sans surveillance. Les statistiques établies les premières années ne distinguent pas suivant que le délinquant a ou n'a pas été placé sous la surveillance d'un probation officer. Ce n'est qu'à partir de 1924 que l'on a commencé à faire cette distinction et depuis les statistiques mentionnent expressément

le nombre d'individus auxquels il a été fait application du Probation of Offenders Act, au sens restreint du mot, c'est-à-dire ceux qui ont été placés sous la surveillance d'un probation officer, alors que c'est là vraiment la caractéristique du système.

En 1924 sur un chiffre total de 641.713 délinquants, 79.853 ont bénéficié du Probation System, mais sur ces 79.853, 14.193 seulement ont été placés sous la surveillance d'un probation officer, alors qu'en 1908 le chiffre total des personnes qui avaient bénéficié de l'application de la loi nouvelle atteignait seulement un peu plus de 8.000 délinquants. Le plus fort contingent des probationers provient, nous l'avons vu, des Courts of Summary jurisdiction et il est même curieux de remarquer que ce sont pour les « indictable offences », par conséquent les infractions les plus graves de leur compétence, que le plus grand nombre de probation orders a été rendu. C'est ainsi que sur 44.264 personnes coupables d'indictable offenses ayant comparu devant ces tribunaux, plus de la moitié soit 22.141 ont bénéficié des dispositions de la loi de 1907 alors que sur environ 534.363 individus coupables d'infractions « non indictable » 59.259 seulement ont été relâchés en vertu du Probation of Offenders Act. La raison de cette disproportion provient de ce que l'amende est encore la peine qui convient le mieux à ce genre d'infraction. (1)

Les statistiques de 1925 montrent une légère augmentation, tout en conservant toujours à peu près les mêmes proportions et les mêmes symptômes.

Sur un total de 668.344 personnes poursuivies devant les tribunaux répressifs, 84.580 — soit environ 5.000 de plus que l'année précédente — ont bénéficié des dispositions de

(1) Criminal Statistics for the year 1924, H. M. S. O. 1926, cmd 2602 pp. 9 à 11.

la loi de 1907. Dans le chiffre total, sur les 50.583 délinquants coupables d'infraction «indictable», plus de la moitié, 23.747, reçurent l'application des dispositions du Probation of Offenders Act, tandis que sur les 560.501 personnes poursuivies pour infractions «non indictable» 60.883 seulement ont bénéficié de cette loi.

En somme après la peine d'amende c'est le Probation System, au sens large du mot; qui est le plus souvent appliqué, ses cas d'application dépassant même de beaucoup la peine d'emprisonnement, car en 1925 sur les 668.344 personnes jugées, 493.325 ont été condamnées à l'amende, 84.580 ont bénéficié des dispositions de la loi de 1907 et 27.747 seulement ont été condamnées à la prison.

Sur les 84.580 personnes ayant reçu l'application du Probation of Offenders Act, 52.210 ont été «discharged», 17.306 ont été placées en probation sans surveillance, et 15.094 avec surveillance.

La proportion des hommes est beaucoup plus considérable que celle des femmes, 12.477 contre 2.617 et celle des majeurs environ le double de celle des mineurs (8.267 contre 4.953) si l'on se souvient que la majorité pénale a été fixée en Grande Bretagne à l'âge de seize ans.

Si l'application du Probation System a une tendance bien marquée à se répandre de plus en plus en Angleterre, il n'en est pas moins vrai cependant que certains tribunaux, semblent avoir une prédilection tout à fait spéciale pour cette méthode, alors que d'autres, au contraire, en font une application assez restreinte, (1). Mais cette disproportion tient surtout au fait qu'un assez grand nombre de tri-

(1) Report of the Departmental Committee on the training appointment and payment of Probation Officers, H. M. S. O. 1922 and 1601.

bunaux, dans les petites villes, sont entièrement dépourvus de probation officers et sont par conséquent dans l'impossibilité matérielle de relâcher les délinquants en vertu des dispositions de la loi de 1907. Il est regrettable de constater en effet, qu'après vingt ans que le système fonctionne en Grande Bretagne, sur les 1.031 Cours de juridiction sommaire d'Angleterre et du Pays de Galles, cent trente sept sont encore à l'heure actuelle totalement privées de probation officers.

Pour tâcher d'excuser cette lacune, certains magistrats ont prétendu que leur ressort étant situé à la campagne, le système de probation était inutile dans les villages, l'opinion publique remplaçant avantageusement l'influence du probation officer.

Après avoir vu jusqu'à quel point il était fait usage du Probation System en Grande Bretagne, après avoir constaté l'accroissement des cas d'application d'année en année, il serait intéressant de savoir si les résultats obtenus au moyen de cette nouvelle méthode justifient la confiance que lui témoignent la plupart des magistrats qui sont chargés de l'appliquer.

Ces résultats nous sont donnés par deux sources différentes, d'une part les statistiques officielles du Home Office, d'autre part les témoignages de certains magistrats ou de certains probation officers impartiaux.

Les statistiques du Home Office après avoir indiqué le nombre de personnes placées sous la surveillance d'un probation officer, indiquent dans un paragraphe complémentaire le nombre correspondant de personnes qui n'ont pas donné les résultats satisfaisants qu'on attendait d'elles. Sans se laisser éblouir par ces chiffres qui, à première vue, semblent fort encourageants, on peut tout de même conclure que la méthode administrée par un personnel de valeur donne cer-

tainement d'excellents résultats, non seulement au point de vue de la prévention mais aussi à celui de la répression de la criminalité.

Les résultats donnés par ces statistiques ne sont cependant pas entièrement complets, par exemple si elles nous montrent qu'en 1925, sur les 15.094 personnes placées en probation, sept cent vingt trois seulement n'ont pas terminé leur période d'épreuve dans de bonnes conditions, nous ne savons pas quels sont les résultats pour ceux dont la période d'épreuve s'étend sur une période de deux et même de trois ans, les statistiques pour 1925 ayant été publiées en 1927. Il y a là évidemment une lacune.

Voici néanmoins les chiffres connus :

Au cours de l'année 1908, sur les 8.023 personnes placées en probation 567 eurent à comparaître à nouveau devant le tribunal à la fin de leur période d'épreuve. Sur ces 567, soit cent quatre vingt dix-huit furent relâchés purement et simplement, le tribunal n'ayant pu retenir contre eux des charges assez graves pour justifier soit une prolongation de leur période d'épreuve, soit un châtiment plus sévère, cent trente neuf furent condamnés pour avoir commis de nouvelles infractions, cent quarante neuf envoyés en prison.

En 1909 sur les 8.962 personnes placées en probation, six cent vingt quatre eurent à comparaître à nouveau. Sur ce nombre, cent trente trois furent remises en liberté, cent quatre vingt deux envoyées en prison et quarante et une condamnées à l'amende.

Quant aux deux dernières années les résultats semblent encore plus satisfaisants. Sur les 14.193 délinquants placés sous la surveillance d'un probation officer en 1924, cinq cent vingt cinq seulement eurent à comparaître devant les tribunaux, la proportion des résultats satisfaisants est donc encore plus forte, et encore sur ces cinq cent vingt cinq,

quarante cinq furent-ils définitivement remis en liberté, et trois seulement ont vu leur période d'épreuve prolongée.

Les statistiques de 1925 conservent toujours à peu près les mêmes proportions. Sur les 15.094 personnes mises à l'épreuve, 733 ont eu à comparaître à nouveau devant les tribunaux, sur ces 733, quatre vingt cinq ont été remises en liberté et 116 ont été condamnées à la prison pour avoir commis de nouvelles infractions au cours de leur période d'épreuve.

En sorte que, même si nous tenons compte de la réserve que nous avons faite, ces chiffres nous paraissent assez éloquents quant aux résultats du Probation System. Et d'ailleurs partout où il fonctionne nous trouvons les mêmes proportions de succès et d'échecs.

II

Aux Etats Unis

Pour l'Amérique, les chiffres que nous avons pu nous procurer datent d'un certain temps et remontent à 1912 pour l'Etat du Massachussets et à 1919 pour l'Etat de New-York, mais il nous a tout de même paru utile et intéressant de les rapporter ici.

Pour l'Etat de Massachussets seul, sur les 14.192 délinquants placés en probation en 1912, les résultats sont les suivants :

- 1) 8.651 ont été rendus à la pleine et entière liberté à l'expiration de leur période d'épreuve.
- 2) 1.932 ont vu cette période prolongée.
- 3) 668 ont été arrêtés pour infractions commises au cours de leur période d'épreuve.

- 4) 1.303 ont réussi à échapper à la surveillance de leur probation officer.
- 5) 1.638 ont dû être traduits devant les tribunaux pour avoir violé les conditions qui leur avaient été imposées.

Des chiffres qui précèdent nous pouvons alors déduire les résultats suivants :

Sur 14.192 individus :

3.609 n'ont pas donné de résultats satisfaisants (catégories 3-4 et 5).

1.932 peuvent être considérés comme étant des cas douteux (catégorie 2)

8.651 peuvent être considérés comme ayant donné de bons résultats.

Dans l'Etat de New-York au cours de la même année les proportions sont également, à peu de chose près, les mêmes.

	Garçons	Filles	Hommes	Femmes	Total
Cas satisfaisants	2.263	512	5.066	1.061	8.002
Cas non satisfaisants	66	10	342	76	494
Réarrêtés et retraduits en justice	476	90	712	192	1.470
Ayant changé de domicile	30	5	76	10	121
Ayant échappé à la surveillance du Probation Officer	15	3	287	84	389
Résultats inconnus	177	28	178	34	417
	3.027	648	6.661	1.457	11.793

Ces chiffres nous donnent alors le pourcentage suivant :

	Garçons	Filles	Hommes	Femmes	Total
Cas satisfaisants	80 %	83 %	79 %	75 %	79 %
Résultats non satisfaisants	2 %	1 %	5 %	5 %	4 %

Le pourcentage des cas pouvant être considérés comme étant un succès de la méthode est donc très élevé puisqu'il atteint presque 80 % des individus placés en probation. Toutefois la question de savoir si le Probation System est réellement le meilleur moyen de traiter la grande majorité des délinquants ne doit pas être une simple question de dosage. Pour mesurer ces résultats à leur juste valeur il est encore nécessaire de s'entendre sur le sens des mots « résultats satisfaisants » ou « non satisfaisants ». Pour cela il s'agit non seulement de savoir si la conduite du délinquant a été suffisamment bonne pour l'empêcher d'être traduit devant le tribunal au cours de sa période d'épreuve, mais aussi si le niveau général de sa conduite morale s'est élevé au point de rendre improbable à tout jamais la commission d'une nouvelle infraction de sa part. Et comme nous le disions plus haut, étant donné la manière dont sont dressées les statistiques il nous est impossible de donner la moindre certitude à cet égard. Il faudrait pour cela suivre chaque cas individuellement, bien longtemps après la fin de la période de probation, sinon pendant toute la vie.

Il y a également un autre facteur qui nous autorise à formuler de nouvelles réserves, cet autre facteur c'est la durée de la période d'épreuve, car il n'est pas douteux que les résultats varient suivant la longueur de la durée de la surveillance. Les délinquants placés sous la surveillance d'un probation officer pour de courtes périodes offrent presque toujours un

pourcentage de succès beaucoup plus élevés que ceux qui y sont soumis pour une période plus longue.

Les résultats heureux ou malheureux varient enfin encore suivant les conditions imposées aux délinquants. Certaines de ces conditions peuvent être plus sévères que d'autres, et naturellement plus elles sont sévères moins l'individu qui y est soumis a des chances de les observer strictement jusqu'à la fin de sa période d'épreuve.

III

Jugements portés sur le « Probation System »

Il ne faut donc pas se laisser aveugler par les chiffres de ces statistiques. Aussi n'est-ce pas d'après elles seulement que nous jugerons les résultats d'une méthode somme toute assez nouvelle et qui n'a pas encore fonctionné pendant suffisamment de temps pour avoir fait toutes ses preuves. Nous invoquerons alors les témoignages de ceux qui ont approfondi le fonctionnement du Probation System, nous verrons ce qu'ils en pensent et à quel point ils l'estiment : Magistrats, Membres du Parlement, probation officers eux-mêmes, Comités chargés d'enquêter sur son fonctionnement et nous verrons si leurs appréciations corroborent l'impression produite par la lecture des statistiques du Home Office.

Lors du huitième Congrès Pénitentiaire International tenu à Washington en 1910 un premier jugement fut porté sur le Probation System.

La question suivante fut posée aux membres du Congrès :

« Quel est l'effet, sur la criminalité, des mesures législatives prises dans certains Etats sous la forme de probation ou de sursis au jugement, afin d'éviter la nécessité de l'emprison-

nement, en particulier aux délinquants primaires, en tenant compte de l'âge, de la moralité et des antécédents du délinquant. Est-il désirable de voir ces lois ou d'autres lois similaires s'étendre ? »

Trente quatre Etats étaient représentés à ce Congrès par quatre vingt un délégués et la réponse suivante fut votée à l'unanimité :

« Les effets de la mise à l'épreuve sont utiles et avantageux quand elle est appliquée en vue de la protection de la Société et quand elle peut l'être à des individus que, raisonnablement, on peut espérer amender, sans avoir recours à l'emprisonnement et lorsque les délinquants sont placés sous la surveillance d'un « probation officer » compétent pour une période d'une durée raisonnable. »

« Les effets du sursis au jugement sans surveillance ni contrôle sont difficiles sinon impossibles à déterminer. Il est à souhaiter que des lois de probation soient introduites et étendues dans chaque Etat et que chacun de ces Etats soit pourvu d'une autorité centrale exerçant un contrôle général sur le travail de probation ».

C'est ce qu'avait compris le Parlement Britannique quelques années auparavant : devant la Chambre des Communes et devant la Chambre des Lords le Probation of Offenders Bill semble avoir recueilli l'unanimité des suffrages, ainsi qu'il ressort des travaux préparatoires et des débats. Aucune objection de principe n'a jamais été faite et au cours de la discussion on ne relève que de simples suggestions. Et Mr. Herbert Samuel, Under Secretary of State for the Home Département, exprimait l'opinion générale de tous ses collègues, lorsqu'il disait, devant la Chambre des Communes, le 8 mai 1907, peu de temps avant la promulgation de la nouvelle loi : « Ce projet n'a été l'objet d'aucune opposition et le Gouvernement n'a jamais perçu le moindre souffle

d'opposition à son sujet dans les moindres recoins de la Chambre ». (1)

Témoins encore de la confiance générale en faveur de la nouvelle loi ces mots du Comte of Meath à la Chambre des Lords, le 5 août 1907 : « Tous ceux qui s'intéressent aux réformes sociales doivent se montrer reconnaissants envers le Gouvernement de Sa Majesté qui a pris l'initiative de ce projet de loi. Il n'y a aucun doute qu'il ne soit un excellent instrument de prévention de la criminalité, qui doit, dans une très large mesure vider nos prisons. Si le Gouvernement se vouait uniquement à des travaux de ce genre il ajouterait grandement au bonheur de son peuple ! » (2)

Jusqu'à présent nous n'avons vu formuler que des espoirs. Ceux-ci ont-ils été déçus ou au contraire confirmés ? Pour répondre à la question il faut déjà avoir assisté au fonctionnement du nouveau mécanisme. Si nous nous en rapportons aux divers rapports qui ont été dressés à ce sujet par des hommes compétents, spécialement désignés pour étudier l'opportunité de la nouvelle méthode, nous verrons que ces espérances étaient bien fondées.

Une année après la mise en vigueur de la loi de 1907 une commission fut désignée par le Right Honourable Gladstone, M. P. Secretary of State for the Home Département pour se livrer à une enquête auprès des cours et tribunaux sur le fonctionnement du Probation of Offenders Act 1907 et relever, le cas échéant, les remarques, suggestions ou amendements qu'il jugerait utiles d'apporter à la législation en vigueur.

En terminant leur rapport, déposé le 23 décembre 1909, les membres de cette Commission, tout en reconnaissant que certains tribunaux, en partie à cause de la nouveauté de la

(1) Parliamentary Debates, volume 174, col. 294, 8 mai 1907.

(2) Parliamentary Debates House of Lords, volume 179, col. 1482, 5 août 1907.

méthode et en partie à cause d'une certaine conception erronée de sa portée, n'avaient pas fait usage des pouvoirs qui leur étaient conférés par la nouvelle loi autant qu'ils auraient dû le faire, affirmaient cependant que la loi avait été d'une immense utilité dans un grand nombre de cas et qu'elle « était appelée à devenir par la suite l'un des instruments les plus importants du système pénal anglais ». (1)

Ces impressions premières nous les retrouvons tout au cours de la carrière du Probation of Offenders Act, notamment douze ans plus tard dans un rapport rédigé par une nouvelle Commission chargée d'enquêter sur la manière dont les probation officers étaient en général professionnellement entraînés pour leur travail.

« Nous aimerions ajouter quelques mots sur la valeur du Probation System en ce qui concerne la répression et la prévention de la criminalité. Cette méthode a depuis longtemps dépassé le temps où elle n'existait encore qu'à l'état expérimental : elle a pris une place prédominante et permanente dans notre system répressif ainsi que dans celui de nombreux pays étrangers. L'idée qui se trouve à sa base c'est l'influence qu'un homme ou une femme, doués d'une forte personnalité peuvent exercer sur un individu de caractère faible ou manquant de maturité, qui, en raison d'un manque de discipline ou de mauvaises associations ou d'autres circonstances a été conduit à commettre une infraction et est susceptible de persister dans ces habitudes criminelles. L'expérience a prouvé, sans aucun doute, que les méthodes ordinaires jusqu'à présent mises à la disposition des tribunaux, telles que l'amende ou la prison échouent trop souvent pour la répression ou la prévention de la criminalité. D'autre part, le Probation System,

(1) Departmental Committee Report p. 43 § 78, H. M. S. O., Cd 5.001.

appliqué à des cas appropriés, a toujours montré d'heureux résultats en opérant un véritable changement dans l'attitude morale des individus traduits devant les tribunaux et leur permettant de prendre une place honorable parmi les citoyens honnêtes et respectueux des lois. »

« Les chiffres qui nous ont été soumis, montrant le pourcentage des cas satisfaisants et de ceux qui peuvent être considérés comme constituant un échec, sont des plus satisfaisants et fournissent l'argument le plus solide et le plus fort en faveur du développement du Probation System et de son importance. » (1)

« Il ne s'ensuit pas pour cela qu'il doive être considéré comme une panacée universelle pour la prévention de la criminalité. Il existe des infractions qui sont trop graves pour autoriser la libération de leur auteur sous la surveillance d'un probation officer et il y a des délinquants qui en raison de leur longue carrière criminelle ou en raison d'autres circonstances ne sont pas susceptibles de s'améliorer sous son influence. Mais toute liberté d'appréciation doit être laissée aux magistrats pour savoir si dans tel cas particulier ou en raison de telles circonstances le délinquant peut avec profit être placé en probation. Il semble cependant que les immenses avantages qui peuvent être retirés du Probation of Offenders Act ne soient pas toujours suffisamment connus ou appréciés par les Cours et les Tribunaux de ce pays. Non seulement la procédure devrait en être familière à chaque magistrat, mais encore chacun d'entre eux devrait avoir constamment présente à l'esprit la possibilité d'appliquer cette méthode et l'organisation du personnel des probation officers devrait être telle qu'elle permette à chaque magistrat d'user du Probation System dans toute son ampleur.

(1) Report of the Departmental Committee, Cmd 1601, H. M. S. O., 1922.

Pour que les résultats du Probation System soient vraiment satisfaisants il est nécessaire qu'il soit appliqué le plus tôt possible au cours de la carrière criminelle du délinquant. Trop souvent, au dire des criminalistes anglais, aussi bien pour les mineurs que pour les majeurs, la mise à l'épreuve ne joue que quand d'autres systèmes pénaux ont déjà échoué, le résultat fâcheux auquel on aboutit alors est de faire commencer son œuvre au probation officer avec le minimum de chances de succès.

D'autre part, quand un délinquant a déjà été placé en probation sans aucun succès, il y a un véritable danger à en répéter l'application lors de la seconde ou de la troisième infraction commises par lui. Les directeurs des « Reformatories » ou des « Industrial Schools » ont également fait remarquer que leurs efforts dans ces Etablissements étaient fortement handicapés à la suite d'une mauvaise application de la probation : les jeunes gens et les jeunes filles qui ont été mis en liberté à l'épreuve non seulement pour leur première mais aussi pour leur seconde ou même leur troisième infraction avant d'être confiés à ces institutions ont été entraînés à une vie indisciplinée, leur caractère s'est formé et leur amendement est devenu par conséquent beaucoup plus difficile. Aussi nombreux sont les pénalistes qui critiquent l'application du Probation System après une première infraction, à part, naturellement les cas exceptionnels. (1)

La diminution très sensible du nombre de la population des prisons et des envois dans les Reformatories ou dans les Ecoles Industrielles au cours des dernières années doit être sans aucun doute partiellement attribuée à l'usage de plus en plus fréquent

(1) Departmental Committee on Reformatory and Industrial School, 1913, Cmd 6838, H. M. S. O.

qui est fait en Grande Bretagne du Probation of Offenders Act 1907. Il nous est, en effet, à peine nécessaire d'insister sur le fait que le Probation System présente une réelle économie si on le compare aux dépenses entraînées par l'entretien des prisons. « Nous ne préconisons pas seulement le Probation System parce que c'est un procédé économique mais nous désirons cependant insister également sur les économies considérables qui peuvent être réalisées au profit des fonds publics par un emploi approprié de cette méthode » disaient en 1922 les membres du Comité désignés pour l'étude de son fonctionnement.

Enfin dans le rapport qui a été rédigé pour l'Ecosse nous retrouvons l'écho de ce que nous avons vu en Angleterre : « Le Probation System n'est pas seulement une porte d'espoir, il est aussi une méthode certaine qui doit être appliquée aux adolescents et à certains adultes. Il est à souhaiter que cette méthode s'étende chaque jour davantage. » (1)

D'autres témoignages encore peuvent être invoqués : ceux des personnes par exemple auxquelles incombe l'application de la méthode, je veux dire les magistrats eux-mêmes, et ceux-ci ne manquent point ; nous ne citerons que les plus caractéristiques. C'est ainsi qu'en 1910 déjà, M. Robert Wallace, en s'adressant au jury, lors de l'Ouverture des Sessions Générales à Londres dont il était le Président, disait, faisant allusion au rôle relativement peu chargé d'affaires : « De session en session j'ai toujours étudié avec la plus grande attention la composition des différents rôles, mais à l'heure actuelle je suis convaincu qu'il y a une diminution graduelle et très sensible de la criminalité à Londres, et cette heureuse diminution je l'attribue largement à la nouvelle méthode adoptée : le Pro-

(1) H. M. S. O. 1928, p. 41, 192.

bation System. Je suis convaincu que cette méthode qui essaye de réparer la vie d'un homme au lieu de l'anéantir opérera peu à peu une évolution complète dans les mœurs et les habitudes du pays. » (1)

Au Congrès Annuel des Magistrats en 1923, Sir Robert Wallace, Président, se plaint de ce que le Probation of Offenders Act ne soit pas encore suffisamment connu en Grande Bretagne et qu'il n'en soit pas fait un plus large emploi, la moitié environ de tous les individus mis à l'épreuve en Angleterre provenant des London Sessions. « Avec la sécurité de l'Etat les magistrats ne doivent avoir qu'un seul but : éviter autant que possible la prison aux délinquants. »

Membres du Parlement, simples particuliers, probation officers et magistrats sont donc tous unanimes à vanter avec enthousiasme les avantages du Probation System. Mais cela ne veut pas dire qu'il soit parfait. Il présente encore bien des défauts. Aussi sont-ce ces défauts que nous voulons maintenant aborder en tâchant de mettre en lumière les remèdes qui pourraient y être apportés. D'une façon générale, la seule critique sérieuse qu'on puisse faire au système britannique c'est d'être parfois défectueux dans son organisation et son application pratiques, c'est comme le dit M. Cecil Leeson dans son ouvrage « The Probation System », la mauvaise administration d'un principe excellent en soi.

IV

Défauts du Système

Ces défauts peuvent être ramenés à quatre chefs principaux que nous étudierons à tour de rôle :

(1) Times, 2 février 1910.

a) collaboration de probation officers peut-être animée de la meilleure bonne volonté mais parfois inaptes à en remplir les fonctions.

b) application du système à des cas auxquels il ne convient pas, autrement dit abus du Probation System.

c) périodes de probation trop courtes.

d) manque de contrôle et d'organisation générale.

§ 1. — « *Probation officers* » inaptes

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer, la personnalité du probation officer est la clef de voûte de la méthode ; la valeur et l'efficacité de l'épreuve dépendant en grande partie de la personnalité du probation officer chargé de la surveillance du délinquant. « Le Probation System est ce que le probation officer le fait » disaient déjà les membres du Departmental Committee de 1909, rien, en effet, ne saurait être plus vrai. Si l'on désire que la mise à l'épreuve donne les meilleurs résultats il faut avant tout choisir des surveillants qui offrent toutes les qualifications et toutes les garanties possibles : quant à l'âge, la moralité, l'éducation professionnelle, l'expérience du métier, la personnalité susceptible d'exercer une bonne et saine influence sur les délinquants confiés à leur garde. Nous avons déjà eu l'occasion d'insister longuement sur ces qualités essentielles que doit posséder tout bon probation officer ; il est donc inutile d'y revenir.

Mais en dehors de toutes les qualités requises chez un probation officer, lorsque le fonctionnement du système est confié à des fonctionnaires compétents et entièrement qualifiés pour leur tâche il existe toujours un certain danger : celui de voir la mise à l'épreuve devenir purement une formalité. En effet peu importent les qualités du probation officer, peu importe la conscience qu'il apporte à sa tâche, si le tribunal le surcharge

de travail. Le résultat sera alors exactement le même que s'il n'était ni compétent ni consciencieux. Le probation officer doit pouvoir disposer de suffisamment de temps pour ses visites à domicile et pour avoir une entrevue avec les délinquants qui lui sont confiés ailleurs que chez eux, il doit être à même de pouvoir se tenir très au courant de leur conduite.

Il est donc plus que nécessaire d'avoir un personnel suffisamment nombreux pour parer à ces graves inconvénients.

Un autre reproche que l'on peut adresser aux organisateurs du système est relatif à l'inobservation de la Section 3 § 2 du Probation of Offenders Act de 1907, qui prévoit la désignation de surveillants spéciaux pour les enfants, et d'une façon générale pour les mineurs de seize ans. Pour, on ne sait au juste quelle raison, cette disposition est trop insuffisamment observée en Grande Bretagne alors que cependant la nécessité d'un probation officer spécialement entraîné et désigné pour s'occuper des mineurs se fasse particulièrement sentir, car c'est surtout pour les jeunes délinquants que le ministère d'un probation officer est des plus importants, leur tâche étant beaucoup plus difficile et délicate. Les enfants et les adolescents sont d'un contrôle difficile. Il leur faut donc de bonne heure un guide dévoué qui exerce sur eux une bonne et saine influence.

La même remarque peut être faite à propos du § 2 de la Troisième Section du Criminal Justice Acte de 1925 autorisant les cours et tribunaux là où les circonstances l'exigent à désigner des femmes pour surveiller les délinquantes. Pour de nombreuses raisons faciles à comprendre il n'est pas souhaitable, en effet, qu'une femme ou une jeune fille soient placées sous la surveillance d'un homme, aussi les circulaires du Home Office et les rapports qui ont été dressés sur la question ne cessent-ils d'insister sur l'observation plus stricte de cette disposition. Et cette remarque se trouve encore plus

intimement liée à la précédente par le fait qu'il existe une tendance de plus en plus marquée à placer sous la surveillance de femme probation officers les enfants au-dessous de l'âge de seize ans, ainsi que cela est d'ailleurs pratiqué dans un grand nombre de tribunaux américains, où les résultats les meilleurs ont été obtenus, grâce à l'observation de cette pratique. (1)

Une dernière critique à adresser au Probation System vise la pratique à laquelle certains magistrats ont eu recours et qui consiste à employer comme probation officers les polices constables. Cet usage s'était répandu dès le début du fonctionnement de la mise à l'épreuve. Là où il n'existait pas de police court missionaries et dans les cours où ils n'étaient pas en nombre suffisant, les magistrats chargeaient et chargent encore certains agents de police de remplir les fonctions de probation officers. Ce système a, dès le début, été jugé comme très défectueux, aussi, rares sont à l'heure actuelle les tribunaux où il existe encore.

Si toutefois les polices constables avaient été uniquement employés aux fonctions de probation officers le mal n'aurait certainement pas été aussi grand, mais c'est qu'ils conservaient encore leurs attributions d'agents de police. Le Home Office avait d'ailleurs si bien pressenti et compris le danger, qu'une

(1) En ce qui concerne les probation officers femmes on est arrivé cependant à se demander si, malgré tout, les probation officers hommes ne réussissent pas mieux auprès des femmes.

Nous invoquons à cet égard le témoignage d'une femme probation officer de Glasgow, Mrs Jessie Forbes : « La femme, aussi avilie soit-elle, a toujours une tendance à faire de l'homme le confident de ses faiblesses, de ses malheurs ; il est même assez curieux de remarquer qu'en ce qui concerne la divulgation des secrets des autres, une femme parlera davantage en présence d'un détective homme que d'une autre femme. »

(Corporation of Glasgow. Report and Recommendations by special Committee 1919 p. 92.)

circulaire accompagnant le Probation of Offenders Act de 1907 invitait les magistrats à faire le moins souvent possible appel aux services des agents de police, même dans les endroits où ils ne pourraient pas recruter immédiatement tout le personnel de probation officers dont ils pourraient avoir besoin exprimant l'opinion que l'influence que pourraient exercer des personnes étrangères à la police serait certainement préférable à celle émanant d'agents de police ou de toute personne ayant un lien quelconque avec elle. Aussi à l'heure actuelle là où exceptionnellement il est encore fait appel au concours des agents de police ceux-ci accomplissent leurs nouvelles fonctions en civil et ne conservent aucune de leurs anciennes attributions, ceci afin d'éveiller le moins de suspicion possible. En dehors de ces précautions extérieures et matérielles ils sont particulièrement choisis pour leur instruction et leur tact.

Les raisons pour lesquelles ces précautions ont été édictées sont d'ailleurs assez aisées à saisir. Il est en effet nettement contraire à l'esprit de la Loi que la même personne soit chargée tout d'abord de la fonction d'arrêter, quelquefois en le malmenant, l'individu qui, le lendemain, sera confié à ses soins en qualité de probation officer et à l'égard duquel elle devra exercer une surveillance quasi-amicale. Il y aurait là sinon quelque chose d'illogique, tout au moins d'anormal, risquant fort de compromettre les rapports qui doivent exister entre le probation officer et l'individu qui lui est confié. Il doit donc exister une sorte de cloison étanche entre le personnel de la police et celui des probation officers chargés de veiller au bon fonctionnement du système. Aussi dans le même ordre d'idées, les partisans du Probation System préconisent-ils que les renseignements recueillis par un probation officer sur un délinquant ne soient pas, à moins naturellement de cas tout à fait exceptionnels, communiqués à la police.

§ 2.— *Application du « Probation System » à des cas inappropriés*

Un autre grave défaut que l'on relève dans l'organisation du Probation System, et qui peut-être la cause de nombreux échecs, est l'abus qui est fait dans certains tribunaux des dispositions de la Loi de 1907. Alors que certains magistrats font au contraire une application trop parcimonieuse du probation of Offenders Act, au point qu'ils semblent parfois l'ignorer totalement, d'autres, au contraire, voient là une sorte de panacée universelle qui leur semble convenir à toutes les infractions commises dans leur ressort ainsi qu'un moyen commode de répression de la criminalité alors qu'il a surtout été dans l'esprit du législateur d'en faire un mode préventif.

Avant tout il s'agit d'user des dispositions de la loi de 1907 avec une sage discrimination et de ne mettre à l'épreuve que les individus qui sont à même de profiter de l'influence du probation officer. Il est totalement inutile, par exemple, comme on le fait pourtant encore assez souvent, de confier à cette surveillance des épileptiques ou des individus mentalement faibles, ceux-ci ne pourront jamais comprendre la portée de la mesure dont ils bénéficient, et tous les efforts que les probation officers pourront tenter pour les atteindre resteront toujours vains. Etant donné que ce sont des malades mentaux il ne faut pas les traiter comme des gens normaux, mais au contraire les envoyer dans des institutions ou des établissements spéciaux où ils recevront un traitement approprié à leur état physique et mental.

Certains adversaires de la mise en liberté à l'épreuve, tant en Grande Bretagne qu'aux Etats-Unis, ont même été plus loin dans leurs critiques, ils l'ont accusé d'être un moyen de relâcher les criminels au sein de la Société. Mais à ces critiques les partisans de la méthode n'ont pas hésité à ré-

pondre que loin d'être un danger pour la Société le Probation System était au contraire une véritable sécurité pour elle, car elle en renforce les bases. C'est ainsi que dans l'Etat du Massachusetts, en 1910, après que cette nouvelle méthode y eut fonctionné à la satisfaction générale pendant plus de trente ans, on désigna une Commission chargée, entr'autres choses, d'étudier s'il y avait eu dans cet Etat une augmentation de la criminalité depuis l'entrée en vigueur de la législation sur la mise à l'épreuve des délinquants. Cette enquête révéla une sérieuse diminution des crimes par rapport à la population, et la même commission après avoir vanté les effets du Probation System en tant que substitut à la peine d'emprisonnement et en tant que moyen de réforme des délinquants majeurs, émit un vœu définitif en faveur de l'extension de cette méthode (Commission to investigate the question of the increase of Criminals, Mental Defectives, Epileptics and Degenerates, Report). Pour ajouter plus de poids encore à ces conclusions déjà plus que rassurantes, il suffit de signaler qu'au cours des deux années qui précédèrent le dépôt de ce rapport, plus de vingt cinq mille personnes avaient été relâchées dans l'Etat de Massachusetts, sous la surveillance de probation officers. (1)

L'Institut Américain de Criminologie exprime d'ailleurs la même idée dans un rapport paru en 1910. « Les dangers imaginaires de la Société proviennent, non de l'application du Probation System, mais de sa mauvaise application, due à l'ignorance et aux erreurs de certains magistrats, et à son application à des cas pour lesquels il n'est pas fait ». (2)

(1) Cecil LEESON : *op. cit.*, Ch. VII, p. 130.

(2) Report on adult probation, 1910, p. 11.

§ 3. — *Périodes d'Épreuve trop courtes*

En fixant dans le « probation order » la durée de la période d'épreuve, il est indispensable que le magistrat ait constamment présent à l'esprit le but que cette institution juridique se propose d'atteindre : accomplir ou tout au moins créer des conditions susceptibles d'accomplir un changement radical et complet dans les habitudes et les mœurs du délinquant, dans son caractère, dans son milieu et dans les idées qu'il se fait sur la vie en général.

C'est là évidemment un but auquel on ne peut atteindre du jour au lendemain. Façonner une mentalité, modeler une âme neuve est un travail délicat et difficile qui n'exige pas seulement quelques semaines ni même quelques mois, mais souvent plusieurs années. Et cependant nombreuses sont les ordonnances de mise à l'épreuve faites pour un mois ou deux à peine ! Pour permettre au probation officer d'accomplir une œuvre réellement efficace ces délais sont absolument inutiles, ils ne sont même pas d'une longueur suffisante pour apprendre au délinquant ce qu'est le respect de la loi.

Il est d'ailleurs à remarquer qu'en raison de certains facteurs psychologiques, pendant les tous premiers temps qui suivent son arrestation le délinquant n'a besoin ni de la présence ni de l'influence du probation officer pour se bien conduire. Les premières semaines, en général, sont encore toutes pleines de mauvais souvenirs : l'arrestation, la comparution devant le commissaire de police, escorté d'un agent de police, sous les regards de parents ou d'amis, les premières nuits passées dans la cellule du dépôt, l'audience elle-même, ces événements sont assez souvent suffisants pour maintenir l'individu, momentanément, dans de bonnes dispositions. Ce n'est sûrement pas au cours de cette première période où les souvenirs, tels de mauvais rêves, sont encore tous frais

à sa mémoire que le délinquant, et en particulier le jeune délinquant, a besoin de l'influence du probation officer pour se bien conduire et lui faire prendre de bonnes résolutions. C'est plus tard que le besoin s'en fera sentir, quand ces mauvais moments ne seront plus à l'esprit du délinquant que comme de mauvais cauchemars à moitié oubliés ; quand le vieux cabaret dans lequel il avait l'habitude de passer ses heures d'oisiveté, quand les coins de rues où il allait flâner en plus ou moins bonne compagnie, l'attirent à nouveau ; quand il se sent assez, sinon de courage, tout au moins d'audace, pour retrouver ses anciens camarades. C'est à ce moment là alors que l'intervention du probation officer sera nécessaire, pour combattre toutes ces anciennes tentations, pour l'attirer vers d'autres camarades, vers une compagnie meilleure (*wholesome*), vers des intérêts et des occupations autrement sains que ceux ou celles qui l'avaient attiré jusque-là.

En général le délinquant qui n'est pas encore irrémédiablement tombé dans la voie du vice n'a pas besoin de beaucoup de conseils ni d'aide pour prendre de bonnes résolutions, elles lui viennent d'ordinaire toutes seules, au fond de son cachot, mais c'est pour s'y maintenir qu'il lui faut la présence constante d'un ami charitable qu'il doit trouver en la personne du probation officer tel que le comprend le système anglo-saxon. C'est au moment de cette sorte de période de réaction que cette influence bienfaisante doit agir sur lui : les premières faiblesses reprenant, en quelque sorte, une certaine audace tendent alors à le détourner du bon chemin où les résolutions meilleures qu'il avait eu le loisir de prendre cherchaient à l'attirer, et si, à ce moment précis, la confiance que le probation officer doit lui inspirer lui fait défaut, ces faiblesses, voix mauvaises conseillères, reprendront aisément le dessus et l'entraîneront à nouveau avec elles sur la pente du vice et du crime.

Aussi est-ce afin de maintenir le délinquant dans ses bonnes résolutions une fois pour toutes qu'il faut que la période d'épreuve ne soit pas ridiculement courte. Certes, aucune règle précise ne peut être établie en l'espèce, tout dépend des cas individuels, du caractère du délinquant, des circonstances qui ont amené la commission de l'infraction, mais d'une façon générale les pénalistes anglais estiment trop courtes les périodes fixées par les magistrats dans leurs ordonnances de mise à l'épreuve, et leur impression est d'ailleurs confirmée par tous les probation officers eux-mêmes sans exception : la durée minima de la période d'épreuve devrait varier entre dix mois et un an. Il n'y a d'ailleurs aucun inconvénient à fixer une période trop longue puisque celle-ci, en vertu du Criminal Justice Administration Act peut être raccourcie, si pendant sa période d'épreuve le délinquant donne nettement l'impression que son infraction n'a été qu'un accident passager et que rien ne fait supposer qu'il en commette de nouvelles par la suite.

Allant même plus loin et répondant aux critiques adressées à la trop courte durée en général des périodes d'épreuves, nous nous permettrons de dire que ces critiques n'ont plus aujourd'hui grande valeur puisque l'Acte que nous venons de citer, en même temps qu'il a autorisé les magistrats à raccourcir la durée de la période d'épreuve les autorise aussi à l'allonger au cas où le besoin s'en ferait sentir par suite de l'inconduite du délinquant au cours de la dite période, ce qui n'était pas possible sous l'empire de la loi de 1907 seule.

§ 4. — *Manque de contrôle général du « Probation System »*

Enfin, un dernier défaut, d'ordre plus général est à signaler : le manque de contrôle général ; non pas à l'intérieur de chaque

cour mais pour tout le pays il manque un organisme central qui contrôle d'une façon générale tout le système. Certes chaque tribunal est responsable du fonctionnement du nouveau mécanisme pénal auprès du Home Office, mais il n'existe aucun organisme central chargé d'exercer un contrôle permanent sur les différents centres de probation, de coordonner et de développer les efforts accomplis, sans toutefois aller jusqu'à uniformiser, standardiser, selon une expression empruntée à notre siècle de mécanisme outrancier, le travail de chaque probation officer.

Cette centralisation devrait être effectuée d'abord à l'intérieur de chaque tribunal, ou plus exactement à l'intérieur de chaque « probation area », ou district de probation et ensuite au Home Office lui-même.

Dans chaque tribunal d'abord, le personnel chargé de l'administration du Probation of Offenders Act — probation officers rétribués ou non — devraient avoir à leur tête ce qui existe dans la plupart des tribunaux aux Etats-Unis un « Chief Probation Officer », sorte de chef hiérarchique envers lequel ils seraient responsables des cas qu'ils ont à surveiller. Ce dernier travaillerait en collaboration étroite avec le Comité de Magistrats qui forme le « probation Committee » de chaque probation area.

Et à la tête de cet ensemble il devrait y avoir au Home Office lui-même un Département spécial pour surveiller et contrôler l'ensemble du fonctionnement du Probation System dans toute la Grande Bretagne. Cette réforme a depuis longtemps déjà été réclamée par tous ceux qui s'intéressent au développement de cette méthode dans le pays. Ce Département spécial du Home Office serait surtout chargé de rechercher et d'étudier les mesures propres à son bon fonctionnement et à son développement, les réformes jugées nécessaires pour stimuler les magistrats récalcitrants, re-

tardataires ou lents à appliquer le Probation System dans leurs ressorts et de centraliser enfin tous les renseignements concernant la mise à l'épreuve. C'est lui également qui prendrait l'initiative des lois, décrets et circulaires sur la matière, de les communiquer aux magistrats et probation officers, c'est ce département enfin qui serait spécialement chargé de publier tous rapports, toutes statistiques, en un mot de concentrer en un organisme spécial et central tout ce qui concerne et intéresse l'application de la mesure prévue par la loi de 1907.

Si cette réforme était un jour accomplie, le Gouvernement britannique ne ferait d'ailleurs qu'imiter ce qu'il a déjà fait lorsqu'en 1914 a été créé au Home Office le « Children's Branch », qui n'est pas autre chose qu'un département spécial au Ministère de l'Intérieur, centralisant toutes les questions relatives à l'enfance criminelle et la protection de l'enfance, y compris notamment les questions ayant trait aux tribunaux pour enfants et à la mise à l'épreuve des mineurs. Rien ne serait donc plus facile que de créer un département similaire où seraient groupées toutes les questions intéressant la mise en liberté à l'épreuve, à la fois des majeurs et des mineurs puisqu'il y a là déjà comme une sorte d'embryon de cet organisme.

Cette surveillance de l'Etat qui n'existe qu'incomplètement en Grande Bretagne, nous la voyons fonctionner aux Etats-Unis. Nous nous trouvons même en présence d'une grande variété de méthodes de surveillance exercée par l'Etat sur le fonctionnement du Probation System.

C'est l'Etat de Rhodes Island qui le premier a donné l'exemple dans cette voie, exemple qui a été suivi depuis par une douzaine d'autres Etats américains.

Dans le Rhodes Island, le Vermont, le New Hampshire, le Colorado, le Michigan et le Minesota les probation officers

sont placés sous la direction et le contrôle général d'un « State Board of Charities », sorte de Ministère de la Prévoyance Sociale.

Les Etats du Massachusetts et de New-York ont créé une Commission de Probation d'Etat investie de fonctions d'inspection, de contrôle et consultative. Dans la Wisconsin ce contrôle général est exercé par un State Probation Officer, probation officer d'Etat.

Dans le Connecticut les probation officers relèvent directement de la Société des Prisons à laquelle ils doivent rendre compte de leurs fonctions et de leur travail. Enfin, dans l'Alabama et l'Oregon, un peu comme en Grande Bretagne, la surveillance et le contrôle de l'Etat n'existent que pour la surveillance des mineurs mis en liberté à l'épreuve. Ce contrôle incombe à une commission permanente de la prévoyance juvénile (Child Welfare permanent Commission).

Naturellement l'étendue et les conditions de cette surveillance varient d'un Etat à l'autre, dans le détail tout au moins, mais d'une manière générale on peut dire que le but de cette surveillance est de donner plus d'uniformité au travail, d'améliorer la qualité de celui qui a été accompli jusque là et de centraliser tous les renseignements concernant le Probation System. La plupart de ces conseils, départements ou conseils comptent également parmi leurs principales attributions celle de désigner les probation officers de l'Etat soit d'après un choix judicieux, soit à la suite d'un examen ou d'un concours (Vermont, Rhodes Island, Massachusetts et New-York par exemple).

Certains Etats également, celui de New-York, comme la Grande-Bretagne, possèdent un département spécial pour la mise en liberté des mineurs, et le Children's Bureau de New-York est en même temps chargé de centraliser dans cette ville tout ce qui a trait à la probation des mineurs.

Etant donné tous les efforts qui ont été accomplis de l'autre côté de l'Atlantique en vue d'organiser le contrôle du fonctionnement du Probation System il est curieux de remarquer que la Grande Bretagne qui pourtant, a suivi de très près les Etats-Unis d'Amérique, en ce qui concerne son application, n'ait pas voulu ou pu adopter les perfectionnements que l'Amérique y a apportés, alors qu'une réforme dans ce sens ait été à plusieurs reprises demandée par les criminalistes anglais. « Mon opinion personnelle est que le Probation System, soigneusement organisé, c'est-à-dire comprenant un personnel choisi avec soin, est un des instruments indispensables de l'organisation pénale ; comme tel il doit être placé sous le contrôle et la direction immédiate de l'Etat, non pour entraver ni gêner l'initiative et les efforts privés au moyen d'une intervention officielle et d'une ingérence du Gouvernement, mais au contraire pour garantir à chaque tribunal un personnel convenable et pour que dans chaque cas où il y aura à déployer un manquement aux conditions imposées il s'ensuive immédiatement un rapport entraînant une peine efficace pour le délinquant qui a refusé de profiter de la mesure de clémence dont les magistrats ont bien voulu le faire bénéficier.

Je ne crois pas que tant que cette merveilleuse institution sera laissée à l'entière discrétion des tribunaux, tous les résultats que l'on peut en espérer pourront être atteints et obtenus. » (1)

Ces paroles empruntées à l'un des plus éminents pénalistes anglais expriment bien le besoin qui se fait sentir en Grande Bretagne d'un contrôle plus direct de l'Etat sur le Probation System.

1) Evelyn Ruggles Brise, *The English Prison System*, p. 113.

CHAPITRE CINQUIÈME

Comparaison avec quelques-uns des Systèmes correspondants

I

Probation et Parole

Au point de vue de la prévention de la criminalité, la mise en liberté à l'épreuve s'apparente à d'autres systèmes préventifs avec lesquels, ou tout au moins certains d'entre eux, il convient de ne pas la confondre en raison des caractères qui les différencient et les rapprochent à la fois.

Dans le présent chapitre nous établirons donc un parallèle entre le Probation System et :

- 1^o) le système dit de « parole » fonctionnant aux Etats-Unis ;
- 2^o) la loi française du 26 mars 1891 sur le sursis à l'exécution de la peine ;
- 3^o) la loi du 22 juillet 1912 sur la liberté surveillée.

Probation et « parole » sont en effet souvent confondus ; il y a évidemment un air de ressemblance entre les deux, mais il y a aussi des différences fondamentales. Les deux systèmes se ressemblent tout d'abord quant au principe sur lequel ils sont basés : tous les deux reposent sur la théorie de la personnali-

sation de la peine, consistant à adapter le châtiment non à l'infraction, mais au délinquant. Ces deux méthodes se ressemblent encore par le fait qu'elles s'appliquent au délinquant en dehors de la prison, et qu'elles consistent en une surveillance constante et en des relations en quelque sorte amicales entre le délinquant et la personne chargée de cette surveillance, afin d'adapter, de préparer le délinquant à la vie libre. Comme le fait d'ailleurs remarquer M. Louis N. Robinson, dans son ouvrage « *Penology in the United States* », « la différence qui existe entre les deux méthodes est davantage une différence de degré qu'une différence d'espèce. »

La « parole » est en effet une sorte de probation retardée, reculée, après un séjour préliminaire et satisfaisant dans une prison, un pénitencier ou une maison de correction, tandis que la probation peut précéder une mesure plus sévère. Autrement dit le fait de ne pas vouloir profiter des influences bienfaites du probation officer doit normalement avoir comme aboutissant la prison ; au contraire, une conduite satisfaisante en prison d'un individu qui n'avait pas été jugé susceptible de profiter d'une mesure de clémence, telle que le Probation System au moment où il était traduit devant le tribunal, lui donne le droit de bénéficier de la « parole ». Probation et parole comptent donc l'une et l'autre sur la prison pour accomplir ce à quoi elles n'ont pu atteindre. Nous voyons donc dans l'un et l'autre système à peu près le même genre de traitement, avec cette seule différence que le nom de « parole system » est donné à la méthode d'après laquelle le délinquant a d'abord subi une peine d'emprisonnement, et probation à la méthode consistant à mettre le délinquant immédiatement en liberté conditionnelle, sans passer au préalable par la prison.

Le système de parole est d'ailleurs très répandu aux Etats-Unis d'Amérique et à l'heure actuelle il n'y a pas un seul Etat qui n'en fasse l'application. La première loi à cet égard fut

promulguée dans l'Etat de New-York en 1877, antérieure d'un an à celle du Massachusetts sur la probation.

Probation et parole sont également basées sur le principe de la sentence indéterminée. L'individu sorti de prison avant que la période pour laquelle il avait été condamné soit expirée et soumis à la parole est confié à la surveillance d'un probation officer, pour une durée indéterminée afin qu'il puisse être à nouveau incarcéré si sa conduite n'est pas satisfaisante.

Le système de parole n'existe pas en Grande Bretagne. Cependant nous trouvons dans ce pays, comme dans bien d'autres, d'ailleurs, des associations charitables, telle la « Discharged Prisoners' Aid Society » dont le but est d'aider et de guider, à leur sortie de prison, les prisonniers libérés.

Mais le Probation System nous intéresse, nous autres Français, à un autre point de vue. Il est en effet, comme nos lois de 1891 et de 1912, un des épisodes de la lutte entreprise contre la récidive.

Les systèmes anglais et français, en particulier celui du sur-sis à l'exécution de la peine, ne se ressemblent guère que dans leurs fondements car des différences profondes les séparent dans l'application. Il convient donc maintenant de relever ces différences. Pour plus de clarté dans l'exposition nous comparerons successivement le Probation System avec la loi de 1891 d'une part et avec la loi de 1912 sur les tribunaux pour enfants et la liberté surveillée, d'autre part, car, alors que le système anglais s'applique à la fois aux majeurs et aux mineurs, nous avons en France deux lois distinctes.

II

Le « Probation System » et la Loi du 26 Mars 1891

La loi française du sursis repose essentiellement sur la distinction entre les délinquants primaires et les délinquants d'habitude, s'appliquant uniquement aux premiers et non aux seconds. La loi anglaise au contraire ne fait pas cette distinction, s'appliquant indifféremment aux uns et aux autres.

Le système français est donc en cela plus strict que le système britannique : luttant contre la récidive et voulant sauver ceux qui ne sont pas encore complètement entrés dans la voie du crime, elle veut donner à ceux qui n'ont encore commis qu'une seule infraction le moyen de se sauver eux-mêmes, il est donc logique qu'elle ne s'applique plus à ceux qui ont eu déjà plusieurs fois maille à partir avec les tribunaux répressifs.

La loi anglaise, au contraire, est plus large, plus généreuse, elle veut essayer de sauver le délinquant coûte que coûte. Cette possibilité de s'améliorer, cette « chance », comme disent les anglais, elle veut la donner plusieurs fois au délinquant, et c'est la raison pour laquelle elle ne s'applique pas seulement aux délinquants primaires mais aussi aux récidivistes.

Mais la différence la plus importante, nous la relevons dans le principe du système lui-même.

La loi française, semblable en cela au système belge, est basée sur le principe du sursis à l'exécution de la peine. La procédure suit son cours jusqu'au bout, le magistrat prononce une condamnation, mais c'est l'exécution du jugement qui est différée, pendant une période fixe de cinq années à dater du jour de la condamnation. L'exécution de cette condamnation est alors subordonnée à la conduite du délinquant pendant cette période d'épreuve de cinq ans. La condamnation est

bien prononcée, mais le juge a la faculté d'en suspendre l'exécution.

Dans le système anglo-saxon, la conception est différente, car c'est la condamnation proprement dite qui est suspendue. La procédure entamée devant le tribunal répressif ne va pas jusqu'au bout : le magistrat ne prononce pas de jugement, celui-ci est différé et subordonné à la conduite du délinquant pendant la période d'épreuve. Le système anglais, à cet égard, présente à la fois un avantage et un inconvénient : un avantage, en ce sens qu'il ne flétrit pas l'individu d'une condamnation, et un inconvénient, en ce sens qu'il laisse le procès ouvert pendant un temps indéterminé plus ou moins long, variant en général entre six mois et trois ans.

Ces remarques d'ordre général étant faites, voyons maintenant quelles sont, dans le détail, les différences les plus caractéristiques entre la loi de 1891 et l'Acte de 1907.

En ce qui concerne la loi française, trois règles principales s'imposent :

- 1^o) A quelles condamnations le sursis est-il applicable ?
- 2^o) A quels délinquants peut-il être accordé ?
- 3^o) Par qui peut-il être accordé ?

Nous verrons ensuite quels sont les effets comparés du sursis à l'exécution de la peine et du sursis au jugement et dans un dernier paragraphe les causes de déchéance du sursis de 1891 et celles de la loi anglaise.

§ 1. — *Conditions d'application*

En ce qui concerne les trois règles indiquées, nous pouvons dès à présent dire qu'autant il y a de règles, autant il y a de différences entre les deux méthodes.

1^o) *A quelles condamnations le sursis peut-il être accordé ?* —

Nous remarquerons tout d'abord que le système français est plus objectif que le système britannique en ce sens qu'il n'est pas fait pour l'individu mais pour le genre de condamnation encourue par le délinquant. En effet, les tribunaux français peuvent accorder le sursis quelle que soit la nature de l'infraction, à condition que la peine appliquée soit l'une de celles dont la suspension est autorisée, c'est-à-dire les condamnations à l'emprisonnement et à l'amende prononcées par un tribunal correctionnel. C'est ce que fait bien ressortir d'ailleurs l'arrêt de la Cour de Cassation du 25 mars 1892 : « il résulte des travaux préparatoires que, sans se préoccuper de l'infraction commise par le délinquant, le législateur s'est uniquement attaché au caractère de la peine prononcée pour déterminer le cas où la mesure serait applicable. » (D. P. 92. I. 309).

Le sursis français ne s'applique donc pas en considération du délinquant mais en considération de la peine qui lui est infligée : emprisonnement ou amende correctionnels (réserve faite des condamnations de simple police qui résulte de la jurisprudence et non de la loi, et des lois spéciales qui écartent le sursis par des dispositions expresses, exemple la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes qui écarte le sursis pour l'amende correctionnelle).

A l'origine du système britannique, lors de la loi de 1887, nous assistions à une sorte de confusion de ces deux points de vue : considération du délinquant et de la peine qui lui est applicable. Le Probation of First Offenders Act ne pouvait être appliqué qu'à une certaine catégorie de délinquants : les délinquants primaires, et encore fallait-il que ceux-ci aient commis certaines infractions prévues par la loi (*Cf* : Ch. 1^{er}). entraînant une certaine condamnation déterminée. Pour bénéficier des dispositions de cette loi, il fallait qu'ils soient

poursuivis sous l'inculpation de vol ou d'esroquerie ou de toute autre infraction passible de deux ans d'emprisonnement au maximum.

L'acte de 1907 en abrogeant celui de 1887 est venu supprimer toutes ces distinctions : il ne distingue plus désormais entre primaires et récidivistes, il ne distingue pas davantage entre la catégorie spéciale d'infraction commise et la durée de la peine encourue. Il s'applique d'une façon générale à tout individu comparaissant, soit devant une cour de juridiction sommaire, soit une Cour d'Assises, soit devant une Cour de Session trimestrielle, quelle que soit la nature de l'infraction commise, à condition cependant que cette dernière soit passible d'une peine d'emprisonnement, quelle qu'en soit, d'ailleurs, la durée. Mais encore faut-il toujours que le délinquant mérite cette mesure de clémence en raison de son âge, de sa moralité ou de ses antécédents, ou en raison de son état physique ou mental, ou des circonstances atténuantes qui ont accompagné la commission de l'infraction dont il est inculpé.

La loi anglaise tient donc compte de ces trois éléments :

le délinquant,
l'infraction,
la peine encourue,

alors que le système français ne tient compte que de la nature de la peine encourue.

2°) *A quels délinquants le sursis peut-il être accordé ?* —

Nous savons que la loi française n'accorde le bénéfice du sursis qu'aux délinquants primaires, encore faut-il préciser ce que l'on doit entendre par délinquant primaire.

Pour être exclu du bénéfice du sursis il faut que le casier judiciaire porte une condamnation d'une certaine nature. En conséquence, peuvent bénéficier du sursis les délinquants

déclarés coupables mais absous ou acquittés pour défaut de discernement en vertu de l'article 66 du Code Pénal.

Ne font pas obstacle non plus au sursis les condamnations prononcées par des tribunaux autres que des tribunaux français.

Peut également bénéficier du sursis le délinquant dont la condamnation n'est pas définitive au moment où intervient le fait qui motive une nouvelle poursuite.

La condamnation effacée par l'amnistie, annulée à la suite de la revision du procès et annihilée par la réhabilitation soit légale, soit de fait, n'empêche pas non plus le délinquant, s'il comparaît pour une nouvelle infraction, de bénéficier du sursis.

La condamnation à l'amende n'est pas exclusive non plus du bénéfice du sursis.

Pour faire obstacle à la loi du 26 mars 1891 il faut enfin que la condamnation ait été prononcée pour un crime ou un délit de droit commun, ce qui exclut donc les contraventions de simple police et les délits politiques.

L'application de la loi anglaise est au contraire beaucoup plus simple : elle fonctionne pour tous les délinquants, quelle que soit l'infraction commise à condition, toutefois, que la peine normalement encourue soit une peine d'emprisonnement.

3°) *Par quels tribunaux le sursis peut-il être accordé ?* — En ce qui concerne la loi française il convient de rappeler que le sursis ne dépend pas en principe du degré de juridiction qui prononce la peine : mais de la nature de la peine prononcée ; il résulte donc que tous les tribunaux et toutes les cours appelés à prononcer une peine d'emprisonnement ou d'amende correctionnels peuvent appliquer le sursis.

Il peut donc être prononcé par tous les tribunaux répressifs ordinaires : tribunaux correctionnels et cours d'appel, et

aussi par les Cours d'Assises, lorsqu'exceptionnellement elles seront amenées, grâce au jeu des circonstances atténuantes, à prononcer un emprisonnement ou une amende correctionnels ;

Tribunaux Civils, dans les hypothèses exceptionnelles où ils ont à prononcer une peine ;

Les juridictions spéciales : La Haute Cour de Justice et les tribunaux maritimes.

En ce qui concerne les tribunaux militaires il faut remarquer que la loi de 1891, dans son article 7, prévoyait à l'origine que le sursis ne pouvait pas être applicable par ces juridictions. Mais cette exception a été restreinte par deux lois successives : celles du 28 juin 1904 et du 27 avril 1916, la première limitant l'exception de l'article 7 précité au temps de guerre, et la seconde venant même supprimer cette limitation. Désormais, en temps de paix, comme en temps de guerre, aux cas de condamnation aux travaux publics, à l'emprisonnement ou à l'amende prononcées par des tribunaux militaires, le sursis est applicable.

En Grande-Bretagne, le système correspondant de probation, en vertu des Actes de 1907 et de 1925 et des Probation Rules, peut être appliqué par toutes les juridictions répressives ordinaires :

Police Courts,

Courts of summary jurisdiction (les Sheriffs Courts en Ecosse),

Les Courts of Quarter Sessions,

Les Courts of Assize.

§ 2. — *Des effets comparés du Sursis et de la Probation*

C'est là surtout que les différences nous apparaissent le plus sensibles. Pour cela voyons tout d'abord quels sont les

principaux effets du sursis tels que les entend la loi du 26 mars 1891. Deux hypothèses sont à envisager :

A) Ou bien l'épreuve tourne bien.

B) Ou bien l'épreuve tourne mal.

A) L'épreuve tourne bien.

Là encore il nous faut distinguer entre deux situations :

a) pendant le délai d'épreuve,

b) après le délai d'épreuve.

a) Pendant le délai d'épreuve, l'effet principal et immédiat du sursis est de suspendre l'exécution de la peine d'emprisonnement ou d'amende prononcée par le juge. C'est là une disposition impérative de la loi et nous remarquons alors cette singularité, que non seulement on ne peut pas forcer le condamné à exécuter sa peine, mais même s'il demande à la subir, on lui refusera cette sorte de faveur. Il est inutile de dire que cette hypothèse est plutôt rare, mais qu'elle peut néanmoins se présenter quand le condamné veut obtenir sa réhabilitation, car on sait que l'une des conditions pour l'obtenir est d'avoir subi la peine à laquelle on a été injustement condamné. (1)

En ce qui concerne ces effets accessoires de la condamnation, il faut distinguer entre les peines accessoires et les peines complémentaires.

a) Si d'un côté le sursis suspend l'exécution de la peine principale, par contre il laisse produire à la condamnation ses effets accessoires et le condamné sera soumis aux incapacités et déchéances accessoires à sa peine (droit de vote ou

(1) Cours de Droit Criminel, de M. Hugueney, 2^e année, 1922-23.

de puissance paternelle, par exemple) sans que le juge ait à se prononcer à leur égard.

b) Pour les peines complémentaires, au contraire (interdiction de l'art. 42, c'est-à-dire publicité du jugement, confiscation, etc.), il est nécessaire d'établir une sous-distinction suivant que ces peines sont obligatoires ou facultatives.

Dans le cas où ces peines complémentaires sont facultatives il est sans intérêt de constater que le sursis à ces peines ne s'applique pas, puisque le juge, libre lui-même de ne pas les prononcer ne songerait même pas à les prononcer, quitte ensuite à en suspendre l'exécution. Quant aux peines complémentaires obligatoires, la loi du 26 mars 1891 ne donne au magistrat aucun droit de les suspendre.

Le condamné avec sursis devra payer les frais du procès, les dommages-intérêts, les restitutions, s'il y a lieu, la loi de 1891 ne l'en dispensant pas.

Enfin, la condamnation conditionnelle sera inscrite au casier judiciaire, avec mention que le sursis a été accordé. Elle sera inscrite aux bulletins nos 1 et 2 délivrés aux magistrats, et d'après la loi du 24 janvier 1923, modifiant celle du 5 août 1899 (art. 7), la condamnation avec sursis ne figure même plus sur le bulletin n° 3.

b) Après l'expiration de la période d'épreuve le condamné est réhabilité automatiquement : les incapacités et les déchéances encourues disparaissent et la condamnation est effacée du casier judiciaire.

B) L'épreuve tourne mal.

L'article 1^{er} al. 2 de la loi du 26 mars 1891 dispose que le sursis sera révoqué, si, pendant le délai de cinq ans, à dater du jugement ou de l'arrêt, le délinquant est l'objet d'une poursuite, suivie d'une condamnation à l'emprisonnement ou

à une peine plus grave pour un crime ou un délit de droit commun. La peine suspendue s'exécutera avec la peine nouvelle, sans qu'il puisse y avoir confusion des deux. Il résulte de ces dispositions qu'une condamnation à l'amende ou à un emprisonnement de simple police n'entraîne pas la déchéance du sursis.

Après avoir ainsi rapidement rappelé les dispositions de la loi française, voyons maintenant les caractéristiques qui la différencient du Probation System.

Tout d'abord nous remarquons que la période fixée par la loi du 26 mars 1891, est une période fixe, elle ne peut être inférieure ni supérieure à cinq années. La période d'épreuve du « Probation System » au contraire est essentiellement variable, elle varie suivant l'appréciation du magistrat, sans que, toutefois, elle puisse dépasser un maximum de trois ans (Probation of Offenders Act 1907, sect. I §§ 1 et 2).

Cette différence en entraîne avec elle une autre. Alors que le condamné français n'est soumis à aucune condition spéciale, le condamné anglais, mis en probation au véritable sens du terme, se voit placer sous la surveillance et le contrôle d'un fonctionnaire, rétribué ou bénévole, le probation officer, qui est chargé de lui donner des conseils, de lui trouver du travail s'il n'en a pas, et, d'une façon générale, d'user de toute son influence morale pour le ramener dans le droit chemin. C'est d'ailleurs sur cette surveillance du « probation officer » que les pénalistes anglais fondent les plus grands espoirs et c'est elle qui constitue en quelque sorte la clef de voûte du système.

Le fait que la période d'épreuve n'est pas rigoureusement déterminé par la loi, donne une grande souplesse à l'institution. Il permet au magistrat de graduer la durée de la période d'épreuve suivant la situation individuelle du délinquant, il permet une meilleure individualisation de la peine.

M. Garraud, dans son « *Traité de Droit criminel* » prétend que ce système présente un léger inconvénient : il a le défaut de ne pas prémunir le juge contre son propre entraînement et de lui permettre de réduire à l'excès une période d'épreuve qui, au contraire, dans certains cas, doit être longue pour être satisfaisante. Sans vouloir méconnaître ce qu'il y a de vrai dans ce danger, parfois même trop fréquent chez les magistrats britanniques, on peut toutefois dire que ce danger est assez minime, la loi mettant elle-même un remède à la disposition des magistrats qui se sont laissés entraîner : elle permet en effet au magistrat, dans les cas où aucune amélioration sensible n'a été provoquée, de prolonger, sur l'avis du probation officer, cette période trop courte d'une autre période égale ou même supérieure à la première, toujours sans que la durée totale de l'épreuve puisse dépasser un maximum de trois années.

Une autre différence s'impose encore. Certes le magistrat français tout comme le juge anglais est libre d'accorder ou de refuser la mesure de faveur, sursis ou mise en probation. Mais à part cette similitude, le magistrat français est lié par la loi quant aux effets du sursis ; il ne peut les modifier en aucune manière. Le magistrat anglais au contraire jouit d'une certaine liberté : il est libre de modifier le régime et les conséquences de sa décision, il peut varier les conditions de la probation. Ces conditions, tout d'abord, peuvent ne pas être les mêmes pour chaque délinquant, et peuvent encore varier, pour le même individu, au gré du magistrat, au cours de la période d'épreuve elle-même. Ces pouvoirs, en effet nous l'avons déjà vu, lui ont été reconnus par la loi de 1907 et étendus par celle de 1914 (Sect. 9).

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler une troisième différence : la loi française suspend l'exécution de la condamnation prononcée par le magistrat, la condamnation est

prononcée mais elle n'est pas subie. Dans le système anglais, c'est la procédure elle-même qui est suspendue, le jugement définitif n'est pas prononcé par le juge, et il doit agir comme menace sur la tête du délinquant, c'est la crainte d'être à nouveau traduit devant le magistrat et de se voir infliger un châtiment sévère qui doit agir sur l'esprit du délinquant. La mise en probation est donc comme un état provisoire et intermédiaire entre la pleine et entière liberté et la prison.

Enfin une cinquième et dernière différence entre le système français et le système anglo-américain a trait à la déchéance de cette mesure de faveur, sursis ou mise en probation.

D'après le Code Pénal et la Jurisprudence, pour encourir la déchéance du sursis, il faut que le délinquant ait commis, pendant les cinq ans de la période d'épreuve et à dater du jour de la condamnation, une infraction entraînant une peine d'emprisonnement ou une peine plus grave. La disposition de la loi est impérative et le juge ne peut s'y soustraire. Tandis qu'en Grande-Bretagne le système présente davantage de souplesse : l'individu peut se voir retirer le bénéfice des dispositions de la loi de 1907, quelle que soit l'infraction qu'il ait commise et à quelque époque que ce soit, et, à cet égard est considéré comme infraction le fait de n'avoir pas respecté les conditions qui lui avaient été imposées. En outre cette révocation est une mesure purement facultative, elle est laissée à l'appréciation du magistrat.

Au cours de l'étude comparée des deux textes nous n'avons pu relever que deux similitudes, et encore sont-elles d'inégale importance.

Tout d'abord le magistrat anglais, comme le magistrat français, n'est pas lié par la loi, pour l'application de ses dispositions. Ni l'un ni l'autre ne sont obligés d'accorder soit la mise en probation, soit le sursis. C'est une pure faveur qu'ils sont libres de refuser si bon leur semble.

La seconde a trait à l'avertissement qui doit accompagner la décision du sursis, et qui a pour but de constituer à l'égard du délinquant une explication de la loi (Art. 3 de la loi du 26 mars 1891). Nous trouvons dans la législation anglaise deux textes analogues.

L'un, la loi de 1907, elle-même, qui veut que le tribunal remette au délinquant un avertissement par écrit constatant les conditions que le délinquant doit observer, et qu'il doit signer après l'avoir lu ou se l'être fait lire (Probation of Offenders Act 1907, Sect. 2 § 3). (1)

L'autre, les « Probation Rules », (§ 42) prévoient expressément que le probation officer devra expliquer à l'individu qui est confié à sa surveillance les dispositions et le sens de la loi et qu'il devra s'assurer que le délinquant comprend les conditions qui ont été mises à sa libération.

En conclusion et, d'une manière générale, bien que l'esprit du législateur ait été le même dans les deux pays : éviter au délinquant le contact corrupteur de la prison, les deux systèmes n'en sont pas moins profondément différents dans leurs rouages. L'un est rigoureusement délimité par la loi quant à son application et ses effets, l'autre, au contraire, le système britannique, jouit de beaucoup plus de souplesse et laisse au juge chargé de l'administrer une plus grande part d'initiative, partant, de responsabilités.

(1) Cf. Annexes.

III

Le « Probation System » et le Titre III de la Loi du 22 juillet 1912 sur les Tribunaux pour enfants et la liberté surveillée

Le système de la loi de 1907 est applicable à la fois aux majeurs et aux mineurs. En France les dispositions analogues applicables aux mineurs sont contenues dans une loi spéciale le Titre III de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et la liberté surveillée.

En Grande Bretagne, d'une façon générale toutes les mesures pénales spéciales concernant les mineurs font l'objet d'un Acte spécial le Children Act 1908, mais, au point de vue de la mise en liberté surveillée, ce sont les mêmes mesures concernant les majeurs et prévues par le Probation of Offenders Act 1907 qui sont étendues aux mineurs. Il est même intéressant de remarquer que les dispositions du Probation of First Offenders Act 1887 et du Probation of Offenders Act 1907 avaient été, tout d'abord, dans l'esprit du législateur, édictées dans l'intérêt des mineurs de seize ans, âge de la majorité pénale en Grande Bretagne. Cette intention n'a jamais été expressément exprimée, mais elle ressort assez clairement des débats devant le Parlement britannique lors de la discussion, et, encore à l'heure actuelle, la plus grande application en est faite aux délinquants entre douze et vingt et un ans. Cependant quel qu'en ait été l'esprit à l'origine, la loi anglaise est faite indifféremment pour les majeurs et les mineurs.

Pour donner plus d'harmonie et de clarté à l'étude comparée de ces deux textes, nous commencerons par rappeler brièvement les dispositions essentielles du Titre III de la loi du 22

juillet 1912 et nous les comparerons ensuite avec celles de la loi de 1907 en en relevant au fur et à mesure les différences ou les similitudes.

L'institution de la liberté surveillée nous vient d'Angleterre et d'Amérique ; empruntant ses sources à la loi de l'Etat du Massachusetts et au Probation of Offenders Act 1907, nous ne serons donc pas étonnés de relever entre les deux textes plus de similitudes que de différences. On peut dire qu'à l'heure actuelle elle est répandue dans l'Europe entière, presque tous les pays européens ayant adopté un système analogue, parmi lesquels nous pouvons citer :

l'Allemagne, par une loi du 16 février 1923,

l'Autriche, en 1920,

la Belgique, loi du 15 Mai 1912,

l'Espagne, loi du 25 décembre 1918 et Décret Royal du 15 juillet 1925,

la Finlande, loi du 20 juin 1918,

les Pays-Bas, qui possèdent même deux lois sur la mise en liberté des mineurs, l'une du 13 décembre 1915 pour les mineurs de 18 à 21 ans et l'autre du 24 novembre 1922 pour les mineurs de seize ans,

la Pologne, loi du 7 février 1919,

le Portugal, par des décrets en date du 27 mai 1911 et du 15 mai 1925,

la Suède, 28 juin 1918.

Et même, enfin, l'Union des Républiques Socialistes et Soviétiques par une loi en date du 12 décembre 1919.

Parmi les nations les plus importantes de l'Europe il n'y a guère que la Bulgarie, la Roumanie et l'Italie où fonctionne cependant une organisation municipale, dans certaines villes, de surveillance des mineurs, qui soient dépourvues de loi sur la mise en liberté surveillée des mineurs. Le Danemark a, depuis peu, un projet de loi à l'étude devant son Parlement.

Le but du régime de la liberté surveillée est le même exactement que celui du Probation System : éviter l'emprisonnement qui est souvent inefficace, qui n'est pas le châtiment qui convient aux légers délits et qui, de plus, est souvent corrupteur pour la jeunesse. Mais d'autre part la vie en liberté, soit en famille, soit au sein d'un foyer étranger, ne peut fonctionner que si elle est accompagnée d'une surveillance efficace et d'un contrôle du genre d'éducation donnée aux enfants par leurs parents et de la conduite des enfants eux-mêmes.

Avant la loi de 1912, l'article 66 ancien du Code Pénal (Loi du 12 Avril 1906) prévoyait que lorsqu'un mineur de dix-huit ans avait commis un crime ou un délit, si les juges avaient décidé qu'il avait agi sans discernement, le mineur était acquitté, et, selon les circonstances, remis à ses parents, ou confié à un patronage ou à un particulier ou même conduit dans une colonie pénitentiaire pour y être élevé et détenu pendant le nombre d'années déterminées par le jugement, sans que toutefois cette détention puisse dépasser l'époque de sa majorité.

Mais ce procédé présentait de graves inconvénients, en particulier dans le cas où l'enfant, remis à ses parents ou confié à un patronage ou à un particulier ne justifiait pas par sa conduite la mesure de clémence dont il avait bénéficié. En effet, le tribunal qui avait ordonné cette mise en liberté, se trouvant dessaisi ne pouvait plus modifier sa décision : il était alors obligé d'attendre que le mineur commette une nouvelle infraction tombant sous le coup de la loi pénale pour pouvoir statuer à nouveau et prendre des mesures plus sévères à son égard. Pour éviter cet inconvénient, les tribunaux, et en particulier le tribunal de la Seine, eurent recours à un expédient : au lieu de confier l'enfant directement à un particulier ou à un patronage, ils l'envoyaient dans une maison de correction en le remettant à l'Administration Pénitentiaire qui, à son tour, confiait

l'enfant au patronage ou au particulier dont elle s'était assuré le concours. Si le mineur se conduisait bien, aucun changement n'intervenait et il restait sous la surveillance du patronage ou du particulier jusqu'à l'époque fixée dans le jugement pour sa libération définitive. Dans le cas contraire, l'enfant était remis à l'Administration Pénitentiaire, de telle sorte que la crainte ou la menace d'un envoi dans une maison de correction produisait parfois un effet salulaire sur l'esprit et la conduite de l'enfant. Mais tous ces artifices échouèrent devant les décisions des Magistrats de la Cour de Cassation, aussi la loi du 22 juillet 1912 est-elle venue légaliser et régulariser cette pratique. (1)

§ 1. — *Dans quels cas fonctionne en France la mise en liberté surveillée ?*

Nous savons qu'elle peut être prononcée par le Juge d'instruction et par le Tribunal.

Le juge d'instruction a le droit, comme mesure provisoire, de confier le mineur de treize à dix-huit ans soit à ses parents, soit à une institution charitable reconnue d'utilité publique (art. 16 de la loi du 22 juillet 1912). Si la garde provisoire de l'enfant est laissée à sa famille, à un parent ou à un particulier, le juge d'instruction peut ordonner qu'elle sera exercée sous la surveillance d'une personne de confiance désignée par lui (art. 16, al. 4). Quand l'enfant est confié par le magistrat instructeur à une institution charitable ou à l'Assistance Publique, cette surveillance ne sera pas exercée.

(1) Mr Huguency : Cours de Droit Criminel, 2^e année, 1922-1923.

La mise en liberté surveillée peut être ensuite prononcée par le Tribunal dans deux hypothèses :

- a) provisoirement, avant tout jugement quant au fond ;
- b) accessoirement.

Dans la première hypothèse, si le mineur est reconnu avoir agi avec discernement — s'il est au contraire reconnu avoir agi sans discernement il doit être acquitté purement et simplement — la mise en liberté surveillée a pour but de mettre l'enfant à l'épreuve : s'il se conduit bien il ne sera pas condamné à une peine plus grave et évitera ainsi la flétrissure d'une condamnation. Dans ce cas la mise en liberté surveillée, tout comme le probation system, est un sursis, non à l'exécution du jugement, mais au jugement proprement dit.

Enfin, si la prévention est établie, la mise en liberté surveillée peut fonctionner accessoirement à la décision du tribunal qui a le choix entre plusieurs partis :

- a) remise de l'enfant à sa famille.
- b) placement de l'enfant, jusqu'à sa majorité, soit chez une personne de confiance, soit dans un asile ou un internat approprié, soit dans une institution charitable reconnue d'utilité publique ou désignée par arrêté préfectoral.
- c) remise à l'Assistance Publique.

Mais la liberté surveillée c'est-à-dire le placement de l'enfant sous le contrôle d'un délégué spécialement choisi par le tribunal ne peut fonctionner que lorsque la garde de l'enfant est confiée à la famille de celui-ci, ou à une personne ou à une institution charitable. (Art. 6 de la loi du 22 juillet 1912 et art. 66 C. P.) Enfin la durée de cette période d'épreuve n'est pas fixée par la loi qui a laissé au magistrat une pleine liberté d'appréciation, lui imposant cependant comme extrême limite la date où l'enfant atteindra sa majorité.

La surveillance des jeunes délinquants est exercée par des délégués, créés par la loi de 1912. Ces délégués, désignés par

le tribunal, sont des personnes de l'un et l'autre sexes, choisis de préférence parmi les membres des Sociétés de patronage, des comités de défense des enfants traduits en justice, ils peuvent même être de simples particuliers, choisis directement par le tribunal (art. 22). Ce sont eux qui sont chargés, sous la direction du tribunal, d'assurer et de contrôler la mise en liberté surveillée, le tribunal se réservant le droit de leur demander des renseignements sur la conduite de l'enfant confié à leur garde. Mais la loi ne reconnaît aucun pouvoir spécial à ces délégués, ils ne peuvent prendre aucune décision, aucune sanction ; leur situation juridique est celle de mandataires gratuits du tribunal. Le Décret du 31 Août 1913 portant règlement d'Administration publique en exécution de la loi du 22 juillet 1912, art. 21, ne leur alloue, et encore faut-il qu'ils le demandent, que le remboursement des frais de déplacement faits par eux pour les besoins du service. Comme des mandataires ordinaires, ils peuvent renoncer à leur mandat et ils sont eux-mêmes révocables « ad nutum » par l'autorité qui les a désignés. Leurs fonctions consistent à visiter, pendant la période d'épreuve, les mineurs mis en liberté surveillée, aussi souvent qu'il est nécessaire et à fournir au tribunal des rapports sur leur conduite.

Effets de la Mise en liberté surveillée

Quant aux effets de la mise en liberté surveillée deux situations sont à considérer :

1^o Avant l'expiration du délai fixé par le juge.

C'est pendant cette période que la liberté surveillée produit ses effets les plus caractéristiques par suite du contrôle et de la surveillance exercés sur l'enfant. Le délégué agit, en vertu de l'article 22 de la loi de 1912, sous la direction du tribunal, mais il jouit à ce point de vue d'une grande liberté d'action. Il doit

visiter l'enfant, nous l'avons vu, aussi souvent que cela lui paraît nécessaire, aucune règle fixe n'étant établie pour cela. Il veille à son assiduité à l'école ; s'il en a dépassé l'âge il l'aide à lui trouver un emploi ; il surveille ses relations, ses parents, ses amis, car « le crime de l'enfant c'est le crime des parents, de la famille et du milieu ». (1)

La mise en liberté surveillée peut être révoquée, comme le sursis de la loi de 1891 et la mise en probation. Ses causes de révocation, d'ailleurs, ressemblent davantage à celles du système britannique qu'à celles de la loi Bérenger. En effet, en vertu de la loi de 1912 — art. 23 — point n'est besoin que le mineur commette une nouvelle infraction : simplement sa mauvaise conduite ou le péril moral dans lequel il se trouve peuvent provoquer une citation du mineur et des personnes qui en ont la garde pour qu'il soit statué à nouveau. Le tribunal qui est resté saisi peut alors modifier sa décision première, et le Président agira ainsi, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, soit d'office soit sur simple requête du délégué. Il pourra alors retirer l'enfant à sa famille, le confier à un tiers ou ordonner qu'il sera envoyé dans une maison de réforme, s'il s'agit d'un mineur de treize ans, ou dans une maison de correction, s'il s'agit d'un mineur de treize à dix-huit ans.

2^o Au moment de l'expiration de la période fixée par le tribunal.

Dans ce cas nous devons distinguer entre deux hypothèses :

a) La période d'épreuve expire par l'arrivée du mineur à sa majorité : la liberté surveillée prend fin automatiquement et elle ne peut être remplacée par aucune autre mesure. Les pouvoirs du Tribunal pour enfants, et, par suite ceux du délégué

(1) Garraud : *Revue Penitentiaire*, 1910, p. 930.

expirent par le fait que l'enfant devient majeur et qu'il recouvre un droit absolu sur la direction de sa conduite.

b) La période d'épreuve fixée par le tribunal expire avant que le mineur ait atteint sa majorité.

L'article 66 C. P. prévoit dans ce cas que le tribunal devra statuer à nouveau à la requête du Procureur de la République. En statuant le Tribunal peut opter entre les deux solutions suivantes :

ou bien, si le mineur s'est bien conduit pendant la période d'épreuve, il pourra lui rendre toute sa liberté en supprimant d'une façon définitive la surveillance du délégué,

ou bien, au contraire, si le mineur n'a fait preuve d'aucun amendement, le tribunal pourra, soit prolonger la liberté surveillée jusqu'à la majorité de l'enfant, soit le confier à une institution spéciale, ou bien encore si c'est un mineur de treize à dix-huit ans, l'envoyer dans une colonie pénitentiaire.

§ 2. — *Comparaison avec le « Probation System »*

L'étude même de la loi du 22 juillet 1912 nous montre en somme la ressemblance étroite qui lie cette institution à celle de la probation des tribunaux britanniques.

Non seulement elles ont la même origine, non seulement elles se ressemblent quant à leur but, mais encore sont-elles à peu près semblables dans leur fonctionnement et leur application.

Mais en ce qui concerne l'application du « probation system » aux mineurs il est nécessaire de rappeler brièvement les principes généraux de la législation ayant trait aux mineurs en Grande Bretagne.

Ces principes et les pouvoirs conférés aux tribunaux à l'égard des mineurs sont contenus dans deux lois fondamen-

tales : le Children Act 1908 et le Prévention of Crimes Act de la même année.

Les limites de la responsabilité criminelle datent en Grande Bretagne du temps d'Edouard III, au XV^e Siècle, et les dispositions les concernant sont toujours plus ou moins en vigueur aujourd'hui encore. D'après la loi anglaise la responsabilité délictuelle ne commence qu'à l'âge de sept ans ; jusque là l'enfant est considéré, *a priori*, comme ayant agi sans discernement et comme étant « doli incapax ». A partir de sept ans et jusqu'à l'âge de quatorze ans, la responsabilité délictuelle de l'enfant (« child ») est relative, une inculpation quelconque ne pouvant être retenue contre lui que s'il est prouvé qu'il a agi avec discernement. De quatorze à seize ans et à plus forte raison au-delà, la responsabilité délictuelle est absolue pour les jeunes personnes (« young persons »). La seule différence qui existe entre ces mineurs de seize ans et les majeurs consiste dans une atténuation de la peine — au-dessous de seize ans les enfants ne peuvent pas être condamnés à mort, ni à la servitude pénale, l'emprisonnement même ne peut leur être appliqué que dans des cas exceptionnels —. Mais la majorité pénale s'arrête en Grande Bretagne à l'âge de seize ans et la compétence des « juvenile courts » ne s'étend pas au delà de cette limite.

Avant la promulgation en 1908 du Children Act et la création des tribunaux pour enfants, l'effort principal portait sur la question de culpabilité et l'on n'attachait que peu d'importance à la nature de la peine à infliger au jeune délinquant. Les infractions les moins graves étaient le plus généralement réprimandées par l'amende, et les infractions plus sérieuses étaient punies par la prison dont la durée était en partie réglée par la loi applicable aux majeurs et par l'arbitraire du magistrat. Mais en Grande Bretagne, comme dans la plupart des pays européens, depuis une centaine d'années un grand chan-

gement s'est opéré. Vers le milieu du siècle dernier l'opinion publique s'est élevée contre l'emprisonnement à long terme infligé aux mineurs, et c'est alors que naquit dans ce pays, ce qu'il est convenu d'appeler le « Reformatory Movement ». Par la suite on vit germer et naître l'idée de la surveillance des délinquants au milieu de leur propre foyer grâce au Probation System.

Tous ces développements successifs ont apporté avec eux un choix plus vaste dans les mesures à appliquer aux délinquants mineurs, en même temps que s'est développé l'intérêt en faveur de l'avenir du délinquant, si bien qu'à l'heure actuelle on se trouve, en Grande Bretagne en face de deux courants d'opinions au sujet, non des peines, mais du traitement à infliger aux délinquants mineurs. L'un en faveur du Probation System ou de la liberté surveillée, l'autre en faveur des institutions de réforme. Cependant l'antagonisme n'est pas très grand, car tous les jours on reconnaît davantage que ces deux systèmes ne sont pas si différents qu'ils en ont l'air et qu'ils ne s'opposent pas l'un à l'autre, mais qu'au contraire ils se complètent admirablement et que les meilleurs résultats ne peuvent être obtenus que grâce à une étroite coopération de l'un et de l'autre. Cela se remarque surtout dans le fait que pendant un temps les institutions de réforme, quelles qu'elles soient, furent considérées comme la panacée universelle pour tous les maux sociaux. Mais depuis quelques années un grand revirement s'est produit dans l'opinion générale, si l'on en juge par la fermeture d'un grand nombre de « reformatories », d'« industrial schools » et même de prisons, fermeture qui est due à l'extension prise par le probation system ; et l'opinion publique qui se reflète en quelque sorte dans l'attitude des cours et tribunaux à l'égard des délinquants hésite de plus en plus à retirer les enfants de leur foyer et à confier leur éducation à des étrangers, à moins, naturellement, que la mo-

ralité du délinquant et du foyer au milieu duquel il vit n'exigent ce retrait.

Dans les différentes peines mises à la disposition des tribunaux pour enfants nous verrons que le législateur s'est beaucoup inspiré de ces théories nouvelles. Ces peines sont énumérées par la section 107 du Children Act 1908.

Quand un enfant ou « child » (de sept à quatorze ans) ou une jeune personne « young person » (de quatorze à seize ans), accusé d'une infraction quelconque, comparaît devant un tribunal, celui-ci doit choisir entre les peines suivantes :

- a) renvoyer le délinquant des fins de la poursuite ;
- b) relâcher le délinquant en lui faisant contracter une « recognizance » ;
- c) relâcher le délinquant et le placer sous la surveillance d'un probation officer ;
- d) confier le délinquant aux soins d'un parent ou d'une personne charitable, dans le cas où les personnes qui légalement ont la charge de l'enfant ont été condamnés pour attentats aux mœurs, ou pour coups et blessures sur la personne de leur enfant ; ou encore dans le cas où l'enfant est moralement et physiquement abandonné par ses parents ;
- e) envoyer l'enfant dans une « industrial school » ;
- f) envoyer l'enfant dans un « reformatory » ;
- g) ordonner que l'enfant sera fouetté ;
- h) ordonner que l'enfant sera condamné à payer une amende, des dommages-intérêts ou les frais du procès, s'il est âgé d'au moins quatorze ans ;
- i) condamner les parents ou gardiens de l'enfant à payer une amende, les dommages-intérêts ou les frais du procès si l'enfant est âgé de moins de quatorze ans.
- j) ordonner que les parents ou gardiens de l'enfant versent une caution pour sa bonne conduite (méthode d'ailleurs très peu appliquée) ;

k) envoyer le délinquant dans l'une des places de détention prévues par le Children Act ;

l) si l'enfant est âgé de quatorze à seize ans, le condamner à l'emprisonnement.

Le législateur se montre en effet peu favorable à l'égard des peines privatives de liberté, il a surtout recours aux méthodes s'inspirant du probation system ou des institutions de réforme.

Il y a donc entre la loi du 22 juillet 1912 et le Probation of Offenders Act plus de ressemblances que de différences.

Nous ne relevons guère que trois différences entre ces deux institutions.

La première consiste dans l'étendue de l'application des deux lois ; alors que la loi de 22 juillet 1912 sur la liberté surveillée est uniquement applicable aux mineurs, le Probation of Offenders Act 1907 s'applique à la fois aux majeurs et aux mineurs.

La seconde différence a trait à la durée de la période d'épreuve. Selon la loi française, cette période est fixée avec une pleine liberté d'appréciation par le magistrat, la seule limite imposée étant la majorité du délinquant. La loi anglaise également laisse une pleine liberté d'appréciation quant à la durée de cette période d'épreuve, elle se borne, toutefois, à stipuler qu'elle ne pourra dépasser un maximum de trois années.

La troisième différence est relative aux pouvoirs du juge d'instruction. En France le juge d'instruction chargé d'informer contre un mineur de 13 à 18 ans a le droit de le placer en liberté surveillée. En Grande Bretagne ce droit n'est pas reconnu aux magistrats qui font fonction de juge d'instruction — les juges de paix —. Les mineurs, pendant l'instruction, peuvent être mis en détention préventive, ou mis en liberté provisoire sous caution tout en étant confiés à leurs parents ou gardiens mais ils ne sont pas dans ce cas placés sous la surveillance du probation officer. Le rôle du probation officer

à l'instruction existe pourtant, nous avons déjà eu l'occasion de le signaler : il se borne surtout à des enquêtes sur la personne de l'enfant, ses antécédents, son foyer, et sur l'opportunité d'appliquer le probation system.

Mais en dehors de ces trois différences nous ne trouvons que des analogies entre les deux systèmes.

Analogie, tout d'abord quant à l'origine et à l'inspiration de ces deux textes législatifs, les législateurs anglais et français s'inspirant de ce qui avait été fait en 1878 dans l'Etat de Massachusetts.

Mais analogie surtout quant au fonctionnement des deux institutions.

Le régime de la loi de 1907 est comme celui de la loi française une mesure provisoire, prise par le tribunal. Les deux lois créent le sursis au jugement, ce sursis consistant en une période d'épreuve dont la durée est variable et devant aboutir soit à la libération définitive du délinquant, soit à une condamnation plus sévère, si cette mesure est rendue nécessaire par le caractère incorrigible de la personne à laquelle le tribunal avait pourtant donné l'occasion de faire amende honorable.

Analogie également en ce qui concerne le fonctionnement même de la mise en liberté surveillée, les probation officers n'étant pas autre chose que les délégués créés par la loi de 1912, leurs fonctions, leur rôle, leur situation juridique, vis-à-vis du tribunal et du mineur, surtout lorsqu'il s'agit de probation officers bénévoles, sont identiques. La seule différence qu'il y ait à cet égard entre la loi de 1907 et celle de 1912 c'est que la première prévoit la création de probation officers fonctionnaires rétribués sur les fonds municipaux, et encore cette différence est-elle atténuée par le fait qu'en Grande Bretagne il est souvent fait appel au concours d'institutions et de personnes charitables agissant bénévolement ; ces derniers sont alors exactement l'équivalent de nos délégués français.

Analogie enfin quant au mode de révocation de l'une et l'autre mesure. Pour la révocation de la mise en probation comme celle de la liberté surveillée il n'est pas nécessaire que le mineur commette une nouvelle infraction ; il peut être déchu de cette mesure de clémence, dans l'une et l'autre législation en raison de sa mauvaise conduite ou simplement en cas de danger moral, et pour ce retrait, en vertu des deux lois, le magistrat peut agir d'office ou sur la simple requête, soit du délégué, soit du probation officer. Il sera cité à nouveau et s'il ne donne aucune justification de sa conduite, le magistrat supprimera la probation, le confiera à un « reformatory » ou à une « industrial school » et pourra même l'envoyer en prison, suivant son âge.

A l'expiration de la période d'épreuve le mineur est obligé de comparaître devant le tribunal afin qu'il soit définitivement statué sur son cas. Si le tribunal est satisfait de la conduite du mineur il pourra lui rendre sa pleine et entière liberté, sinon il pourra prendre des mesures plus sévères.

IV

Comparaison du « Probation System » avec la Peine d'emprisonnement

Le Probation System étant en Grande Bretagne le procédé le plus récent imaginé pour servir de substitut à la peine d'emprisonnement, il nous semble qu'il n'est pas inutile de le comparer avec l'institution qu'il est appelé à remplacer, en partie tout au moins.

Plusieurs arguments sont opposés à l'efficacité de la peine d'emprisonnement au point de vue de la protection de la Société :

Il est bien évident, en effet, que dans la grande majorité des cas, la prison ne protège la Société que pendant le temps qu'y passe le délinquant jugé dangereux. C'est ainsi qu'en Angleterre et en Ecosse, au cours de l'année 1926, 72.019 individus, hommes, femmes ou enfants furent emprisonnés. Sur ce chiffre total, le tiers environ n'a été condamné qu'à 15 jours de prison au maximum : la protection dont a pu jouir la Société pendant ce court laps de temps ne vaut donc même pas la peine d'être prise en considération, étant donné surtout que ces sentences, aussi courtes soient-elles, sont suffisantes pour faire perdre leur emploi à une grande partie de ces délinquants et par là même à les pousser sur le chemin de la récidive.

D'autre part, au cours de la même année, plus du tiers des individus emprisonnés, 26.435 exactement, le furent pour n'avoir pas pu verser au Trésor les amendes auxquelles ils avaient été condamnés. Ces personnes furent donc incarcérées non pas parce que la Société les tenait pour dangereuses, mais uniquement parce qu'elles ont été dans l'impossibilité de payer leurs dettes.

Pour répondre d'autre part à l'argument qui consiste à voir dans la peine d'emprisonnement un moyen d'intimidation il est facile de remarquer que plus de la moitié des personnes incarcérées en 1926 — soit 36.187 — avait déjà subi auparavant une ou plusieurs peines de prison : la perspective d'une nouvelle incarcération ne les avait donc pas spécialement retenues sur la voie de la récidive.

Au contraire, si nous comparons maintenant les résultats obtenus par l'emprisonnement à ceux du probation system à l'égard des personnes auxquelles il en a été fait application au cours de la même période, nous trouvons invariablement un pourcentage de 80 à 90 % de résultats satisfaisants. Quand on invoque le témoignage des personnes qui sont chargées

d'appliquer la méthode nouvelle, magistrats, probation officers et police constables, on est frappé de les voir répondre que sur les nombreux cas d'application du probation system portés à leur connaissance il est rare de voir un individu retomber dans la voie du crime après sa période d'épreuve.

Nous trouvons également en Grande Bretagne un argument éloquent en faveur des dispositions de la loi de 1907 : l'usage de plus en plus fréquent qui est fait de ses dispositions et la diminution corrélative des condamnations à l'emprisonnement, si l'on songe notamment qu'en 1911, année où la criminalité semble avoir été relativement faible, plus de cent trente mille condamnations à l'emprisonnement ont été prononcées alors qu'en 1926, à peine quinze ans plus tard, ce chiffre tombe à soixante douze mille. Cette diminution s'est d'ailleurs accompagnée depuis 1914 de la fermeture et de la démolition de vingt cinq prisons sans qu'aucune autre ait été ouverte ou construite pour les remplacer.

Mais d'autres arguments encore plaident en faveur des effets du probation system comparés à ceux de l'emprisonnement.

Tout d'abord, se pose la question du travail des délinquants. Quels que soient, en effet, les efforts accomplis par les nombreuses associations charitables qui viennent en aide aux prisonniers libérés, telle que la « Discharged Prisoners' Aid Society » pour trouver un emploi aux individus qui sortent de prison, la plupart de ceux-ci malheureusement restent de longs mois sans travail, aussi n'est-il pas rare de les voir rapidement récidiver. A l'expiration de la période d'épreuve, au contraire, les statistiques montrent que la grande majorité des « probationers » ont un emploi entre les mains. La flétrissure qui accompagne l'individu qui sort de prison lui rend plus difficile la recherche d'un emploi, le probation system, convenablement administré, ne doit pas entraîner cette flétrissure.

D'autre part, l'échelle des différentes peines de prison est déjà un pas en avant vers l'individualisation de la peine. Le probation system tend vers une individualisation plus complète encore, grâce au jeu des conditions, variables à l'infini, qui sont imposées au délinquant, suivant son âge, sa nature, son caractère, ses antécédents, le probation officer tâchant en effet d'orienter l'individu qui lui est confié vers tel ou tel but afin de combattre telles ou telles influences, de lutter contre tel ou tel vice ou encore contre telle ou telle mauvaise habitude. C'est ainsi que quand il est fait application de la peine de prison en cas d'infraction à la propriété, la condamnation à la restitution ou à des dommages intérêts est souvent illusoire. L'une des conditions essentielles de la mise à l'épreuve porte au contraire, dans ces cas, sur l'un ou l'autre chefs, parfois même sur les deux à la fois.

Et les efforts principaux du probation officer porteront sur la réalisation effective de ces conditions et le désintéressement de la victime.

Enfin, pendant la période de probation, si le délinquant est en âge de travailler, le probation officer ne manquera pas de lui procurer un emploi convenant à ses aptitudes afin qu'il puisse gagner l'argent nécessaire à son entretien et à celui de sa famille s'il en a une. Cette possibilité disparaît avec la prison : le prisonnier pendant la période de son incarcération est au contraire entretenu avec les deniers publics, ainsi que sa famille parfois aussi, grâce à des dons provenant d'associations charitables créées à cet effet. Mais il arrive le plus souvent qu'elle ne reçoit aucun subside, c'est alors la famine et la misère pour la femme et de pauvres petits êtres innocents, misère susceptible de les entraîner à venir grossir l'armée du crime afin de leur permettre de se procurer de misérables moyens d'existence.

Ceci nous amène alors à citer un autre argument dont nous

ne saurions négliger l'importance, nous voulons dire l'argument financier proprement dit :

En Grande Bretagne, l'entretien d'un prisonnier ordinaire coûte, chaque année, soixante quinze livres sterling au contribuable, quatre vingt quatorze s'il s'agit d'un individu condamné à la prison avec servitude pénale. A ces dépenses il faut encore ajouter celles encourues par l'entretien des forces de police, des cours et tribunaux, ce qui représente une dépense totale dépassant six millions de livres par an. Ces chiffres pourraient être considérablement réduits si, au lieu d'envoyer tous les délinquants en prison, on faisait un choix judicieux et qu'on en mît un certain nombre en liberté à l'épreuve, tous les délinquants primaires notamment. A côté des délinquants primaires il y en a également un autre type qui semble tout désigné pour recevoir l'application du probation system : ceux auxquels un délai a été accordé pour payer les amendes prononcées contre eux et qui, ce délai expiré, sont envoyés en prison faute par eux de ne pas s'être exécutés envers le fisc. La surveillance du probation officer pourrait utilement s'exercer jusqu'à l'exécution de la peine d'amende et certaines dispositions pourraient être prises pour en assurer le paiement de façon à éviter ainsi la prison à cette catégorie de délinquants qui n'ont pas été jugés suffisamment dangereux pour être incarcérés et que la promiscuité dans la prison avec d'autres délinquants pourrait rendre moins facilement invulnérables contre des tentations criminelles.

Ainsi, soit que l'on compare les résultats du probation system avec ceux de la prison, tant au point de vue de la Société, qu'au point de vue du délinquant lui-même, la probation présente de nombreux avantages à la fois au point de vue économique et à celui que les britanniques appellent « educational ».

Le Législateur de 1908 a si bien compris les inconvénients

de l'emprisonnement, comparés aux avantages du probation system, qu'il a supprimé la peine d'emprisonnement pour les mineurs de quatorze ans. En effet, en vertu du Children Act de 1908, aucun enfant au-dessous de cet âge ne peut être condamné à la prison et les adolescents de 14 à 16 ans ne peuvent y être envoyés que sur une décision spéciale de la cour lorsque, en raison de leur état de dépravation ou d'indiscipline, on ne peut avoir recours à aucune autre mesure pénale. En 1907, un an avant la promulgation du Children Act, cinq cent soixante douze mineurs de 16 ans furent envoyés en prison, en 1925 ce chiffre est tombé à huit. (1)

Sursis, Probation System, Mise en Liberté Surveillée, et même « parole system » sont donc quatre institutions étroitement apparentées les unes aux autres, soit quant à leur fondement, soit quant à leur but, soit parfois aussi, enfin, quant à leur fonctionnement. Elles sont toutes enfin le résultat d'une interprétation plus humanitariste du droit criminel.

(1) Report of the Departmental Committee, 1927, p. 79.

CONCLUSION

Au terme de cette monographie nous ne saurions manquer à la tradition qui veut que toute étude de ce genre ait une conclusion. Aussi pensons-nous que cette conclusion ne saurait être autre chose que la réponse à cette question : Faut-il ou ne faut-il pas encourager le développement de telles institutions ?

Il est toutefois évident que nous n'avons nullement l'intention de prendre parti pour ou contre le Probation System d'une façon catégorique, la matière est trop délicate ; aussi, comme en toutes choses, convient-il de procéder par des distinctions.

Notons tout d'abord les faits. Il nous est impossible de nier l'évidence : quel que soit le résultat pratique, obtenu par le probation system, tant au point de vue de la répression que de la prévention de la criminalité, nous sommes obligés de reconnaître que cette institution ou d'autres, présentant avec elle une grande analogie, ont une tendance des plus marquées à se répandre dans la presque totalité des pays européens.

Parti des Etats-Unis, ce mouvement dont le but principal était d'aboutir à une plus parfaite personnalisation du traitement à infliger aux délinquants, a fait, à l'heure actuelle, le tour à peu près complet de l'Europe. La nécessité de la création de systèmes semblables s'est faite sentir un peu partout : tantôt s'appliquant à la fois aux majeurs et aux mineurs,

tantôt aux mineurs seulement, mais partout où nous les retrouvons ils conservent leurs principales caractéristiques :

prévention de la criminalité ;

luttés contre les influences immorales qui guettent le délinquant à son propre foyer ou dans son entourage ;

rééducation et amendement du délinquant.

Partout également nous sommes en présence d'une similitude de moyens pour atteindre à ce but : périodes d'épreuve variables sous la surveillance de personnes spécialement désignées à cet effet par le tribunal, que ces personnes portent le nom de probation officers, de délégués, de curateurs, de gardiens ou de conseils de tutelle.

Dans certaines régions nous voyons aussi parfois s'exercer, à côté de la surveillance morale, un véritable contrôle sur la personne physique du délinquant soumis à l'épreuve : traitements médicaux pour les infirmes et traitements psychiques pour les faibles d'esprit.

Partout, enfin, nous retrouvons une coopération plus ou moins étroite entre l'autorité judiciaire et les organisations publiques et privées dans cette œuvre de relèvement social.

Une enquête très intéressante sur les progrès accomplis par le probation system dans les pays européens ou les institutions s'y apparentant a été faite récemment par le Président de l'Association Nationale des Probation Officers de Grande-Bretagne, M. T. W. Trought. (1)

Parmi les pays d'Europe ayant adopté une institution analogue au Probation System nous signalerons les plus importants.

(1) T. W. Trought : Probation in Europe, 1927.

Allemagne. — En Allemagne, les dispositions concernant la mise à l'épreuve des délinquants varient plus ou moins suivant chaque Etat.

Chacun des dix huit Etats qui composent la République Impériale Allemande possède un régime de liberté surveillée pour les mineurs basé sur la Loi Impériale des Tribunaux pour enfants du 16 Février 1923. Mais dès avant la promulgation de cette loi fonctionnait déjà dans chaque Etat un système de sursis à l'exécution de la peine, sursis qui était exercé par le Ministre de la Justice comme une sorte de grâce et qui fonctionnait à la fois au profit des mineurs et des majeurs, alors que le régime de la liberté surveillée de la Loi Impériale ne fonctionne qu'au profit des mineurs.

L'article 5 du décret du Ministre d'Etat du Grand Duché de Bade du 17 Décembre 1919 reconnaît au Ministre de la Justice le droit de :

a) suspendre l'exécution de la condamnation prononcée par les tribunaux.

b) ou de réduire cette condamnation en imposant au condamné, au lieu et place de cette condamnation, une période d'épreuve, si les circonstances dans lesquelles a été commise l'infraction ou la moralité du délinquant laissent à présumer que ce dernier se conduira bien par la suite.

Mais ce droit de suspendre l'exécution de la condamnation ou de substituer à cette dernière une période d'épreuve est également reconnu aux tribunaux pour enfants. Aussi est-ce uniquement dans les cas où des mineurs sont mis en liberté provisoire que cette période d'épreuve s'accompagne de surveillance. La loi, dans ce cas plus spécialement, veut donner au jeune délinquant l'occasion de racheter sa mauvaise conduite antérieure en le plaçant pendant un temps variable, trois à cinq ans, sous la tutelle de personnes appartenant en général à des sociétés de patronage ou à des organisations charitables.

Les délégués de ces sociétés ou associations, suivant les renseignements fournis par M. Trought ont pour la plupart reçu une instruction professionnelle et reçoivent un traitement, soit de l'Etat soit de la municipalité où siège le tribunal qui les a désignés. Mais on rencontre également un grand nombre de surveillants bénévoles.

En Bavière la mise en liberté surveillée ne fonctionne également que pour les mineurs de dix-huit ans. La surveillance est exercée, non pas par des fonctionnaires mais par des personnes charitables qui ne reçoivent aucune rémunération.

De même en Prusse et en Saxe (1), les mineurs de 14 à 18 ans libérés conditionnellement sont soumis à une certaine surveillance ainsi que les personnes de 18 à 21 ans, qui pourtant au point de vue pénal sont considérées comme majeurs dans les cas où elles ont été condamnées pour mendicité, vagabondage ou prostitution. Dans ces cas la surveillance est exercée en Prusse par des fonctionnaires municipaux qui reçoivent une certaine rétribution de la municipalité et en Saxe par des fonctionnaires de l'Administration Pénitentiaire, ou bien encore, dans l'un et l'autre Etat, par des personnes appartenant à des sociétés de bienfaisance ou même de simples particuliers qui agissent bénévolement.

Autriche. — La loi qui autorise la mise en liberté surveillée des délinquants date du 23 septembre 1920 (« Gesetz über die bedingte Verurteilung »). Cette loi s'applique à tous les délinquants quel que soit leur âge, mineurs ou adultes.

La surveillance des délinquants ainsi mis en liberté à l'épreuve est confiée, comme en Grande Bretagne, à des fonctionnaires des deux sexes rétribués par l'Etat. Ils sont aidés dans leur

(1) Loi Impériale du 16 Février 1923.

travail par des personnes charitables, bénévoles, soit qu'elles se rattachent à des organisations de bienfaisance, soit qu'elles agissent individuellement.

Les probation officers rétribués reçoivent avant leur entrée en fonctions une éducation professionnelle à la fois théorique et pratique dans les Universités. Des cours spéciaux pour les femmes sont donnés à la « Soziale Frauenschule » de Vienne.

La période d'épreuve varie entre une et trois années. Si au cours de cette période d'épreuve le délinquant commet une nouvelle infraction cette mesure de clémence lui est retirée et il doit exécuter la peine à laquelle il avait primitivement été condamné, le système autrichien, étant comme le système français, un sursis à l'exécution de la peine et non au jugement.

D'autre part, il n'est pas inutile de signaler non plus que les Autrichiens ont adopté le système de « parole » tel qu'il fonctionne aux Etats-Unis d'Amérique. Les condamnés qui ont déjà exécuté les deux tiers de leur peine de prison peuvent être relâchés et mis en liberté surveillée pour le temps qui leur reste encore à courir.

Pays-Bas. — Les Pays-Bas possèdent deux lois sur la mise à l'épreuve des délinquants : l'une du 13 Décembre 1915 concernant les majeurs, l'autre du 24 novembre 1922 visant les mineurs de dix-huit ans.

Les délinquants qui bénéficient de cette mesure continuent à vivre dans leur propre foyer, mais sont placés sous la surveillance d'une personne remplissant le rôle du « probation officer » britannique. Ils peuvent également, suivant le cas, être confiés à des Sociétés de patronage autorisées et subventionnées par l'Etat.

De plus l'Etat a désigné cinq fonctionnaires, dont une femme pour conseiller le tribunal dans les cas où une condamnation

conditionnelle doit être prononcée, à la suite d'enquêtes effectuées dans l'entourage du délinquant, et pour contrôler l'activité des sociétés de patronage, l'Armée du Salut, notamment, qui, elle, agit bénévolement.

Union des Républiques Socialistes et Soviétiques. — Il n'est pas sans la Russie actuelle qui ne possède aussi un régime de mise en liberté à l'épreuve, mais pour les mineurs seulement. (1)

Les enfants de 14 à 18 ans, en effet, sont tout d'abord examinés par des commissions spéciales rattachées au Commissariat de l'Instruction Publique et seules, en général, des mesures pédagogiques leurs sont applicables. Ce n'est que dans les cas où ces Commissions Spéciales estiment que ces mesures ne cadrent pas avec le caractère ou la moralité du délinquant qu'ils sont déferés devant les Tribunaux répressifs ordinaires qui leur appliqueront alors les peines de droit commun.

Mais au cas où, après enquête sur les conditions d'existence du mineur par des enquêteurs spéciaux rattachés à ces commissions, l'infraction ne nécessite pas pour son auteur la peine de prison, le mineur sera mis en liberté conditionnelle et placé sous la surveillance de « tuteurs », sortes de fonctionnaires municipaux, ou de membres de sa famille quand le nombre de ces tuteurs est insuffisant (2).

A côté des « tuteurs » nous trouvons des « Inspecteurs Sociaux de l'Enfance » dont le rôle principal est de veiller à l'exécution des prescriptions concernant la protection de l'enfance : ils visitent les lieux de distraction, cafés, cinémas,

(1) Pour les majeurs fonctionne une institution de sursis au jugement dont la durée varie entre une et dix années, mais sans surveillance.

(2) Art. 53, 54 et 55 du *Code Pénal* de l'U. R. S. S., promulgué le 4^{er} juin 1922 et modifié le 25 mars 1926.

théâtres. Ils surveillent les mendiants, les prostituées et essayent d'empêcher l'exploitation et les mauvais traitements des mineurs. D'après les dernières statistiques le nombre de ces Inspecteurs était de quatre cents.

Suède. — Sur la proposition de M. Harald Salomon, Juge au Tribunal de Stockholm, après une enquête effectuée par lui aux Etats-Unis et en Grande Bretagne, une institution, presque en tous points semblable au probation system a été introduite dans le Code Pénal Suédois par une loi du 28 juin 1928, sur la sentence conditionnelle, applicable à la fois aux délinquants majeurs et mineurs, à condition, toutefois, qu'ils soient les uns et les autres des délinquants primaires.

L'individu qui bénéficie de cette mise en liberté conditionnelle est placé pendant la période d'épreuve, qui varie entre six mois et trois ans, sous la surveillance d'un probation officer. Il doit, en outre, obéir :

1° à certaines conditions d'ordre général qui lui sont imposées par le tribunal, à savoir :

Mener une vie honnête et laborieuse, éviter les mauvaises fréquentations, réparer le dommage causé ;

2° à des conditions spéciales qui lui sont imposées, le cas échéant, par le probation officer, notamment :

Défense de fréquenter certains lieux (cafés, par ex.), certaines personnes, accepter le travail qui lui est proposé, et ne le quitter qu'avec l'autorisation du probation officer, s'abstenir de toute boisson alcoolisée, et cela, alors même que l'infraction n'ait pas été commise sous l'influence de la boisson.

En Suède, comme à peu près partout ailleurs, les probation officers sont des individus agissant bénévolement et dans un but charitable, ou des personnes rattachées à des Sociétés

de Patronage subventionnées par l'Etat. Il n'existe pas de probation officers fonctionnaires, uniquement rétribués par le Gouvernement. Chacun de ces probation officers ne reçoit qu'une légère indemnité (12 couronnes par an et par délinquant à surveiller).

Le Tribunal a, en outre, la faculté :

Soit de faire cesser la surveillance, si au bout de six mois le délinquant a eu une conduite telle qu'il est à présumer qu'il finira par s'amender de lui-même.

Soit de convertir la période d'épreuve en une peine plus sévère, emprisonnement, par exemple, si le délinquant n'observe pas les conditions qui lui ont été imposées.

Au moment où le tribunal confie la garde du délinquant à l'un de ces probation officers les magistrats remettent à ce dernier une sorte de registre où il est tenu d'inscrire toutes les conditions que le délinquant doit observer. Le probation officer y notera également les visites faites au délinquant, tout ce qui aura été décidé et dit au cours de ces visites, la conduite du délinquant, en un mot tout ce qui touche de près ou de loin la surveillance à exercer et les résultats de celle-ci.

Les statistiques fournies par M. Harald Salomon montrent que 4 pour cent seulement des individus qui ont été ainsi mis en liberté à l'épreuve depuis le fonctionnement de ce système en Suède ont récidivé.

M. Trought estime qu'à l'heure actuelle il y a environ vingt mille probation officers rétribués ou bénévoles en Europe. Tous, dit-il, sont animés du meilleur esprit et convaincus de l'utilité de leur tâche : ils n'ont qu'un seul désir, voir le probation system, dans lequel ils mettent toute leur foi, prendre sa place à côté des autres systèmes pénaux, comme devant être la méthode la plus appropriée pour réduire et surtout pour prévenir la criminalité.

Le système de probation est d'ailleurs devenu le principal instrument judiciaire de l'un des Etats Américains, celui du Massachusetts où il s'applique à la grande majorité des délinquants.

C'est un lieu commun que de dire que le problème de la prévention de la criminalité est hérissé de difficultés, en particulier en ce qui concerne les délinquants mineurs.

Les Tribunaux, en effet, dans leur administration de la Justice ont à prendre en considération et l'intérêt de la Société et celui de la victime de l'infraction. Dans certains cas il y aura nécessairement conflit entre les deux, la théorie moderne de la peine ayant écarté l'idée de vengeance en général. Mais le citoyen qui a souffert individuellement ou qui a vu l'un des siens souffrir à la suite d'un acte délictueux espère que le tribunal infligera une punition au délinquant en proportion du mal que lui ou les siens auront souffert. Ce citoyen pensera sans doute aussi que cette peine sera le meilleur moyen d'intimidation pour empêcher d'autres individus de commettre d'autres infractions.

Si le délinquant est placé en probation la victime peut croire que justice ne lui a pas été entièrement faite et que cette décision des magistrats affaiblit chez les autres la crainte du gendarme.

Aussi la mise en liberté à l'épreuve doit-elle être quelque chose d'effectif afin que celui qui a été la victime d'une infraction éprouve la satisfaction de voir le délinquant réellement puni, tout en sauvegardant l'intérêt public.

Mais tel qu'il est organisé aux Etats-Unis, en Grande Bretagne et en France, le système de la mise en liberté à l'épreuve a incontestablement obtenu d'excellents résultats. Encore convient-il, cependant, ainsi que nous l'avons d'ailleurs fait au cours de cette étude, d'observer certaines réserves.

On ne saurait donc suffisamment préconiser une appli-

cation judicieuse du probation system : ne mettre en liberté que les délinquants que l'on peut estimer véritablement susceptibles de s'amender sous l'influence moralisatrice du probation officer et non pas ceux qui sont à l'avance incorrigibles, malgré tous les efforts que l'on puisse tenter pour les arracher à la voie du crime : pour ces derniers, les peines les plus sévères devront plus que jamais continuer à leur être infligées.

Mais s'il convient de choisir avec précaution les délinquants qui devront bénéficier du Probation System, il est, d'autre part, de toute importance de s'assurer un personnel de probation officers de tout premier ordre, une véritable élite morale et désintéressée.

Enfin, les causes d'insuccès proviennent trop souvent, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le signaler, du fait que le délinquant n'a pas été suffisamment soustrait aux influences du milieu dans lequel il est accoutumé de vivre, influences qui trop souvent sont responsables de sa criminalité. Il est donc de toute nécessité, dans la plupart des cas, de soustraire entièrement le délinquant à ces influences pernicieuses en lui imposant une résidence dans une institution spéciale, créée à cet effet, comme cela existe d'ailleurs dans certains Etats d'Amérique, afin de permettre aux influences du probation officer de supplanter celles auxquelles le délinquant était soumis jusque-là et pour lui permettre de se faire une moralité nouvelle.

Aux Etats-Unis d'Amérique, où le Probation System fonctionne depuis 1878, on a remédié en grande partie à la plupart de tous ces inconvénients, et il y fonctionne, à l'heure actuelle, à la satisfaction de tous. En Grande Bretagne il n'en est encore qu'à sa période d'essai, mais toutes ces imperfections sont peu à peu reconnues et l'on assiste, aujourd'hui, tant parmi les magistrats que parmi les pénalistes et même

le grand public qui s'intéresse à cette institution nouvelle et à son développement, à un fort mouvement d'opinion tendant à acheminer le probation system vers un plus grand degré de perfectionnement.

Mais même serait-ce une institution parfaite il ne faut pas trop compter sur le probation system pour supprimer les potences ou les guillotines, ni même pour licencier le personnel de toutes les administrations pénitentiaires du monde entier, car, malheureusement, quelle que puisse être l'influence de certaines âmes d'élite, l'humanité a toujours eu dans son sein quelques brebis galeuses et, sans vouloir cependant être par trop pessimiste, les temps ne sont, hélas, pas encore révolus où tous les délinquants, sans exception, pourront être amendés autrement que par des châtimens non seulement sévères, mais aussi exemplaires.

APPENDICE

LE PROBATION SYSTEM EN ÉCOSSE

En Ecosse le Probation system est également basé sur le Probation of Offenders Act 1907, successeur immédiat du Probation of Firts Offenders Act 1887, amendé par le Criminal Justice Administration Act 1914.

A ses débuts les dispositions du nouvel Acte furent appliquées avec beaucoup de parcimonie, et, la plupart du temps, dans des conditions qui n'ont pas donné des résultats très satisfaisants. Ces échecs étaient dus en grande partie à un manque de principes directeurs dans l'application du système et surtout dans le choix des probation officers. Cette période de tâtonnements dura relativement assez longtemps, jusqu'au moment où, en 1919, le Secretary of State for Scotland, afin d'uniformiser en Ecosse le fonctionnement du Probation of Offenders Act, créa la « Scottish Central Association for the care and Control of Persons under twenty one while on probation » (Association Centrale Ecossaise pour le contrôle et la surveillance des mineurs de vingt et un ans placés en probation). Les pouvoirs de cette association s'étendaient également aux individus relâchés sous condition des Borstal Institutions et des Prisons. Les membres de cette association, vingt cinq en tout, étaient désignés par la Commission des Prisons, « Prisons Commissioners », et leur nomi-

nation devait être approuvée par le Secretary of State for Scotland. Cette association était surtout fondée dans le but d'accorder des subsides aux probation officers dont la nomination avait été soumise à leur approbation et elle conservait un droit de contrôle sur tous ces probation officers qui s'engageaient à surveiller les individus qui leur étaient confiés par elle. Les membres de cette association n'avaient pas le droit d'imposer leur choix sur tel ou tel probation officer mais on espérait obtenir ainsi plus d'uniformité dans la nomination des probation officers et une sorte d'entraide entre les principales villes d'Ecosse.

Malgré la création de ce nouvel organisme les quatre villes principales d'Ecosse : Edimbourg, Glasgow, Dundee et Aberdeen, n'ont jusqu'à présent fait encore aucune demande de subsides, préférant garder leur entière indépendance et pourtant la majorité des individus placés en probation proviennent des tribunaux de ces quatre villes.

Dans chacun de ces grands centres les méthodes adoptées sont différentes.

A Edimbourg, la grande majorité des individus placés en probation provient des Police Courts où ils sont jugés par un Baillie et quelques-uns seulement des Judges of Police (Ces deux tribunaux ont à peu près la même compétence, et, sous ce rapport, Edimbourg est la seule ville d'Ecosse possédant deux cours ayant les mêmes attributions).

Un comité spécial, nommé par les Magistrats et comprenant les trois baillis les plus anciens et les deux Judges of Police les plus âgés, joue en somme le rôle des probation committees d'Angleterre, tels que les a créés le Criminal Justice Act 1925. C'est ce comité qui a la haute main sur le fonctionnement du probation system. Ses membres se réunissent à intervalles réguliers pour recevoir les rapports fournis par les probation officers et statuer sur les mesures à prendre pour assurer le

bon fonctionnement de la méthode. Le Greffier de la Police Court remplit le rôle de Secrétaire.

En ce qui concerne tout particulièrement la mise en probation des mineurs de seize ans, ce comité a un auxiliaire précieux en la personne du « Juvenile Organisation Committee » qui lui fournit un grand nombre de probation officers bénévoles pour la surveillance des mineurs. Le but du « J. O. C. » est en effet de « développer les organisations existantes ayant pour but le relèvement des jeunes gens et des jeunes filles, de coordonner leurs activités, de coopérer dans ce but avec les autres organisations publiques et privées et d'entreprendre toutes les mesures nécessaires pour le développement du bien-être de la jeunesse ».

Un représentant de ce comité assiste à toutes les audiences et accomplit les démarches nécessaires pour mettre le probation officer en contact avec le délinquant. Un grand nombre de ces probation officers se rattachent aux unions de jeunesse d'Edimbourg, Boy Scouts, Boy's Brigade, Boy's Clubs, de telle sorte qu'ils ont aisément sous la main les moyens nécessaires pour amener le délinquant dans un milieu où il trouvera tout de suite une compagnie dont l'influence doit être salubre et bienfaisante. Comme la plupart de ces probation officers sont pris en général par d'autres occupations il a été décidé que chacun d'entre eux n'aurait pas plus de trois délinquants à surveiller.

Le même procédé existe pour les jeunes filles leur petit nombre permettant de trouver facilement les probation officers qui devront s'en charger, ces derniers étant recrutés pareillement parmi les membres d'associations de jeunes filles de la ville.

En Ecosse, comme en Angleterre, on a reconnu l'importance de choisir pour cette catégorie de délinquants des personnes encore jeunes elles-mêmes, afin qu'elles puissent

facilement comprendre les conflits moraux auxquels sont exposés ces jeunes gens et les tentations qui les ont entraînés à commettre leurs infractions.

La collaboration des magistrats d'Edimbourg et du Juvenile Organisation Committee n'est pas légalement sanctionnée ; cependant, parmi les probation officers fournis par celui-ci, dix ont été officiellement désignés et reconnus par le Secretary of State for Scotland. Malgré cela cette méthode a toujours très bien fonctionné jusqu'à présent et c'est précisément à Edimbourg, d'après le témoignage des magistrats eux-mêmes, que cette collaboration entre magistrats et probation officers bénévoles a donné les résultats les plus satisfaisants. Pour la rétribution de ces derniers on a recours au système des honoraires, une somme de dix shillings étant accordée à chacun d'entre eux pour chaque individu confié à leur surveillance, toutes les dépenses accessoires encourues pour les besoins du service leur étant en outre intégralement remboursées.

La surveillance des délinquants âgés de plus de seize ans est confiée aux membres des diverses organisations religieuses de la ville dont certains membres assistent régulièrement aux audiences et combinent l'œuvre de probation avec leurs différentes occupations. Il arrive aussi fréquemment que le « probation order » impose aux délinquants la condition de résider dans l'un des « homes » de ces associations.

Enfin un nombre assez restreint de « probationners » provient des « sheriff courts ». Leur surveillance est alors confiée aux Inspecteurs of License, hommes ou femmes ; ce sont des fonctionnaires chargés de surveiller les délinquants qui, en raison de leur bonne conduite, ont été élargis avant l'expiration de leur peine de prison. De même on demande aussi dans ce cas aux membres de la Commission des prisons de jouer le rôle de probation officers.

A Glasgow, le système suivi est entièrement différent.

En ce qui concerne cette ville il est intéressant de remarquer que deux ans avant la promulgation du Probation of Offenders Act 1907, les magistrats avaient déjà introduit les dispositions fondamentales du probation system, neuf agents de la police ayant été désignés pour surveiller les délinquants que les magistrats remettaient en liberté au lieu de leur infliger une courte peine d'emprisonnement. (Recommendations made by the Corporation of Glasgow in 1905). Quand ces agents de police furent nommés ils n'avaient que le grade et la solde de simples « constables », mais étant donné l'importance de leurs nouvelles fonctions il fut décidé par la suite qu'ils auraient désormais le rang de « detective sergeants », rang qu'ils ont d'ailleurs conservé depuis.

Alors qu'à Edimbourg nous trouvons deux catégories de probation officers, suivant qu'il s'agit de délinquants majeurs ou de délinquants mineurs, nous n'en trouvons qu'une seule à Glasgow.

Les probation officers hommes sont, pour la plupart, des « police sergeants », au nombre de onze actuellement, choisis avec le plus grand soin et nommés par le Chief Constable. Ils n'exercent aucune autre fonction que celle de probation officer. Les femmes, au nombre de cinq, consacrent également tout leur temps au fonctionnement du probation system, ce sont des « full-time salaried » probation officers. Elles sont désignées par les Magistrats et choisies parmi les candidates qui ont déjà une certaine expérience des œuvres sociales, elles reçoivent un traitement de 164 Livres sterling par an et une indemnité d'habillement. Ces probation officers sont tous exclusivement au service et à la disposition de la Police Court.

Auprès de la Sheriff Court c'est l'Inspecteur des Borstal Institutions et sa femme qui remplissent les fonctions de

probation officers. Ils peuvent être accidentellement aidés par quelques probation officers désignés pour la Police Court.

A Aberdeen les magistrats n'ont à leur disposition qu'une seule femme, « full-time salaried probation officer », pour les femmes et les jeunes filles, ayant sous sa direction deux autres femmes donnant leur aide volontairement. Il n'y a pas de « full-time salaried probation officer » homme, mais ils ont à leur disposition les services de deux personnes auxquelles ils versent une légère indemnité pour chaque cas à surveiller. La Sheriff Court ne fait qu'un emploi très limité du probation system. Dans les cas où elle l'applique la surveillance est exercée par deux probation officers bénévoles.

Les Magistrats de Dundee, à l'imitation de ceux de Glasgow, introduisirent avant la promulgation du Probation of Offenders Act 1907 la pratique de la sentence conditionnelle. Leurs probation officers actuels sont désignés par eux parmi les membres des différentes associations religieuses de la ville. Ils sont actuellement au nombre de cinq, dont un officier de l'Armée du Salut. Ce ne sont point des « full-time salaried probation officers », mais chacun d'eux reçoit une allocation de 20 Livres par an en compensation des services rendus. Ils assistent tous les jours aux audiences des majeurs et deux fois par mois à celles du tribunal pour enfants. Les Magistrats de Dundee ont d'ailleurs très peu recours au probation system : sur 687 mineurs ayant comparu en 1926, vingt seulement furent placés en probation.

Quant aux villes de moindre importance, les rapports des Prisons Commissioners ne cessent d'attirer l'attention sur le peu de parti que l'on tire en Ecosse des dispositions de la nouvelle loi et surtout sur le fonctionnement bien peu satisfaisant du système de surveillance des délinquants auxquels il est trop rarement fait application de la méthode de probation. Il est même difficile de réaliser les progrès qui ont

été accomplis, si toutefois l'on peut dire qu'il y ait eu progrès, mais on peut sûrement reconnaître qu'à l'exception d'un nombre très restreint de cas, les Magistrats et les Juges Ecossais ont montré bien peu d'enthousiasme pour le probation system. « Les Magistrats », disent-ils, « différent entre eux dans l'idée qu'ils se font de cette méthode et comme ils ne la considèrent pas comme un système aussi précis et aussi défini que l'emprisonnement ou telle autre peine et comme devant être par conséquent organisé sur des bases fixes et solides, son application peut faire plus de mal que de bien ». (1)

Dans un des centres industriels importants où le nombre des délinquants, majeurs et mineurs, placés en probation atteint près de deux cent cinquante en 1926, la surveillance des adultes est confiée au Chief Constable sous la direction et le contrôle duquel tout le personnel des « détectives » agit comme probation officers. La surveillance des mineurs est confiée aux agents locaux qui offrent volontairement leurs services dans ce but. Ces derniers remplissent leurs fonctions avec beaucoup de bienveillance et jusqu'à présent aucun rapport défavorable n'a été fait sur le compte d'un seul des individus qui leur ont été confiés. Ce rapport n'est d'ailleurs exigé qu'à la fin de la période de probation et encore n'est-il souvent qu'une simple formalité. Quand une infraction est commise par le probationer au cours de l'épreuve ou que celui-ci n'observe pas les conditions qui lui ont été imposées, ces faits ne manquent jamais de parvenir officieusement à la connaissance des magistrats par l'intermédiaire de la police. Les magistrats, estimant alors que le probation officer bénévole ne tire pas tous les avantages de l'autorité qui lui est reconnue et ne se tient pas suffisamment en contact

(1) The Magistrate Scottish supplement, octobre 1927.

avec la personne qui lui a été confiée, changent ce délinquant de probation officer. Il arrive fréquemment de voir le même individu passer successivement entre les mains de plusieurs probation officers, ce qui naturellement ne manque pas de nuire au succès du système par suite des influences différentes exercées par les probation officers successifs.

Dans une autre localité les magistrats ont institué un système de sentence conditionnelle sans surveillance : le jugement est suspendu pour un certain temps pendant lequel le délinquant doit faire ses preuves. A la fin de cette période la police fait un compte-rendu et le résultat final consiste le plus souvent en une simple admonestation. Mais ce système présente un inconvénient : même dans le cas où une simple semonce est adressée par le magistrat au délinquant un jugement en forme de condamnation est prononcé, même le délinquant serait-il un mineur. Aucune obligation spéciale n'est imposée à la police pour la surveillance de ces délinquants.

Dans une troisième localité, centre minier assez important, où les magistrats ont surtout à s'occuper de détournements de charbon, en petites quantités, il n'y a pas non plus à proprement parler de probation system en vigueur, mais également une sorte de sursis au jugement sans surveillance. Les magistrats ont principalement recours à la peine d'amende et ils infligent chaque année un nombre considérable de ces peines pécuniaires aux enfants. Ce procédé peut se justifier en partie comme un moyen de punir indirectement les parents qui, dans la plupart des cas, sont les instigateurs de ces vols, mais il a la regrettable conséquence d'entraîner avec lui une condamnation qui figurera toujours sur le casier judiciaire du mineur, ce qui pourrait être évité si l'on avait recours à un autre procédé.

Là où il est fait application du probation system en Ecosse, nous avons vu, qu'à l'exception d'Edimbourg, la plupart des probation officers étaient recrutés parmi les agents de police. Aussi en Ecosse comme en Angleterre les avis sont-ils très partagés sur la valeur de ces derniers comme probation officers. Beaucoup de personnes, et avec elles la majorité des Chief Police Constables, prétendent que les forces de police fournissent le meilleur type de probation officers. Mais cette opinion a aussi ses adversaires, et pour les raisons que nous avons déjà eu l'occasion d'exposer.

D'autre part, tous ceux qui ont étudié le fonctionnement du probation system sont d'accord pour reconnaître que sans une surveillance suffisamment organisée et suffisamment sérieuse le système ne pourra jamais fonctionner avec le maximum de garanties, aussi, quel que soit la valeur des services rendus par les probation officers bénévoles, le probation system ne peut devenir un véritable facteur de la prévention de la criminalité que si l'on donne une réelle responsabilité à ceux qui ont choisi cette vocation. Aussi dans bon nombre de localités peu importantes, malgré que le nombre des délinquants soit relativement restreint, les magistrats sont aux prises avec des difficultés sérieuses, les probation officers faisant parfois entièrement défaut. On pourrait cependant y remédier par une sorte de coopération entre ces différents centres, grâce à laquelle des probation officers capables pourraient être mis à la disposition des magistrats des différents tribunaux.

Quelques chiffres pourront nous donner une idée de l'usage qui est fait en Ecosse du probation system. Comme nous l'avons déjà fait remarquer pour l'Angleterre les statistiques des premières années sont incomplètes, se bornant à indiquer d'une façon générale ceux auxquels il avait été fait application du probation of Offenders Act, au sens large du mot.

Pendant les années 1908 et 1909 les dispositions du Pro-

bation of Offenders Act 1907 ont été appliquées respectivement à 2.510 et 2.786 délinquants.

Pour les années 1924 et 1925 les renseignements sont plus complets.

En 1924 sur 93.944 personnes ayant comparu devant les différents tribunaux, 2.808 ont bénéficié des dispositions de la loi de 1907 ; 1.728 ont été placées sous la surveillance d'un probation officer (1.289 hommes, 439 femmes) ; 1.108 au-dessous de vingt et un ans et 620 au-dessus de vingt et un ans, le reste, soit 1.080 délinquants, a bénéficié des dispositions de la section I de la même loi.

En 1925, sur 97.663 délinquants, 3.078 ont bénéficié des dispositions de la loi de 1907, (soit 3,75 % de la totalité des délinquants). Sur ce nombre, plus de la moitié — 1.882 — ont été placés sous la surveillance de probation officers (1.406 hommes, 476 femmes), dont 1.244 au-dessous de vingt et un ans.

Le pourcentage des individus placés en probation est donc restreint. Cela tient au manque d'organisation d'un grand nombre de tribunaux et au défaut de nomination de probation officers responsables. Il y a donc encore en Ecosse de la place pour un plus grand développement du probation system, aussi les appels les plus pressants se font-ils entendre de partout pour une meilleure organisation du système, le plus récent et le plus vigoureux à la fois est celui de Lord Haldane, lors du discours qu'il prononça le 13 Janvier 1928 à la Réunion Annuelle de l'Association des Magistrats et des Juges Ecos-sais. (1)

Depuis quelque temps, d'ailleurs, les magistrats écossais suivent avec un intérêt grandissant le fonctionnement des

(1) Annual Meeting of the scottish justices and magistrates Association. Glasgow Herald 14 janvier 1928.

nouvelles dispositions entrées en vigueur en Angleterre, lors de la promulgation du Criminal Justice Administration Act 1925, qui, en réorganisant le Probation System sur des bases nouvelles marque un pas définitif en faveur du progrès de cette méthode. Aussi en Ecosse, où le besoin d'une réorganisation de ce genre se fait sentir d'une façon pressante, espère-t-on que les dispositions du nouvel Acte seront bientôt étendues à ce pays pour forcer les tribunaux récalcitrants à mettre « de l'ordre dans leur maison » et à rajeunir les anciennes méthodes à présent démodées.

En 1919 la ville de Glasgow chargea un comité spécial d'étudier quel avait été jusque-là le fonctionnement des dispositions de l'acte de 1907 et de présenter les observations qu'il jugerait nécessaires de faire à ce sujet. Il est intéressant, en passant, de noter que nous retrouvons dans ce rapport les mêmes remarques et les mêmes vœux que ceux qui avaient été précédemment émis en Angleterre.

En ce qui concerne tout spécialement le personnel des probation officers ce Comité semble attacher tout d'abord une importance particulière au choix de ces officiers et à leurs capacités. Il critique notamment l'habitude qui a été prise peu à peu de recruter ceux-ci parmi la police, tout en reconnaissant cependant les immenses services rendus par les Justice « constables ». Quant aux probation officers femmes le Comité émet le vœu que celles-ci reçoivent, sous la direction des Magistrats, une éducation professionnelle pour les former aux besoins de leur profession.

Tout en rendant hommage aux services rendus par les probation officers bénévoles, le Comité désirerait voir ceux-ci travailler sous le contrôle direct de probation officers fonctionnaires ; et, d'une façon générale, il serait désirable que tout le personnel affecté à la surveillance des délinquants placés en probation soit placé sous la direction d'un « Chief

Probation Officer », chargé de coordonner le travail à accomplir et de surveiller le travail effectué par les différents probation officers, de recevoir, afin de les étudier de près, tous les rapports qui lui seraient adressés par tous les probation officers, pour en tirer toutes les conclusions nécessaires en vue d'une meilleure organisation du travail.

Un autre point qui a également attiré l'attention du Comité, est la durée de la période d'épreuve qu'il juge en général être trop courte. La pratique fréquente qui consiste à placer un individu en probation pour une période de deux ou trois mois n'est pas satisfaisante, et tend à diminuer l'efficacité du système pour des raisons que nous avons déjà eu l'occasion de signaler. D'après l'opinion générale, la durée de la probation devrait être d'un an au moins. Et au moment de l'expiration de cette période il serait désirable que le délinquant comparût devant le tribunal, qui, d'une manière officielle, lui rendrait sa pleine et entière liberté. Le Comité désapprouve entièrement la pratique qui s'est introduite et qui consiste à dispenser le délinquant de comparaître le jour où sa période d'épreuve arrive à son terme. Il faut en effet, disent-ils, que le délinquant comprenne clairement que son infraction n'est pas une bagatelle, ce qui malheureusement a tendance à se répandre aujourd'hui. L'importance de cette comparution se fait particulièrement sentir dans les cas où la période d'épreuve a dû être prolongée, la conduite du délinquant n'ayant pas été entièrement satisfaisante. (1)

(1) Glasgow Corporation. Probation of Offenders Report by the Special Committee on Probation of Offenders and Recommendations as approved by the Corporation on the 14th April 1919, pp. 1 à 8.

ANNEXES

GLASGOW.

POLICE COURT,

192 .

A

Sachez qu'ayant comparu ce jour devant la Cour sus-indiquée sous l'inculpation de
que la Cour estime être prouvée par
et estimant qu'il est opportun de vous mettre en liberté à l'épreuve, la Cour vous relâche à la condition que vous vous engagiez :

- I. — à comparaître devant ce même tribunal pour être jugé et condamné à quelque moment que vous en soyez requis dans l'espace de mois à dater de ce jour.
- II. — à observer une bonne conduite pendant cette période.
- III. — à rester, pendant ladite période, sous la surveillance de Probation Officer, à vous conformer à ses instructions en ce qui concerne votre conduite et votre résidence.
- IV. — à ne fréquenter ni voleurs, ni autres personnes indésirables, ni autres lieux indésirables.

Le Greffier.

SUMMARY JURISDICTION ACT 1879.

Section 16.

Si, sur audition d'une accusation visant une infraction susceptible d'être jugée sommairement, en vertu de cette loi ou de toute autre loi passée ou à venir, la cour de juridiction sommaire, tout en admettant le bien fondé de l'accusation, estime que l'infraction est, en l'espèce, de si peu d'importance qu'il serait inopportun d'infliger une pénalité quelconque, ou une pénalité autre qu'une pénalité de pure forme :

la cour pourra, sans prononcer de condamnation, rejeter l'accusation, et, si elle le juge convenable, ordonner que l'accusé paie tels dommages-intérêts ne dépassant pas quarante shillings, ou tels frais de procédure que la cour estimera convenables, ou les deux ; ou bien :

la cour pourra, après avoir procédé à la condamnation de l'accusé, le mettre en liberté conditionnelle, avec ou sans caution, s'il garantit qu'il comparaitra quand il en sera requis par la cour, pour le prononcé du jugement, ou qu'il observera une bonne conduite...

PROBATION OF FORTH OFFENDERS ACT 1887

Section I.

(1) Dans tous les cas où un individu sera reconnu coupable par une cour quelconque, de vol, d'escroquerie ou de tout autre délit passible d'une peine ne dépassant pas deux années de prison, et dans le cas où cet individu n'aura pas subi de condamnation antérieure et si la cour devant laquelle il a

été traduit estime, qu'en considération de la jeunesse, de la moralité et des antécédents du délinquant, du peu de gravité de l'infraction ou des circonstances atténuantes dans lesquelles elle a été commise, qu'il y a lieu de mettre le délinquant en liberté pour éprouver sa bonne conduite, la cour pourra au lieu de lui infliger une peine immédiate, ordonner qu'il sera mis en liberté après avoir contracté une « recognizance » avec ou sans caution et pour telle durée que la cour estimera nécessaire, par laquelle il s'engage à comparaître quand il en sera requis pour être jugé et en même temps à ne pas troubler la paix et à observer une bonne conduite.

(2) La cour peut, si elle le juge convenable, ordonner au délinquant de payer les frais de la poursuite en tout ou en partie, dans tels délais et par tels versements échelonnés qu'elle jugera convenables.

Section II.

(1) Si, à la suite d'une information sous serment, une cour ayant qualité pour statuer à l'égard du délinquant au sujet du délit primitif, ou une cour de juridiction sommaire, est convaincue que le délinquant a manqué à l'une des conditions de sa « recognizance », elle pourra délivrer contre lui un mandat d'arrêt.

(2) Le délinquant, arrêté en vertu de ce mandat, devra, s'il n'est pas immédiatement traduit devant la cour ayant qualité pour le condamner, être traduit devant une cour de juridiction sommaire, et cette cour pourra, soit ajourner l'affaire par mandat jusqu'à la date à laquelle le délinquant était tenu de comparaître pour être jugé en raison de sa « recognizance », ou bien jusqu'à la session d'une cour compétente pour statuer sur le délit primitif, soit laisser le délinquant en liberté, moyennant une caution suffisante pour assurer sa comparution.

(3) Le délinquant dont l'affaire est ainsi ajournée pourra être interné, soit dans une prison du comté ou du lieu dans ou pour lequel opère la cour qui a ordonné le jugement, soit dans une prison du lieu où il est tenu de comparaître pour être jugé, et le mandat d'ajournement exigera qu'il soit conduit devant le tribunal devant lequel il était déjà tenu de comparaître pour être jugé, ou devant lequel il devait répondre de sa conduite depuis sa mise en liberté.

(4) La cour, avant d'ordonner la mise en liberté du délinquant en vertu de cet Acte devra s'assurer que le délinquant ou sa caution ont une résidence fixe ou une occupation régulière dans le comté ou le lieu dans lequel la cour opère ou dans lequel le délinquant doit habiter pendant la période désignée pour l'observance des conditions qui lui ont été imposées.

PROBATION OF OFFENDERS ACT 1907

Section I.

(1) Quand une personne est accusée, devant une cour de juridiction sommaire, d'une infraction punissable par cette cour, et que cette cour estime que l'infraction est prouvée, mais que, eu égard à la réputation, aux antécédents, à l'âge, à l'état de santé physique ou à l'état mental de l'accusé, ou au peu d'importance de l'infraction, ou aux circonstances atténuantes dans lesquelles elle a été commise, il est inopportun d'infliger une peine, ou d'infliger une peine autre qu'une peine nominale ; ou bien qu'il y a lieu de mettre le délinquant en liberté à l'épreuve, la cour peut, sans prononcer de condamnation formuler, une ordonnance, soit :

Rayant l'information ou l'accusation du rôle,
soit plaçant le délinquant en liberté conditionnelle après

lui avoir fait contracter une « recognizance » avec ou sans caution, par laquelle il s'engage à observer une bonne conduite et à comparaître, s'il en est requis, pour être déclaré coupable et condamné, pendant une certaine période dont la durée est fixée par l'ordonnance, mais qui ne saurait excéder trois ans.

(2) Quand une personne est reconnue coupable sur « indictment » d'une infraction punissable de prison et que la cour estime que, eu égard à la réputation, aux antécédents, à l'âge, à l'état de santé physique ou mental de l'accusé, ou au peu d'importance de l'infraction ou aux circonstances atténuantes dans lesquelles elle a été commise, il est inopportun d'infliger une peine, ou une peine autre qu'une peine nominale, ou bien qu'il y a lieu de mettre le délinquant en liberté à l'épreuve, la cour peut, au lieu de prononcer une condamnation à l'emprisonnement, rendre une ordonnance disposant que le délinquant sera mis en liberté conditionnelle, après qu'il aura contracté une « recognizance » avec ou sans caution, par laquelle il s'engage à observer une bonne conduite et à comparaître, s'il en est requis, pour être déclaré coupable et condamné, pendant une certaine période fixée par l'ordonnance, mais qui ne saurait excéder trois ans.

(3) La cour peut en outre ordonner que le délinquant paiera tels dommages-intérêts et indemnités pour le préjudice ou la perte causés (sans toutefois que ces sommes puissent excéder dix livres sterling, s'il s'agit d'une cour de juridiction sommaire, soit, si un maximum plus élevé a été fixé pour cette infraction par une disposition quelconque, ce maximum plus élevé) et telle fraction des frais du procès que la cour estimera convenable. Si le délinquant est âgé de moins de seize ans et que la cour estime que son père, sa mère ou son tuteur (guardian) a contribué à commettre l'infraction, la cour peut, en vertu des dispositions du Youthful Offenders Act 1901, con-

damner le père, la mère ou le guardian à payer ces dommages-intérêts et ces frais.

(4) Lorsqu'une ordonnance a été rendue conformément à cette section par une cour de juridiction sommaire, cette ordonnance aura les mêmes effets qu'une condamnation en ce qui concerne le transfert ou la restitution des biens volés à leur propriétaire.

Section II.

(1) Toute recognizance qu'un délinquant est obligé de contracter en exécution de cette loi, pourra contenir, si la cour le prescrit, une condition disposant que le délinquant sera, pendant la durée fixée dans l'ordonnance, placé sous la surveillance de telle personne désignée dans l'ordonnance, ainsi que telles autres conditions tendant à assurer cette surveillance ; toute ordonnance qui exige l'insertion de telles conditions dans la recognizance sera qualifiée dans cet Acte de « probation order » (ordonnance de mise à l'épreuve).

(2) Une recognizance contractée en vertu des dispositions de cet Acte pourra contenir telles conditions supplémentaires que la cour, eu égard aux circonstances particulières de l'espèce, pourra ordonner d'y insérer, en ce qui concerne les questions suivantes ou quelques-unes d'entre elles seulement :

(a) interdiction pour le délinquant de fréquenter des voleurs ou autres personnes indésirables, ou de fréquenter de mauvais lieux ;

(b) obligation de s'abstenir de boissons alcoolisées, lorsque l'infraction a été un délit d'ivresse ou une infraction commise sous l'influence de la boisson ;

(c) d'une manière générale, toute condition de nature à assurer que le délinquant mènera une vie honnête et laborieuse.

(3) La cour qui rendra une ordonnance de mise à l'épreuve remettra au délinquant un avis écrit énonçant en termes simples les conditions qu'il est tenu de respecter.

Section III.

(1) Pourront être désignées comme probation officers du ressort d'une cour de petites sessions telles personnes de l'un et l'autre sexe, ayant qualité pour nommer le greffier des juges de paix de ce ressort et tout probation officer agissant en vertu d'une ordonnance de mise à l'épreuve sera soumis au contrôle et à la surveillance des cours de petites sessions pour la circonscription desquelles il a été nommé.

(2) Quand les circonstances le permettront il pourra être nommé des probation officers qualifiés « probation officers pour enfants », qui, en l'absence de toute raison d'agir autrement, seront désignés dans les ordonnances de mise à l'épreuve pour surveiller les délinquants âgés de moins de seize ans.

(3) La personne désignée dans une ordonnance de mise à l'épreuve devra :

(a) si la cour qui a rendu l'ordonnance est une cour de juridiction sommaire, être choisie parmi les probation officers du ressort des petites sessions dans ou pour laquelle la cour est compétente ; ou

(b) si la cour qui a rendu l'ordonnance est une cour d'assises ou une cour de sessions trimestrielles, être choisie parmi les probation officers du ressort de la division de petites sessions qui a renvoyé l'accusé pour être jugé.

La personne ainsi désignée peut, si la cour estime que cela est nécessaire, en raison, soit du lieu de résidence du délinquant, soit en raison de toute autre cause, être désignée parmi les probation officers d'une autre circonscription de petites sessions ; elle peut même, si la cour estime que la chose est

préférable en raison des circonstances particulières de l'espèce, être une personne n'ayant jamais été désignée comme probation officer pour aucune cour de petites sessions.

(4) Le probation officer désigné pour une circonscription de petites sessions pourra recevoir tel traitement que l'autorité, chargée de la surveillance des fonds sur lesquels sont pris les traitements des greffiers des justices de paix de cette circonscription, pourra fixer. S'il ne reçoit pas de traitement, il pourra recevoir pour chaque ordonnance de mise à l'épreuve aux termes de laquelle il est tenu d'agir, telle rémunération que la cour qui rend l'ordonnance jugera convenable, sans que cette rémunération puisse excéder le taux fixé par les règlements de l'autorité précitée, mais dans l'un et l'autre cas, le probation officer a droit au remboursement de ses frais dans les conditions prévues par ces règlements. Traitement, rémunération et frais seront payés par l'autorité précitée et sur les fonds susdits.

(5) La personne désignée dans une ordonnance de mise à l'épreuve et qui n'est pas un probation officer pour la circonscription de petites sessions aura droit à la rémunération et au remboursement des frais que la cour rendant l'ordonnance jugera convenables de fixer. Cette rémunération et ces frais ne pourront pas excéder ceux qui pourraient être prescrits par les règlements de l'autorité chargée de l'administration des fonds sur lesquels cette rémunération et ces frais doivent être imputés.

(6) La personne désignée dans une ordonnance de mise à l'épreuve peut, à tout moment, être relevée de ses fonctions ; dans ce cas et au cas où elle viendrait à mourir, elle pourra être remplacée dans ses fonctions, soit par une autre personne désignée par la cour devant laquelle le délinquant s'est engagé à comparaître pour être jugé, soit par une personne désignée par la cour dont le premier probation officer dépendait.

(7) Pour l'application de cet Acte à la Cité de Londres et au district des cours de police métropolitaines, la Cité et chaque circonscription du district seront considérées comme constituant autant de cours de petites sessions.

Section IV.

(1) Il sera du devoir du probation officer, conformément aux directives de la cour :

(a) de voir la personne placée sous sa surveillance ou d'en recevoir des rapports à tels intervalles raisonnables que l'ordonnance de mise à l'épreuve pourra spécifier, ou à tels intervalles que le probation officier jugera nécessaires, toujours sous réserve des dispositions de l'ordonnance.

(b) de s'assurer que le délinquant observe les conditions imposées par sa recognizance ;

(c) de tenir régulièrement la cour au courant de la conduite du délinquant ;

(d) de conseiller, d'aider, de soutenir moralement le délinquant, et, lorsque cela sera nécessaire, de s'efforcer à lui procurer un travail convenable.

Section V.

(1) La cour devant laquelle une personne s'est engagée par sa recognizance, aux termes de cet Acte, à comparaître pour être condamnée ou jugée, peut, sur la requête du probation officer, et après qu'avis en a été donné au délinquant, modifier les conditions de la recognizance, elle peut également, lorsqu'elle estime que la conduite du délinquant a été telle qu'il est inutile de continuer à le maintenir sous la surveillance d'un probation officer, annuler la recognizance.

Section VI.

(1) Si la cour, devant laquelle un délinquant s'est engagé par sa reconnaissance contractée aux termes de cet Acte à comparaître pour être condamné ou jugé, ou une autre cour de juridiction sommaire, estime, après information sous serment, que le délinquant a violé l'une des conditions de sa reconnaissance, elle peut délivrer contre lui un mandat d'arrêt, ou bien, si elle le juge convenable, au lieu de délivrer contre lui ce mandat d'arrêt, elle peut signifier au délinquant ou à ses cautions — s'il en a — une citation le ou les requérant d'avoir à comparaître devant telle cour et à telle date, fixées dans la citation.

(2) Lorsqu'il aura été arrêté, s'il n'est pas traduit immédiatement devant la cour envers laquelle il s'est engagé par sa reconnaissance à comparaître pour être condamné ou jugé, le délinquant sera traduit devant une cour de juridiction sommaire.

(3) La cour, devant laquelle un délinquant est traduit après avoir été ainsi arrêté, ou devant laquelle il comparaît à la suite de la citation visée ci-dessus, peut, si elle n'est pas la cour devant laquelle le délinquant s'est engagé à comparaître pour être condamné ou jugé, ajourner l'affaire en ordonnant la détention préventive ou la mise en liberté sous caution du délinquant, jusqu'au moment où celui-ci pourra être traduit devant la cour où il a contracté sa reconnaissance.

(4) Le délinquant ainsi mis en détention préventive peut, pendant la durée de cet ajournement, être détenu dans l'une des prisons où la cour, qui est compétente pour le condamner ou le juger, peut ordonner l'incarcération des prisonniers. S'il s'agit d'un enfant ou d'un adolescent de moins de seize ans, il sera traité — toutes les fois que cela sera possible —

conformément aux dispositions du § 1 de la Section IV de la loi de 1901 sur les jeunes délinquants.

(5) La cour devant laquelle une personne s'est engagée par sa recognizance à comparaître pour être condamnée ou jugée, peut, dès qu'elle estime que cette personne a violé l'une quelconque des conditions de sa recognizance, et sans autre preuve de sa culpabilité, la condamner pour son infraction primitive, ou, si l'espèce est l'une de celles où la cour aurait pu, lors de l'infraction primitive, ordonner, en exécution de la Section XV de la loi de 1886 sur les Ecoles Industrielles, l'envoi de ce délinquant dans une école industrielle certifiée, et si le délinquant paraît encore être âgé de moins de douze ans, rendre un jugement à cet effet.

Section VII.

Le Secrétaire d'Etat a le droit de prendre tels Décrets (Rules) qu'il jugera nécessaires pour l'exécution de cette loi et en particulier pour les dispositions concernant la nomination, la démission et le renvoi des probation officers, l'accomplissement de leurs fonctions et les rapports qu'ils doivent dresser.

Section VIII.

Cette loi s'appliquera à l'Ecosse avec les modifications suivantes :

(1) Pourront être désignés comme probation officers pour les circonscriptions royales, parlementaires ou policières ou pour un comté situé en dehors des limites de la police, telles personnes désignées par le magistrat du bourg ou par le « sheriff » du comté ; quand le probation officer agira en vertu d'une ordonnance de mise à l'épreuve il sera soumis au contrôle de la police court du bourg ou de la sheriff court, suivant les cas.

(2) Pour l'Ecosse, dans le présent Acte, le paragraphe précédent sera substitué à la Section III dudit acte.

(3) L'expression « cour de juridiction sommaire » contenue dans la section III dudit Acte sera remplacée par celle correspondante de « sheriff court » dans les cas où elle fonctionne avec un jury.

(4) Le mot « Bond » (obligation) remplacera celui de « recognizance », le Secrétaire pour l'Ecosse sera substitué à « Secrétaire d'Etat » et le « High Court of Justiciary » remplacera les expressions Cour d'Assises et Cour de Sessions Trimestrielles.

(5) L'autorité investie du pouvoir de régler la rémunération des probation officers sera, dans un « burgh » l'autorité municipale, dans un comté l'autorité départementale, et cette rémunération sera payée soit sur les fonds municipaux soit sur les fonds du département, selon le cas.

Section IX.

Dans l'application de cette loi à l'Irlande les mots « Secretary of State » seront remplacés par « Lord Lieutenant » et chaque circonscription de la police métropolitaine sera considérée comme formant une division de petites sessions.

Section X.

(1) Cette loi sera intitulée Loi sur la mise à l'épreuve des délinquants.

.

(2) Cette loi entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent huit.

CHILDREN ACT, 1908

4^e Partie. — *Section 60.*

Lorsqu'une cour, en exécution des dispositions du présent titre de la présente loi, rend une ordonnance confiant un enfant ou un adolescent aux soins d'un parent ou de toute autre personne convenable, elle peut, en outre et par application de la loi de 1907 sur la mise à l'épreuve des délinquants, rendre une ordonnance plaçant l'enfant ou l'adolescent sous la surveillance d'un probation officer.

La recognizance que l'enfant, s'il n'est pas accusé d'une infraction, ou que l'adolescent seront tenus de contracter, les obligera à comparaître et à se conformer aux dispositions de toute ordonnance ultérieurement rendue par la Cour.

CHILDREN ACT, 1908

Section 107.

Quand un enfant ou un adolescent, accusé d'une infraction quelconque est jugé par une cour quelconque et que cette cour est convaincue de sa culpabilité, elle devra prendre en considération la manière dont, en vertu des dispositions de la présente loi ou de toute autre loi autorisant la cour à statuer dans l'affaire, elle doit statuer sur le cas qui lui est soumis, notamment :

- a) rayer l'accusation du rôle ;
- b) mettre le délinquant en liberté après lui avoir fait contracter une recognizance ;
- c) mettre le délinquant en liberté et le placer sous la surveillance d'un probation officer ;

- d) confier le délinquant aux soins d'un parent ou de toute autre personne convenable ;
- e) envoyer le délinquant dans une école industrielle ;
- f) envoyer le délinquant dans une école de réforme ;
- g) condamner le délinquant à être fouetté ;
- h) condamner le délinquant à payer une amende, des dommages et intérêts ou les frais du procès ;
- i) condamner les parents ou le gardien du délinquant à payer une amende, des dommages et intérêts ou les frais du procès ;
- j) condamner les parents ou le gardien du délinquant à donner des garanties pour sa bonne conduite ;
- k) ordonner l'internement du délinquant dans un des lieux de détention prévus par la présente loi ;
- l) si le délinquant est un adolescent, le condamner à la prison ;
- m) adopter telle autre mesure pouvant être légalement prise dans l'espèce dont s'agit.

CRIMINAL JUSTICE
ADMINISTRATION ACT 1914

Section VII.

Si une société de patronage est en voie de constitution ou est déjà constituée, ayant comme objet ou parmi ses objets la surveillance et le contrôle des mineurs de vingt et un ans mis à l'épreuve en vertu du Probation of Offenders Act 1907 ou des individus relâchés, en vertu d'une licence spéciale, d'une école de réforme, d'une école industrielle ou d'une institution Borstal ou d'individus placés en surveillance après l'expiration de leur internement dans l'une quelconque de ces insti-

tutions, ou placés en surveillance en exécution des dispositions du présent Acte, cette société de patronage peut demander au Secrétaire d'Etat d'être officiellement reconnue et le Secrétaire d'Etat, s'il approuve la constitution de cette société de patronage et les moyens adoptés par elle pour la réalisation de son ou ses objets, peut lui accorder cette reconnaissance officielle.

Dans le cas où une ordonnance de mise à l'épreuve est rendue par une cour de juridiction sommaire à l'égard d'un individu paraissant âgé de moins de vingt et un ans, la cour peut désigner l'un quelconque des membres de cette société officiellement reconnue pour remplir les fonctions de probation officer.

Quand un probation officer a été désigné par l'une de ces sociétés de patronage pour agir dans un cas quelconque et, que par la suite, cette société estime qu'il est préférable qu'un autre de ses membres soit substitué au premier, elle peut, avec l'autorisation du tribunal, désigner tel autre de ses membres et, dans ce cas, l'ordonnance de mise à l'épreuve aura le même effet que si le probation officer substitué au premier avait été désigné dès le début.

Des subventions peuvent être accordées à ces sociétés de patronage, sur les fonds votés par le Parlement, elles peuvent être soumises à certaines conditions fixées par le Secrétaire d'Etat et le montant doit en être approuvé par le Trésor.

Section VIII.

Le paragraphe 2 de la Section Première du Probation of Offenders Act de 1907 qui prévoit les conditions supplémentaires pouvant être insérées dans la reconnaissance sera modifié ainsi qu'il suit :

« La recognizance contractée en exécution des dispositions de cette loi pourra contenir telles conditions supplémentaires concernant le domicile, l'abstention de boissons intoxicantes et toutes autres mesures que la cour pourra considérer comme nécessaires afin de prévenir la répétition de la même infraction ou la commission de toute autre infraction, eu égard aux circonstances particulières de l'espèce ».

Section IX.

La Section V du Probation of Offenders Act 1907 ayant trait aux pouvoirs reconnus aux cours de modifier les conditions de la recognizance, sera remplacée par la section suivante :

« La cour, devant laquelle une personne s'est engagée en vertu d'une recognizance à comparaître pour être condamné ou jugé :

a) peut à tout moment, s'il lui semble, d'après l'avis du probation officer, qu'il est opportun que les termes ou les conditions de la recognizance soient modifiés, citer la personne liée par sa recognizance à comparaître, et, si cette personne ne peut donner aucune raison pour que ces modifications ne soient pas apportées à sa recognizance, la cour pourra en modifier les termes en en prolongeant ou en en diminuant la durée (sans toutefois que cette durée ne puisse dépasser un maximum de trois années à compter du jour où l'ordonnance primitive a été rendue), ou en en modifiant les conditions, ou en y insérant des conditions supplémentaires ; ou
b) pourra, annuler la « recognizance », à la demande du probation officer et si elle est convaincue que la conduite de la personne liée en vertu de sa recognizance a été telle qu'il est inutile qu'elle soit plus longtemps soumise à la surveillance du probation officer ».

CRIMINAL JUSTICE ACT 1925

PART I

PROBATION OF OFFENDERS

Section I.

(1) En vue de l'exécution de l'Acte principal (le Probation of Offenders Act de 1907) un ou plusieurs probation officers seront désignés pour chaque circonscription de probation (probation area) et il sera du devoir des probation officers d'entreprendre la surveillance des individus à l'égard desquels cette surveillance est requise en vertu d'une ordonnance de mise à l'épreuve rendue, soit par une cour de juridiction sommaire, soit par une cour d'assises, soit par une cour de session trimestrielle.

(2) D'accord avec les autorités municipales, la commission de probation de chaque circonscription de probation pourra payer les traitements ou rémunérations des probation officers désignés pour la circonscription et à toutes autres personnes, même n'étant pas des probation officers, désignées dans une ordonnance de mise à l'épreuve rendue par n'importe quelle cour de juridiction sommaire siégeant dans la circonscription, ou par n'importe quelle cour d'assises ou de session trimestrielle concernant les personnes qui se sont engagées à comparaître pour être jugées par devant les juges siégeant dans la circonscription. Cette commission remboursera également les frais encourus par les probation officers et autres personnes dans l'exercice de leurs fonctions. Ces sommes seront soumises aux dispositions contenues dans la présente partie du présent Acte en ce qui concerne l'échelle des traitements, les rémunérations et les frais ; à défaut de cet accord précité, ces traitements et rémunérations seront fixés par le Secrétaire d'Etat.

(3) Le Secrétaire d'Etat est investi du droit de prendre tels arrangements qu'il estime convenables en vue de la création d'une caisse de retraite pour les probation officers ou des gratifications à leur accorder ou aux personnes les remplaçant.

Avant de prendre de telles dispositions, le Secrétaire d'Etat devra avertir les autorités locales de sa décision à cet égard et il devra examiner les suggestions que celles-ci pourraient lui faire au sujet de ces dispositions.

Section II.

(1) Conformément aux dispositions ci-dessous, chaque division de petite session formera un district de probation, en vue de l'exécution de l'Acte principal :

A moins que le Secrétaire d'Etat, jugeant opportun, en vue d'une organisation plus efficace de la surveillance des délinquants, ne décide que deux ou plusieurs divisions de petites sessions soient groupées pour ne former qu'un seul district de probation.

(2) Il y aura une commission de probation dans chaque division de petites sessions, que celle-ci forme un district de probation ou non, ainsi que dans chaque groupe de district.

(3) Dans le cas d'une division de petites sessions, cette commission de probation sera composée d'au moins trois des magistrats siégeant dans la division, et, dans le cas d'un groupe de districts, d'un nombre de magistrats proportionnel au nombre des magistrats des différentes divisions de petites sessions comprises dans ce groupe de districts et des cours de sessions trimestrielles dans le ressort desquelles ce groupe de districts est situé.

(4) Les cours de sessions trimestrielles des comtés sont autorisés à soumettre au Secrétaire d'Etat des projets visant la création de ces groupements de districts et l'organisation des commissions de probation pour ces districts. Le Secrétaire

d'Etat devra étudier les projets qui lui seront soumis avant d'ordonner la création d'un groupement de districts et il devra permettre aux magistrats qui seront visés par sa décision, de lui faire toutes les suggestions qu'ils estimeront nécessaires à ce sujet.

(5) Les fonctions de la commission de probation du district de probation seront les suivantes :

- a)* nommer les probation officers du district ;
- b)* payer les traitements et autres sommes redevables aux probation officers et autres personnes désignées dans l'ordonnance de mise à l'épreuve et toutes retraites ou autres gratifications dues en exécution des dispositions de la présente partie du présent acte ;
- c)* contrôler le travail des probation officers et autres personnes assimilées, recevoir leurs rapports ;
- d)* remplir toutes autres fonctions concernant la mise à l'épreuve des délinquants qui pourraient lui être ultérieurement assignées ou confiées sur l'ordre du Secrétaire d'Etat.

Il est également stipulé que :

- (1) Dans le cas d'un district de probation qui n'est pas un groupe de districts, la nomination des probation officers pour ce district sera faite par les magistrats siégeant à la division de petites sessions et non par la commission de probation, à moins que ces magistrats, par une décision spéciale, n'aient délégué leurs pouvoirs, à cet égard, à la commission de probation ;
- (2) Dans le cas d'un groupe de districts, la surveillance du travail des probation officers ou des personnes assimilées et la réception de leurs rapports seront exercées par les commissions de probation de chaque

division de petites sessions comprises dans tout le district aux lieu et place de la commission de probation du district tout entier.

Section III.

(1) La personne désignée pour remplir les fonctions de probation officer dans le cas où l'ordonnance de mise à l'épreuve est rendue par une cour de juridiction sommaire, devra être choisie parmi les probation officers du district de probation dans lequel cette cour exerce sa juridiction. Quand l'ordonnance de mise à l'épreuve est rendue par une cour d'assises ou une cour de sessions trimestrielles, le probation officer devra être choisi parmi les probation officers du district dans le ressort duquel siègent les magistrats.

Il est également stipulé que :

(1) La cour qui a rendu l'ordonnance de mise en probation peut, si cela est nécessaire en raison du domicile du délinquant ou de toute autre cause, désigner dans l'ordonnance un probation officer d'un autre district de probation.

(2) la cour qui a rendu l'ordonnance peut, dans certains cas particuliers, désigner une personne qui n'est pas un probation officer pour exercer la surveillance dans ces cas particuliers.

(2) Lorsque les circonstances le permettront la cour désignera une femme comme probation officer pour surveiller les femmes mises en probation.

Elle pourra également désigner une personne qui a l'expérience des enfants et des adolescents pour surveiller les délinquants mineurs de seize ans.

(3) En cas de décès du Probation Officer ou en présence de toute autre raison l'empêchant d'exercer ses fonctions, ou au

cas où la Cour, devant laquelle le délinquant s'est engagé à comparaître pour être jugé, estime, pour une raison quelconque, qu'il est préférable qu'une autre personne soit désignée à la place du probation officer primitivement désigné, elle pourra nommer un autre probation officer ou une autre personne chargée d'exercer la surveillance du délinquant.

Section IV.

(1) Les Cours sont autorisées à nommer comme probation officers, dans tout district de probation, ou à désigner comme surveillant dans une ordonnance de mise à l'épreuve, les membres des Sociétés de patronage. En conséquence toutes les sommes redevables en tant que salaires, rémunérations ou autres causes en exécution des dispositions du présent Acte pourront être remboursées à ces Sociétés.

(2) L'expression « société de patronage » (société bénévole) employée dans cette section désigne toutes les sociétés qui exercent une œuvre de mission auprès des cours de police ou toute autre œuvre concernant la surveillance des délinquants ou l'intérêt qui peut leur être porté.

Section V.

(1) Les sommes nécessitées pour faire face aux dépenses encourues par le comité de probation pour le paiement des traitements, rémunérations et autres sommes dues aux probation officers désignés dans les ordonnances de mise à l'épreuve, retraites et autres gratifications, ainsi que toutes les dépenses dudit comité en exécution des Règles promulguées par le Secrétaire d'Etat, seront déboursées par la municipalité dans la circonscription de laquelle le district de probation est situé et dans les conditions prévues par les Règles promulguées par le Secrétaire d'Etat.

Dans le cas où deux ou plusieurs municipalités ne forment qu'un seul district de probation, les sommes ainsi déboursées seront réparties entre les différentes municipalités, soit à la suite d'un accord commun, soit, à défaut d'accord entre elles, d'après les Règles imposées par le Secrétaire d'Etat.

(2) Les municipalités pourront légalement contribuer aux dépenses encourues par l'entretien des personnes qui ont été mises en liberté à l'épreuve et auxquelles une condition de résidence a été imposée.

(3) Le Parlement, autorisé par le Trésor, accordera des subventions (soumises à certaines conditions et à l'autorisation notamment dudit Trésor), aux municipalités pour contribuer aux dépenses encourues par ces dernières pour l'exécution du présent Acte et pour l'entretien des personnes mises en liberté à l'épreuve, ci-dessus mentionnées.

(4) Si, pour une raison quelconque, le Secrétaire d'Etat juge opportun de refuser à une municipalité quelconque tout ou partie de la subvention prévue par la présente Section, pour une année, il pourra également décider que cette municipalité sera libérée de son obligation de contribuer, en tout ou en partie, aux dépenses faites en exécution du présent Acte, pour l'année correspondante.

Section VI.

La Cour qui a rendu une ordonnance de mise à l'épreuve pourra, dans cette ordonnance, décider que les pouvoirs qui, en vertu du présent Acte et de la Section IX du Criminal Justice Administration Act 1914, sont conférés à la Cour devant laquelle le délinquant s'est engagé à comparaître pour être jugé et condamné, concernant :

- a) la désignation d'un probation officer ou d'une autre personne à la place du probation officer primitivement désigné ;

b) les modifications à apporter aux termes et aux conditions de la reconnaissance, seront exercés par toute Cour de Juridiction sommaire siégeant dans la circonscription dans laquelle le délinquant est domicilié.

Section VII.

(1) Dans tous les cas où une personne qui a été l'objet d'une ordonnance de mise à l'épreuve, rendue par une Cour de Juridiction sommaire, n'a pas plaidé coupable ou a nié le bien fondé de l'information, cette personne pourra faire appel de l'ordonnance devant une Cour de Sessions trimestrielles en excipant de son innocence.

La cour de Sessions Trimestrielles recevra l'appel si elle juge que l'appelant n'a pas été coupable de l'infraction dont il a été accusé, sinon elle estimera l'appel irrecevable.

(2) Le § 3 de la Section I de l'Acte Principal sera modifié ainsi qu'il suit :

« Dans son ordonnance de mise à l'épreuve la Cour pourra imposer au délinquant comme condition de sa reconnaissance qu'il paiera des dommages et intérêts pour le dommage causé et une réparation pour la perte subie — sans que ceux-ci puissent dépasser, dans le cas d'une Cour de Juridiction sommaire, la somme de vingt cinq Livres, soit, si un maximum plus élevé a été fixé par une autre loi, ce maximum plus élevé — et telle fraction des frais du procès que la Cour jugera convenable. »

(3) Dans tous les cas, où en exécution de la Section VI de l'Acte principal, il est prévu qu'une citation sera délivrée à la place d'un mandat d'arrêt, il ne sera pas nécessaire que l'information ait lieu par écrit et sous la foi du serment.

(4) Lorsqu'en exécution de la Section VI de l'Acte principal un individu est traduit ou comparaît devant une cour quelconque pour avoir violé les conditions de sa recognizance, cette cour, au lieu de le condamner pour l'infraction primitive en exécution du § 5 de ladite Section, pourra, suivant les cas et nonobstant l'ordonnance de mise à l'épreuve, lui imposer une amende ne dépassant pas dix Livres sterling.

(5) Lorsqu'en exécution du § 3 de ladite Section un délinquant est placé sous la surveillance d'une tierce personne par une cour de juridiction sommaire, cette cour devra transmettre à la cour devant laquelle le délinquant s'est obligé à comparaître pour être jugé ou condamné, un certificat signé par l'un des juges constatant que ce délinquant n'a pas observé les conditions de sa recognizance et contenant tous les renseignements qu'elle peut juger nécessaires. Au cours de la procédure devant la cour à laquelle ces renseignements sont transmis ce certificat servira de preuve contre le délinquant.

(6) Quand une personne, qui a été l'objet d'une ordonnance de mise à l'épreuve, est condamnée en exécution du § 5 de la Section VI de l'Acte principal pour son infraction primitive et qu'elle est considérée comme étant déchue du bénéfice de sa recognizance, la cour, au lieu de condamner les cautions solidaires qui s'étaient engagées par la recognizance à répondre de la conduite du délinquant à payer les sommes pour lesquelles elles s'étaient engagées, peut condamner ces personnes ou seulement quelques-unes d'entre elles à payer la totalité ou même une partie de ces sommes ou même les libérer entièrement de leur obligation.

Section VIII.

Le Secrétaire d'Etat est autorisé à prendre des Décrets pour assurer l'exécution du Présent Acte, notamment pour :

- a) fixer la constitution, la procédure, les pouvoirs et les fonctions du comité de probation ;
- b) établir des échelles de traitement et de rémunération à payer aux probation officers et autres personnes qui n'étant pas des probation officers sont désignées dans les ordonnances de mise à l'épreuve et pour fixer les sommes à allouer aux probation officers en tant que retraites et autres gratifications ;
- c) prescrire les qualifications requises pour être probation officer, pour décider qu'aucune nomination ne pourra être effective qu'à la condition d'avoir été confirmée par lui ;
- d) pour autoriser la délégation des pouvoirs et fonctions reconnus aux municipalités par l'Acte principal à un comité désigné par ces municipalités ;
- e) prendre toutes autres mesures jugées nécessaires pour assurer le fonctionnement du présent Acte.

Section IX.

(1) Les dispositions qui précèdent seront, en ce qui concerne leur application dans le ressort des Cours de Police de la Métropole, sujettes aux modifications suivantes :

- a) Les dispositions concernant la création des comités de probation ne seront pas applicables ;
- b) La désignation des probation officers et de toutes autres fonctions remplies par le comité de probation seront exercées par le Secrétaire d'Etat ;
- c) Toutes les sommes jugées nécessaires par le Secrétaire d'Etat pour les traitements, rémunération et autres dépenses des probation officers ainsi que les sommes jugées nécessaires pour l'entretien des délinquants qui ont été mis en liberté à l'épreuve et astreints à une

condition de résidence, seront prélevées sur les fonds de la police métropolitaine.

Dans le présent paragraphe l'expression : « Probation officer » désigne les probation officers nommés par le Secrétaire d'Etat et l'expression : « autres personnes » désigne les personnes qui tout en n'étant pas des probation officers sont cependant désignées dans une ordonnance de mise à l'épreuve rendue par une cour de juridiction sommaire quelconque siégeant dans la circonscription ou par une cour d'assises ou par une cour de sessions trimestrielles.

Pour l'exécution des dispositions du présent Acte concernant les dépenses à effectuer sur les sommes votées par le Parlement, toutes les dépenses encourues en vertu du présent paragraphe seront considérées comme étant à la charge de la municipalité ;

d) Chaque division de la circonscription sera considérée comme formant une division de petites sessions.

(2) Pour l'application du présent Acte à la Cité de Londres, la Cité sera considérée comme formant une division de petites sessions et les dispositions visant la création de groupements de districts ne seront pas applicables.

Section X.

Dans le présent Acte, à moins que le contexte ne l'exige différemment :

L'expression « Acte Principal » désigne le Probation of Offenders Act de 1907 et les références qui y renvoient comprendront les références à cet Acte tel qu'il a été modifié par les lois postérieures, celle-ci y comprise.

L'expression « groupement de districts » désigne un district comprenant deux ou plusieurs divisions de petites sessions groupées en une seule par ordre du Secrétaire d'Etat, en exécution de la présente Partie du Présent Acte.

L'expression « ordonnance de mise en liberté » a la même signification que dans l'Acte principal.

L'expression « autorité locale » désigne l'autorité qui a le contrôle des fonds sur lesquels sont prélevés les traitements des greffiers des justices de paix.

L'expression « prescrit » désigne tout ce qui aura été prescrit par le décret pris par le Secrétaire d'Etat en vertu du Présent Acte.

Vu : *le Doyen :*
H. BERTHÉLÉMY

Vu : *Le Président de la Thèse :*
L. HUGUENEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Probation of First Offenders Act 1887.

50 & 51 Vict. Ch. 25.

Summary Jurisdiction Act 1879.

42 & 43 Vict. Ch. 49.

Youthful Offenders Act 1901.

1. Edw. 7. Ch. 20.

Probation of Offenders Act 1907.

7. Edw. 7. Ch. 17.

Children Act 1908.

8. Edw. 7. Ch. 67.

Criminal Justice Administration Act 1914.

4 & 5 Geo. 5. Ch. 58.

Criminal Justice Act 1925.

15 & 16 Geo. Ch. 86.

Report of the Departmental Committee on the Probation of Offenders Act, 1907, His Majesty's Stationery Office Cd. 5001.

Report of the Departmental Committee on the Training, Appointment and Payment of Probation Officers, H. M. S. O. 1922, Cmd. 1601.

Statutory Rules and Orders, 1926, n° 577/L. 17 : Probation of Offenders.

Report of the Departmental Committee on Superannuation of Probation Officers, H. M. S. O., 1926.

Report of the Departmental Committee on the Treatment of Young Offenders, H. M. S. O. 1927, Cmd. 2831.

Protection and Training, being the Report of the Departmental Committee appointed by the Secretary of State for Scotland, H. M. S. O 1928, Cmd. 49-192.

Parliamentary Debates. — Authorized Edition, Années 1879 à 1926.
Criminal Statistics for,

England and Wales,
Scotland,
Ireland,

H. M. S. O. Années 1908 à 1927.

Edinburgh Juvenile Organisation Committee, 9th Annual Report,
1926-1927.

Glasgow Corporation : Probation of Offenders Report and Recommendations by Special Committee, 1919.

United States' Department of Labour, Children's Bureau :

CHARLES CHUTE : *Probation in Children's Courts* 1921. —
Juvenile Courts at Work 1925.

CECIL LEESON : *The Probation System*, 1914.

CLARK HALL : *The State and the Child*.

DR. HAMBLIN SMITH : *The Psychology of the Criminal*.

STEPHEN'S : *Commentaries on the Laws of England*, 18th Edition,
Vol. IV : Crimes and Criminal Procedure.

SIR EVELYN RUGGLES BRISE : *The English Prison System*.

T. W. TROUGHT : *Probation in Europe*.

C. S. KENNY : *Esquisse du Droit Criminel Anglais*, traduit par
A. PAULIAN.

L. N. ROBINSON : *Penology in the United States* Ch. X. et XI.

GARRAUD : *Précis de droit Criminel*, pp. 239 à 245.

HOBHOUSE AND BROCKWAY : *English Prisons to-day*.

*Travaux Préparatoires du Congrès International Pénitentiaire
de Londres* 1925.

Périodiques

The Times.

The Glasgow Herald.

The Observer.

The Scotsman.

The Magistrate Scottish Supplement.

Edinburgh Review (Oct. 1927).

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS	5
CHAPITRE PREMIER : Historique du « Probation System »	9
I Aux Etats-Unis d'Amérique	9
II En Grande Bretagne	11
§ 1 <i>Pratique extra-judiciaire</i>	11
2 <i>Le Probation of First Offenders Act 1887</i>	13
3 <i>Le Probation of Offenders Act 1907</i>	15
4 <i>Le Criminal Justice Administration Act 1914</i> ...	22
5 <i>Le Criminal Justice Act 1925</i>	23
CHAPITRE II : Le « Probation Order »	29
I Définition du mot « Probation »	29
II Cas d'application du « Probation Order »	35
CHAPITRE III : Le « Probation Officer »	45
<i>Première Partie</i>	
I Choix du « Probation Officer »	47
1 <i>Les qualités qu'il doit avoir</i>	48
2 <i>Choix du « Probation Officer » en Grande Bretagne</i>	52
3 <i>Choix du « Probation Officer » aux Etats-Unis d'Amérique</i>	58
II Traitement des « Probation Officers »	63
1 <i>Modes de rétribution</i>	64
2 <i>Par qui sont supportées ces dépenses</i>	70
III Le « Probation Officer » bénévole	72
IV Le « Chief Probation Officer »	75
<i>Deuxième Partie</i>	
Les fonctions et les devoirs du « Probation Officer »	79
1 <i>Rapport du « Probation Officer » avec le Tribunal</i>	80
2 <i>Rapport du « Probation Officer » et du « Probationer »</i>	85

CHAPITRE IV : Résultats obtenus par le « Probation System »	95
I En Grande Bretagne	95
II Aux Etats-Unis d'Amérique	101
III Jugements portés sur le « Probation System »	104
IV Défauts du système	111
1 « Probation Officers » inaptes.....	112
2 Application du système à des cas inappropriés ..	116
3 Périodes d'épreuve trop courtes	118
4 Manque de contrôle général	120
CHAPITRE V : Comparaison avec quelques uns des Systèmes correspondants.....	125
I Probation et Parole	125
II Le « Probation System » et la Loi du 26 mars 1891	128
1 Conditions d'application	129
2 Effets comparés du Sursis et de la « Probation » ..	133
III Le « Probation System » et la Loi du 22 juillet 1912	140
1 Conditions d'application de la liberté surveillée ..	143
2 Comparaison avec le « Probation System »	147
IV Comparaison du « Probation system » avec la Peine d'emprisonnement	153
CONCLUSION	159
APPENDICE : Le « Probation System » en Ecosse	171
ANNEXES :	
Formule de « probation order ».....	183
Summary Jurisdiction Act 1879 sect. 16	184
Probation of First Offenders Act 1887	184
Probation of Offenders Act 1907	186
Children Act 1908-IV ^e Partie, Sect. 60	195
Children Act 1908-IV ^e Partie, Sect. 107	195
Criminal Justice Administration Act 1914-Sect. 7 ..	196
Criminal Justice Act. 1925-1 ^{re} Partie	199
BIBLIOGRAPHIE	211
TABLE DES MATIERES	213

